



VOLUME **2**

COMPTES PUBLICS

2015
2016

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUR LE
FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU :
FONDS GÉNÉRAL ET FONDS SPÉCIAUX

Année financière
terminée le 31 mars 2016

Québec 

COMPTES PUBLICS 2015-2016

VOLUME 2

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU :

FONDS GÉNÉRAL ET FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2016

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86
de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001)

Comptes publics 2015-2016 – Volume 2

**Dépôt légal — Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Octobre 2016**

**ISSN 0706-2869 (Imprimé)
ISSN 1925-1815 (PDF)
© Gouvernement du Québec, 2016**

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	7
-------------------	---

DÉFINITIONS	10
-------------------	----

PARTIE A : FONDS GÉNÉRAL

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS.....	19
---	----

ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS	21
------------------------------------	----

2. INFORMATIONS SOMMAIRES SUR LES REVENUS ET DÉPENSES

SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES PORTEFEUILLES	29
--	----

REVENUS DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES.....	30
---	----

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS	32
---	----

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES	40
--	----

DÉPENSES DE TRANSFERT DES PORTEFEUILLES PAR BÉNÉFICIAIRES ET PAR CATÉGORIES	42
---	----

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES.....	44
---	----

IMPUTATION DE LA RÉMUNÉRATION DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES	45
---	----

3. REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES

ASSEMBLÉE NATIONALE	49
---------------------------	----

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE	61
---	----

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE	73
--	----

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION.....	89
---	----

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE.....	101
--	-----

CONSEIL EXÉCUTIF	117
------------------------	-----

CULTURE ET COMMUNICATIONS.....	133
--------------------------------	-----

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES.....	145
ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS.....	157
ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE.....	169
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES.....	189
FAMILLE	199
FINANCES	211
FORÊTS, FAUNE ET PARCS.....	227
IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	239
JUSTICE.....	249
RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE.....	267
REVENU	277
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	279
SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	295
TOURISME.....	307
TRANSPORTS	315
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE.....	327

4. COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE	343
DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE	346
DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE.....	352

PARTIE B : FONDS SPÉCIAUX

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES	363
---	-----

2. RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE	
Fonds de développement des territoires	368
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE	
Fonds relatif à certains sinistres	370
CULTURE ET COMMUNICATIONS	
Fonds Avenir Mécénat Culture	372
Fonds du patrimoine culturel québécois	373
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	
Fonds vert	376
ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS	
Capital Mines Hydrocarbures	378
Fonds du développement économique	379
ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE	
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	382
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	383
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES	
Fonds des ressources naturelles	386
Fonds d'information sur le territoire	387
FAMILLE	
Fonds de soutien aux proches aidants	390
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	391
Fonds pour le développement des jeunes enfants	392
FINANCES	
Fonds de financement	394
Fonds des générations	395
Fonds du Bureau de décision et de révision	396

Fonds du centre financier de Montréal.....	397
Fonds du Plan Nord.....	398
Fonds relatif à l'administration fiscale.....	399
FORÊTS, FAUNE ET PARCS	
Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable du territoire forestier	402
JUSTICE	
Fonds Accès Justice	404
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	405
Fonds des registres du ministère de la Justice.....	406
Fonds du Tribunal administratif du Québec	407
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	
Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	410
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	411
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	412
SÉCURITÉ PUBLIQUE	
Fonds des services de police	414
TOURISME	
Fonds de partenariat touristique.....	416
TRANSPORTS	
Fonds aérien	418
Fonds de gestion de l'équipement roulant	419
Fonds de la sécurité routière	420
Fonds des réseaux de transport terrestre	421
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE	
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	424
Fonds de développement du marché du travail.....	425
Fonds de la Commission des lésions professionnelles.....	426
Fonds de la Commission des relations du travail.....	427
Fonds des biens et des services	428
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.....	429
Fonds du Tribunal administratif du travail.....	430
Fonds québécois d'initiatives sociales	431
3. SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX.....	436

AVANT-PROPOS

Les comptes publics de l'année financière terminée le 31 mars 2016 ont été préparés par le Contrôleur des finances pour le ministre des Finances selon les dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001). Ils sont publiés en deux volumes.

Volume 1 – États financiers consolidés du gouvernement du Québec

Le volume 1 présente les états financiers consolidés du gouvernement du Québec ainsi qu'une analyse financière qui facilite la compréhension des opérations réalisées au cours de l'année financière 2015-2016.

Volume 2 – Renseignements financiers sur le fonds consolidé du revenu : fonds général et fonds spéciaux

Le volume 2 présente des renseignements financiers portant sur le fonds consolidé du revenu, lequel est constitué du fonds général et des fonds spéciaux. Ce volume se divise en deux parties. La première partie expose les revenus des ministères et des organismes budgétaires, leurs crédits autorisés ainsi que les dépenses et les autres coûts imputés sur chacun de ces crédits et, finalement, les opérations financières des comptes à fin déterminée qu'ils administrent. La deuxième partie présente les revenus des fonds spéciaux, leurs dépenses approuvées et celles réalisées ainsi que leurs investissements approuvés et ceux réalisés.

Contenu du volume 2

Partie A : Fonds général

Cette partie rend compte des opérations des entités dont les revenus sont versés au fonds général ou au Fonds des services de santé, ou dont le fonctionnement est tributaire d'allocations du Parlement du Québec. Ces entités sont :

- l'Assemblée nationale;
- les personnes désignées par l'Assemblée nationale;
- les ministères et les organismes budgétaires de l'administration gouvernementale.

Cette partie rend également compte des revenus du fonds général liés à l'application ou à l'exécution de toute loi dont la responsabilité est confiée au ministre du Revenu¹; l'administration de ces revenus est assurée par l'Agence du revenu du Québec.

L'information est présentée par portefeuilles, lequel terme évoque soit l'Assemblée nationale, soit les personnes qu'elle désigne, soit un ensemble de programmes sous la responsabilité d'un ministre, soit les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec (sous l'appellation «Revenu»).

La comparaison des dépenses et autres coûts avec les crédits autorisés est conforme à la présentation du budget de dépenses.

¹ Le ministre des Finances exerce également les fonctions du ministre du Revenu.

AVANT-PROPOS (suite)

Le fonds général rend compte de ses opérations financières selon les conventions adoptées par le Conseil du trésor. Celles-ci sont décrites à la note 1 des états financiers consolidés du gouvernement.

Pour les besoins du présent volume, les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec sont réduits des créances douteuses afférentes, conformément à l'article 69 de la Loi sur l'Agence du revenu du Québec (RLRQ, chapitre A-7.003). De plus, les revenus de l'impôt sur le revenu et les biens sont réduits des crédits d'impôt remboursables prévus à la Loi sur les impôts (RLRQ, chapitre I-3), ces crédits étant au sens de la Loi soit un acompte sur l'impôt à payer, soit une somme payée en trop de l'impôt à payer.

Certaines données de 2014-2015 ont été retraitées afin de tenir compte de modifications comptables ou ont été reclassées pour les rendre conformes à la structure des portefeuilles et des programmes du *Budget de dépenses 2015-2016*. Cette structure reflète la structure de programmes qui découle de la composition du Conseil des ministres annoncée le 27 février 2015. Les principales modifications apportées aux structures de programmes sont présentées aux pages 9, 10 et 11 du *Budget de dépenses 2015-2016 – Crédits des ministères et organismes*.

La partie A se divise en quatre sections.

La première section présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts des ministères et des organismes budgétaires sur les crédits autorisés par le Parlement.

La deuxième section présente des informations sommaires, pour l'ensemble des portefeuilles, sur les revenus et les dépenses.

La troisième section présente, pour chacun des portefeuilles, le détail des revenus, les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts.

On y retrouve plus particulièrement :

- les revenus présentés par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories;
- les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts, présentés par programmes, éléments et supercatégories;
- l'évolution des crédits initiaux par programmes;
- les transferts présentés par objets d'aide et par genres de bénéficiaires;
- les transferts et les affectations à un fonds spécial, présentés par catégories.

La quatrième section présente un sommaire des opérations effectuées dans les comptes à fin déterminée administrés par l'Assemblée nationale, les ministères et les organismes budgétaires.

Les comptes à fin déterminée sont un mécanisme de gestion financière, prévu aux articles 6 et 7 de la Loi sur l'administration financière, qui permet de comptabiliser dans un compte distinct des sommes, reçues d'un tiers et versées au fonds général, dont l'octroi est conditionnel à leur utilisation pour le financement d'une activité particulière prévue dans un contrat ou une entente. Cette comptabilisation permet à l'entité responsable d'engager des dépenses jusqu'à concurrence de la somme reçue, sans avoir à obtenir ou à utiliser des crédits.

AVANT-PROPOS (suite)

Partie B : Fonds spéciaux

Cette partie rend compte des opérations des fonds spéciaux. Un fonds spécial est un fonds institué par une loi, afin de pourvoir à certains engagements financiers d'un ministre, d'un organisme budgétaire ou d'un organisme autre que budgétaire exerçant une fonction juridictionnelle.

L'information sur chacun des fonds spéciaux est regroupée par ministère responsable. Les données financières des fonds sont comptabilisées conformément à la *Directive sur les conventions comptables du gouvernement* adoptée par le Conseil du trésor.

La partie B se divise en trois sections.

La première section présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées par le Parlement.

La deuxième section présente, pour chacun des fonds spéciaux, des informations sur les revenus, les dépenses et les investissements ainsi que les prévisions pour ces différentes rubriques. Elle inclut également un suivi de l'évolution du surplus ou du déficit cumulé du fonds.

La troisième section présente un sommaire des états financiers des fonds spéciaux et une conciliation de ces renseignements avec l'information sectorielle relative aux fonds spéciaux, présentée à la section 1 du volume 1 des *Comptes publics 2015-2016*.

Arrondissement

Les montants indiqués dans les tableaux ont été arrondis au millier de dollars. En raison de ces arrondissements, l'addition des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

Autres renseignements

Les renseignements concernant la rémunération, les fournisseurs de biens et de services, ainsi que les bénéficiaires de transferts et d'affectations à un fonds spécial sont disponibles pour consultation sur le site Web du ministère des Finances (www.finances.gouv.qc.ca).

DÉFINITIONS

CRÉDITS

◇ *Crédits autorisés*

Les crédits autorisés regroupent les crédits votés et les crédits permanents. Ils permettent aux ministères et organismes budgétaires d'effectuer à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements et des avances, ainsi qu'à assumer d'autres coûts.

◇ *Crédits permanents*

Les crédits permanents correspondent aux crédits déjà autorisés, par une loi particulière, que le Parlement n'a pas à voter annuellement. De façon générale, chacune de ces lois précise que les sommes nécessaires pour les activités visées par ces lois sont payées à même le fonds général du fonds consolidé du revenu. Pour ces crédits, les montants annuels autorisés correspondent à ceux prévus au budget de dépenses de l'année et majorés, s'il y a lieu, pour couvrir des dépenses et d'autres coûts excédentaires.

◇ *Crédits votés*

Les crédits votés représentent les crédits de l'année financière autorisés par les lois annuelles sur les crédits adoptées par le Parlement. Ils correspondent à la portion des dépenses et des investissements prévus pour un exercice financier et qui ne sont pas pourvus par des lois déjà votées.

SUPERCATÉGORIES ¹

◇ *Rémunération*

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires pour la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, occasionnels et à temps partiel, incluant les étudiants et les saisonniers. Elle comprend également les traitements et les indemnités encourus envers les membres de l'Assemblée nationale, toute personne nommée ou désignée par cette dernière pour exercer une fonction en relevant, le personnel qu'elle dirige, les juges ainsi que les membres de la Sûreté du Québec. Finalement, elle comprend tous les avantages sociaux fournis aux employés ainsi que les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

¹ SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, *Recueil des politiques de gestion*, « Directive concernant la classification des dépenses et des déboursés », volume 9, chapitre 2.

DÉFINITIONS (suite)

◇ *Fonctionnement*

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires, à l'exclusion des dépenses de rémunération, de transfert, d'affectation à un fonds spécial, des créances douteuses et autres provisions ainsi que du service de la dette. Elle inclut, notamment, le coût estimatif lié à la réévaluation et aux nouvelles obligations du gouvernement relatives à la réhabilitation de terrains contaminés, de même que l'amortissement des immobilisations.

◇ *Créances douteuses et autres provisions*

Cette supercatégorie comprend les dépenses découlant des variations de la provision pour créances douteuses, de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement et de la provision pour moins-values sur les prêts, les placements et les avances.

◇ *Transfert*

Cette supercatégorie comprend les dépenses effectuées dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes. Ces dépenses ne constituent pour le gouvernement ni des acquisitions directes de biens et de services, ni des sommes accordées en vue d'obtenir un rendement, comme ce serait le cas s'il s'agissait d'un placement, ni des sommes pour lesquelles il s'attend à obtenir un remboursement ultérieurement comme dans le cas des prêts.

◇ *Affectation à un fonds spécial*

Cette supercatégorie comprend les sommes allouées pour être virées à un fonds spécial par un ministère ou un organisme budgétaire en application d'une disposition législative à cet effet. Ces sommes peuvent, notamment, pourvoir aux dépenses de rémunération et de fonctionnement, ainsi qu'au coût de service de la dette d'un fonds spécial.

◇ *Service de la dette*

Cette supercatégorie comprend les intérêts du service de la dette directe, l'amortissement des escomptes et primes, l'amortissement des frais reportés et des gains et pertes de change non réalisés, les dépenses de change et d'autres frais associés à la gestion de la dette. Elle comprend également les intérêts sur le compte des régimes de retraite, les intérêts au titre du régime de rentes de survivants et les intérêts au titre des congés de maladie accumulés. De plus, elle comporte les intérêts relatifs aux ententes de partenariat public-privé signées par les ministères et les organismes budgétaires.

◇ *Immobilisations*

Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les sommes encourues pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, y compris celles relatives aux ententes de partenariat public-privé. Elle comprend également les sommes relatives aux supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement » et « Service de la dette », lorsqu'elles sont encourues pour la réalisation d'immobilisations.

DÉFINITIONS (suite)

◇ *Prêts, placements, avances et autres*

Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements des entités du fonds général. Elle comprend les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes et aux entreprises du gouvernement, l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé. Les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds locaux et celles accordées aux employés du gouvernement sont également incluses dans cette supercatégorie de même que les taxes de vente payées ou à payer (TVQ, TPS/TVH) et comptabilisées lors de l'acquisition de biens et de services, de l'inscription de stocks et de paiements pour les frais payés d'avance. Elle comprend également, s'il y a lieu, des engagements concernant des années antérieures qui sont portés à la dette nette.

CATÉGORIES ¹

Les **catégories** « Rémunération », « Fonctionnement », « Service de la dette », « Créances douteuses et autres provisions », « Immobilisations » et « Prêts, placements, avances et autres » sont les seules composantes des supercatégories du même nom dont la définition s'applique à la catégorie correspondante.

Les supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial » se subdivisent selon les catégories suivantes.

- ◇ Transfert — *Rémunération* qui comprend les transferts pour la rémunération du personnel d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux. Cette catégorie comprend également la rémunération des professionnels de la santé.
- ◇ Transfert — *Fonctionnement* qui comprend les transferts pour le fonctionnement, autre que pour la rémunération, d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.
- ◇ Transfert — *Capital* qui comprend les transferts pour l'acquisition d'immobilisations subventionnées, incluant le remboursement du principal des emprunts contractés pour des immobilisations.
- ◇ Transfert — *Intérêt* qui comprend les transferts pour le paiement des intérêts sur des emprunts contractés pour des immobilisations, lorsque le service de la dette d'un organisme, d'une institution ou d'un établissement bénéficiaire, est assumé en tout ou en partie par le gouvernement.

¹ SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, *Recueil des politiques de gestion*, « Directive concernant la classification des dépenses et des déboursés », volume 9, chapitre 2.

DÉFINITIONS (suite)

- ◇ Transfert — *Support* qui comprend les transferts destinés à fournir aux bénéficiaires, un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories « Transfert — Rémunération », « Transfert — Fonctionnement », « Transfert — Capital » et « Transfert — Intérêt ».
- ◇ Affectation à un fonds spécial — *Rémunération* qui comprend les affectations pour la rémunération du personnel imputées sur un fonds spécial.
- ◇ Affectation à un fonds spécial — *Fonctionnement* qui comprend les affectations pour le fonctionnement, autre que la rémunération, d'un fonds spécial.
- ◇ Affectation à un fonds spécial — *Capital* qui comprend les affectations pour l'amortissement d'une immobilisation comptabilisée dans un fonds spécial.
- ◇ Affectation à un fonds spécial — *Intérêt* qui comprend les affectations pour les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial.
- ◇ Affectation à un fonds spécial — *Support* qui comprend les affectations destinées à fournir, aux bénéficiaires d'un programme géré au moyen d'un fonds spécial, un soutien financier sous différentes formes, mais ne constituant pas pour le gouvernement une acquisition directe de biens ou de services, un prêt ou un placement.

INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX

Les investissements des fonds spéciaux désignent les sommes encourues pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, incluant celles des ressources informationnelles.



FONDS GÉNÉRAL

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 2016

Le Parlement autorise le gouvernement, par l'adoption annuelle de lois sur les crédits, lesquelles donnent lieu à des crédits votés, et par l'adoption de dispositions dans d'autres lois, lesquelles donnent lieu à des crédits permanents, à effectuer à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements, des avances ainsi qu'à assumer d'autres coûts. Quand l'Assemblée nationale ne siège pas, des crédits peuvent être constitués par l'autorisation de mandats spéciaux en vertu de l'article 51 de la Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).

Chacun des programmes de l'Assemblée nationale, des Personnes désignées par l'Assemblée nationale et des autres portefeuilles est constitué de crédits votés, de crédits permanents ou des deux. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur des crédits permanents n'est pas limitative à la somme prévue au budget de dépenses. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés, sauf si leur report est autorisé par le gouvernement en vertu de l'article 45 de la Loi sur l'administration publique. L'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et assumé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 2016 démontre qu'aucun excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés de cette année financière n'a été constaté. Les crédits votés étaient suffisants pour l'imputation de toutes les dépenses et les autres coûts réalisés.

Le sous-ministre des Finances,



Luc Monty

Le contrôleur des finances,



Simon-Pierre Falardeau, CPA, CA

Québec, le 19 octobre 2016

ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS (tableau 1) -	CRÉDITS UTILISÉS (tableau 2) -	AUTRES DÉCISIONS LIÉES À L'ENGAGEMENT DES CRÉDITS			=	EXCÉDENTS
			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés		
Assemblée nationale	131 868	129 997			1 871		
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	100 220	89 258			10 961		
Affaires municipales et Occupation du territoire	1 751 638	1 725 404	76		26 158		
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	898 893	855 831			43 062		
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 890 072	857 852	2 500		1 029 720		
Conseil exécutif	402 414	383 681	7 267		11 466		
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	672 977	670 594			2 383		
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	184 301	159 244	1 699		23 358		
Économie, Innovation et Exportations	591 281	445 549	10 699		135 033		
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche	17 184 837	16 859 571	4 502		320 765		
Énergie et Ressources naturelles	78 628	68 105	2 122		8 401		
Famille	2 570 794	2 564 424			6 370		
Finances (excluant le service de la dette)	146 342	126 615	12 180		7 547		
Forêts, Faune et Parcs	474 756	434 515	2 900		37 342		
Immigration, Diversité et Inclusion	168 424	152 169	583		15 671		
Justice	900 737	893 039	265		7 433		
Relations internationales et Francophonie	140 481	127 148	200		13 133		
Santé et Services sociaux	32 981 835	32 736 527	28 975		216 333		
Sécurité publique	1 372 532	1 304 786	3 500		64 246		
Tourisme	123 488	122 488	1 000				
Transports	684 873	672 931			11 942		
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 380 900	4 378 078	33		2 789		
	67 832 291	65 757 805	78 501	-	1 995 985		-
Culture et Communications (service de la dette)	3 634	3 634					
Finances (service de la dette)	8 353 000	7 983 691			369 309		
Total	76 188 925	73 745 130	78 501	-	2 365 294		-
Votés	50 870 634	49 035 982	78 501		1 756 151		
Permanents	25 318 291	24 709 148			609 143		
Total	76 188 925	73 745 130	78 501	-	2 365 294		-
Dépenses	75 003 449	73 501 172	78 501		1 423 776		
Prêts, placements, avances et autres	841 965	76 289			765 676		
Immobilisations	343 511	167 670			175 841		
Total	76 188 925	73 745 130	78 501	-	2 365 294		-

TABLEAU 1 : CRÉDITS AUTORISÉS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS INITIAUX (tableau 1.1)	+	CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES (tableau 1.2)	+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	TOTAL
Assemblée nationale	130 368		1 500						131 868
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	96 193		(2)				4 028		100 220
Affaires municipales et Occupation du territoire	1 749 636		1 909		93				1 751 638
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	889 438		9 333		(54)		177		898 893
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 937 295				(48 302)		1 079		1 890 072
Conseil exécutif	404 731				(3 658)		1 341		402 414
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	669 069				3 908				672 977
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	179 454		4 763		74		10		184 301
Économie, Innovation et Exportations	591 255				25		1		591 281
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche	17 065 738				78 258		40 841		17 184 837
Énergie et Ressources naturelles	78 548		19				61		78 628
Famille	2 525 219		14 500		30 914		161		2 570 794
Finances (excluant le service de la dette)	148 324				(35 983)		34 001		146 342
Forêts, Faune et Parcs	460 705		10 577		(67)		3 541		474 756
Immigration, Diversité et Inclusion	293 210		44 921		(169 708)				168 424
Justice	890 255		1 194		3 964		5 324		900 737
Relations internationales et Francophonie	102 824		33 189		3 989		479		140 481
Santé et Services sociaux	32 854 566				12 563		114 707		32 981 835
Sécurité publique	1 340 910		3 403		28 218				1 372 532
Tourisme	123 488								123 488
Transports	685 703				(830)				684 873
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 270 755		7 250		96 679		6 217		4 380 900
	67 487 683		132 558		83		211 967		67 832 291
Culture et Communications (service de la dette)	3 717				(83)				3 634
Finances (service de la dette)	8 353 000								8 353 000
Total	75 844 400		132 558		-		211 967		76 188 925
Votés	50 790 351		80 283						50 870 634
Permanents	25 054 050		52 274				211 967		25 318 291
Total	75 844 400		132 558		-		211 967		76 188 925
Dépenses	74 663 902		99 287		28 293		211 967		75 003 449
Prêts, placements, avances et autres	843 686				(1 722)				841 965
Immobilisations	336 812		33 271		(26 572)				343 511
Total	75 844 400		132 558		-		211 967		76 188 925

TABLEAU 1.1 : CRÉDITS INITIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	⁽¹⁾ VOTÉS	⁽¹⁾ PERMANENTS	VOTÉS AU COURS D'ANNÉES ANTÉRIEURES		=	TOTAL
			Reports	Votés pour une période de plus d'un an	⁽¹⁾	
Assemblée nationale		130 368				130 368
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	48 995	47 198				96 193
Affaires municipales et Occupation du territoire	1 749 626	10				1 749 636
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	889 429	10				889 438
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 482 106	455 189				1 937 295
Conseil exécutif	403 636	1 096				404 731
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	669 060	10				669 069
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	179 419	35				179 454
Économie, Innovation et Exportations	591 236	19				591 255
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche	15 821 688	1 244 049				17 065 738
Énergie et Ressources naturelles	78 529	19				78 548
Famille	2 294 110	210		230 900		2 525 219
Finances (excluant le service de la dette)	142 222	6 102				148 324
Forêts, Faune et Parcs	435 601	25 105				460 705
Immigration, Diversité et Inclusion	293 201	10				293 210
Justice	668 288	221 966				890 255
Relations internationales et Francophonie	102 714	110				102 824
Santé et Services sociaux	18 311 348	14 543 218 ⁽²⁾				32 854 566
Sécurité publique	1 313 171	27 739				1 340 910
Tourisme	123 478	10				123 488
Transports	685 634	69				685 703
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 265 244	5 510				4 270 755
	50 548 734	16 708 050	-	230 900		67 487 683
Culture et Communications (service de la dette)	3 717					3 717
Finances (service de la dette)	7 000	8 346 000				8 353 000
Total	50 559 451 ⁽³⁾	25 054 050	-	230 900		75 844 400
Dépenses	49 391 419	25 041 583		230 900		74 663 902
Prêts, placements, avances et autres	843 586	100				843 686
Immobilisations	324 445	12 367				336 812
Total	50 559 451	25 054 050	-	230 900		75 844 400

(1) Ces crédits apparaissent au Budget de dépenses 2015-2016.

(2) Cette somme inclut des crédits permanents évalués à 7 038 000 k\$ sur la base des prévisions de cotisations au Fonds des services de santé.

(3) Les crédits votés ont été autorisés par les lois suivantes :

Loi n°1 sur les crédits, 2015-2016 (L.Q. 2015, chapitre 5)

15 287 511 k\$

Loi n°2 sur les crédits, 2015-2016 (L.Q. 2015, chapitre 10)

35 271 939 k\$

50 559 451 k\$

TABLEAU 1.2 : CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	ASSOCIÉS À DES CRÉDITS AU NET	+	ASSOCIÉS À DES PRODUITS D'ALIÉNATION	+	ALLOUÉS PAR DÉCISIONS ⁽¹⁾	=	TOTAL
Assemblée nationale					1 500		1 500
Personnes désignées par l'Assemblée nationale					(2)		(2)
Affaires municipales et Occupation du territoire	1 909						1 909
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	9 313		20				9 333
Conseil du trésor et Administration gouvernementale							
Conseil exécutif							
Culture et Communications (excluant le service de la dette)							
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	4 684		78				4 763
Économie, Innovation et Exportations							
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche							
Énergie et Ressources naturelles	19						19
Famille					14 500		14 500
Finances (excluant le service de la dette)							
Forêts, Faune et Parcs	10 577						10 577
Immigration, Diversité et Inclusion	44 921						44 921
Justice	1 194						1 194
Relations internationales et Francophonie			33 189				33 189
Santé et Services sociaux							
Sécurité publique	417				2 987		3 403
Tourisme							
Transports							
Travail, Emploi et Solidarité sociale	7 250						7 250
Total	80 285		33 288		18 985		132 558
 Votés	80 285				(2)		80 283
Permanents			33 288		18 987		52 274
Total	80 285		33 288		18 985		132 558
 Dépenses	80 285		17		18 985		99 287
Prêts, placements, avances et autres							
Immobilisations			33 271				33 271
Total	80 285		33 288		18 985		132 558

(1) Les crédits complémentaires « Alloués par décisions » représentent des crédits autorisés en vertu :
- d'une décision prise par le Bureau de l'Assemblée nationale ou par le gouvernement ;
- de dispositions d'une loi particulière à l'égard de l'utilisation de certains revenus perçus.

TABLEAU 2 : CRÉDITS UTILISÉS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	INVESTISSEMENTS		+	DÉPENSES NÉCESSITANT DES CRÉDITS	=	TOTAL
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations				
Assemblée nationale	84	5 289		124 624		129 997
Personnes désignées par l'Assemblée nationale		4 025		85 233		89 258
Affaires municipales et Occupation du territoire		4 230		1 721 174		1 725 404
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1	6 305		849 525		855 831
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1	1 208		856 644		857 852
Conseil exécutif	1	278		383 402		383 681
Culture et Communications (excluant le service de la dette)		1 190		669 403		670 594
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	14	21 568		137 661		159 244
Économie, Innovation et Exportations	1	776		444 772		445 549
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche	74 482	5 190		16 779 899		16 859 571
Énergie et Ressources naturelles	1	1 951		66 153		68 105
Famille		10 290		2 554 135		2 564 424
Finances (excluant le service de la dette)		580		126 035		126 615
Forêts, Faune et Parcs	2	6 786		427 727		434 515
Immigration, Diversité et Inclusion	82	5 185		146 902		152 169
Justice	1	10 164		882 875		893 039
Relations internationales et Francophonie	384	31 456		95 309		127 148
Santé et Services sociaux	3	1 468		32 735 056		32 736 527
Sécurité publique	76	11 259		1 293 450		1 304 786
Tourisme				122 488		122 488
Transports	1 150	37 790		633 991		672 931
Travail, Emploi et Solidarité sociale	7	682		4 377 389		4 378 078
	76 289	167 670		65 513 847		65 757 805
Culture et Communications (service de la dette)				3 634		3 634
Finances (service de la dette)				7 983 691		7 983 691
Total	76 289	167 670		73 501 172		73 745 130
Votés	76 205	130 314		48 829 463		49 035 982
Permanents	84	37 356		24 671 709		24 709 148
Total	76 289	167 670		73 501 172		73 745 130

(1) Ces dépenses excluent celles qui ne requièrent pas de crédits (amortissement d'immobilisations, consommation de stocks et de frais payés d'avance), ainsi que les variations à la baisse de provisions et les revenus imputés à l'encontre du service de la dette afférent.

2. INFORMATIONS SOMMAIRES SUR LES REVENUS ET DÉPENSES

SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES PORTEFEUILLES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	REVENUS	DÉPENSES
Assemblée nationale	371	130 165
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	771	87 809
Affaires municipales et Occupation du territoire	12 913	1 725 872
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	22 305	866 529
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 109	857 738
Conseil exécutif	1 103	384 078
Culture et Communications	3 513	677 938
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	8 673	149 460
Économie, Innovation et Exportations	4 521	420 887
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche	171 821	16 777 201
Énergie et Ressources naturelles	27 607	69 912
Famille	17 412	2 565 700
Finances	27 921 035	8 077 499
Forêts, Faune et Parcs	77 956	441 389
Immigration, Diversité et Inclusion	397 601	149 713
Justice	218 855	891 500
Relations internationales et Francophonie	16 749	98 780
Revenu	44 456 862	
Santé et Services sociaux	67 674	32 744 357
Sécurité publique	48 600	1 311 778
Tourisme		122 488
Transports	48 844	657 178
Travail, Emploi et Solidarité sociale	909 618	4 377 691
Total	74 435 913	73 585 663
Crédits votés utilisés		48 829 463
Crédits permanents utilisés		24 671 709
Total des dépenses nécessitant des crédits		73 501 172
Amortissement des immobilisations		146 468
Consommation de frais payés d'avance		25
Consommation de stocks		8 159
Revenus imputés à l'encontre du service de la dette		(32 719)
Variation à la baisse de provisions		(37 442)
Total des dépenses ne nécessitant pas de crédits		84 491
Total		73 585 663

REVENUS DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	Détail page		IMPÔT SUR LE REVENU ET LES BIENS	+	TAXES À LA CONSOMMATION	+	DROITS ET PERMIS	+
1	49	Assemblée nationale						
2	61	Personnes désignées par l'Assemblée nationale						
3	73	Affaires municipales et Occupation du territoire					4 509	
4	89	Agriculture, Pêcheries et Alimentation					15 891	
5	101	Conseil du trésor et Administration gouvernementale						
6	117	Conseil exécutif						
7	133	Culture et Communications						
8	145	Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques					3 761	
9	157	Économie, Innovation et Exportations					2 040	
10	169	Éducation, Enseignement supérieur et Recherche					2	
11	189	Énergie et Ressources naturelles					2 580	
12	199	Famille					14 954	
13	211	Finances	7 053 383					
14	227	Forêts, Faune et Parcs					74 242	
15	239	Immigration, Diversité et Inclusion					49 843	
16	249	Justice					2 515	
17	267	Relations internationales et Francophonie						
18	277	Revenu	25 980 010		17 767 563		69 157	
19	279	Santé et Services sociaux					1 943	
20	295	Sécurité publique					38 244	
21	315	Transports					40 034	
22	327	Travail, Emploi et Solidarité sociale						
	Total		33 033 393		17 767 563		319 715	

Note : Les informations financières dans ce sommaire excluent les sommes inscrites dans des comptes à fin déterminée (voir le point 4 de la partie A).

(1) Ces revenus représentent la quote-part du gouvernement dans les résultats de ses entreprises, excluant une somme de 98 000 k\$ affectée au Fonds des générations. De cette quote-part, des dividendes de 4 530 955 k\$ ont été versés au fonds général.

⁽¹⁾					
REVENUS DIVERS +	REVENUS PROVENANT DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT =	TOTAL DES REVENUS AUTONOMES +	TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL =	TOTAL DES REVENUS 2016	TOTAL DES REVENUS 2015
371		371		371	59
771		771		771	1 311
8 404		12 913		12 913	11 858
6 414		22 305		22 305	21 785
1 109		1 109		1 109	2 922
1 103		1 103		1 103	479
3 512		3 513		3 513	2 099
4 912		8 673		8 673	8 376
2 481		4 521		4 521	3 255
31 804		31 806	140 015	171 821	176 619
25 028		27 607		27 607	117 624
2 459		17 412		17 412	16 728
257 016	4 914 970	12 225 369	15 695 666	27 921 035	27 961 643
3 714		77 956		77 956	66 728
2 699		52 542	345 059	397 601	394 122
189 316		191 832	27 023	218 855	218 141
16 749		16 749		16 749	193
640 132		44 456 862		44 456 862	41 440 762
35 915		37 858	29 816	67 674	85 773
10 133		48 377	223	48 600	55 930
8 809		48 844		48 844	44 134
112 280		112 280	797 339	909 618	910 862
1 365 131	4 914 970	57 400 771	17 035 142	74 435 913	71 541 402

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
ASSEMBLÉE NATIONALE				
1	52	Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires		
2	52	Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale		
3	54	Services statutaires aux parlementaires		
		Total du portefeuille	-	-
PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE				
4	64	Le Protecteur du citoyen		
5	64	Le Vérificateur général		
6	64	Administration du système électoral		
7	66	Le Commissaire au lobbyisme		
8	66	Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie		
		Total du portefeuille	-	-
AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE				
9	76	Développement des territoires		114 534
10	76	Modernisation des infrastructures municipales		382 917
11	76	Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités		
12	78	Administration générale		
13	78	Promotion et développement de la région métropolitaine		119 558
14	78	Commission municipale du Québec		
15	80	Habitation		459 603
16	80	Régie du logement		
		Total du portefeuille	-	1 076 613
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION				
17	92	Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments		406 100
18	92	Organismes d'État		460 429
		Total du portefeuille	-	866 529
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE				
19	104	Secrétariat du Conseil du trésor		
20	104	Fonctions gouvernementales		
21	104	Commission de la fonction publique		
22	106	Régimes de retraite et d'assurances		
23	108	Fonds de suppléance		
		Total du portefeuille	-	-

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2016	TOTAL 2015	
	6 992		6 992	6 190	1
	54 995		54 995	52 534	2
	68 179		68 179	67 390	3
-	130 165	-	130 165	126 114	
	14 439		14 439	14 500	4
	27 715		27 715	26 650	5
	41 745		41 745	77 653	6
	3 222		3 222	3 175	7
	688		688	736	8
-	87 809	-	87 809	122 714	
			114 534	163 989	9
			382 917	376 954	10
	576 504		576 504	623 896	11
	48 194		48 194	49 954	12
			119 558	110 736	13
	2 815		2 815	3 221	14
			459 603	449 129	15
	21 747		21 747	22 930	16
-	649 259	-	1 725 872	1 800 810	
			406 100	422 983	17
			460 429	498 524	18
-	-	-	866 529	921 507	
	70 787		70 787	74 195	19
	389 263		389 263	297 357	20
	3 915		3 915	3 976	21
	393 773		393 773	393 027	22
					23
-	857 738	-	857 738	768 555	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
CONSEIL EXÉCUTIF				
24	120	Cabinet du lieutenant-gouverneur		
25	120	Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif		
26	122	Affaires intergouvernementales canadiennes		
27	122	Affaires autochtones		
28	124	Jeunesse		
29	124	Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques		
30	124	Implantation de la stratégie maritime		
		Total du portefeuille	-	-
CULTURE ET COMMUNICATIONS				
31	136	Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec	51 955	
32	136	Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État	597 357	
33	138	Charte de la langue française	24 992	
		Total du portefeuille	674 304	-
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES				
34	148	Protection de l'environnement		143 837
35	148	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		5 623
		Total du portefeuille	-	149 460
ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS				
36	160	Développement de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations		339 353
37	162	Interventions relatives au Fonds du développement économique		81 534
		Total du portefeuille	-	420 887
ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE				
38	172	Administration	144 391	
39	174	Organismes relevant du ministre	31 887	
40	174	Aide financière aux études	705 154	
41	176	Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire	9 122 082	
42	176	Enseignement supérieur	5 291 008	
43	178	Développement du loisir et du sport	71 961	
44	178	Organismes dédiés à la recherche		174 363
45	178	Régimes de retraite	1 236 355	
		Total du portefeuille	16 602 837	174 363
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES				
46	192	Gestion des ressources naturelles		69 912
		Total du portefeuille	-	69 912

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOUVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2016	TOTAL 2015	
	798		798	752	24
	80 295		80 295	85 711	25
	11 231		11 231	13 269	26
	250 416		250 416	248 938	27
	32 710		32 710	39 275	28
	7 554		7 554	7 955	29
	1 075		1 075	541	30
-	384 078	-	384 078	396 441	
		3 634	55 589	57 424	31
			597 357	576 265	32
			24 992	25 820	33
-	-	3 634	677 938	659 510	
			143 837	143 059	34
			5 623	6 706	35
-	-	-	149 460	149 765	
			339 353	368 078	36
			81 534	183 074	37
-	-	-	420 887	551 152	
			144 391	147 434	38
			31 887	31 844	39
			705 154	673 908	40
			9 122 082	9 176 858	41
			5 291 008	5 287 712	42
			71 961	68 544	43
			174 363	173 777	44
			1 236 355	1 231 973	45
-	-	-	16 777 201	16 792 050	
			69 912	74 055	46
-	-	-	69 912	74 055	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
FAMILLE				
47	202	Planification, recherche et administration		
48	202	Mesures d'aide à la famille		
49	204	Condition des aînés		
50	204	Curateur public		
		Total du portefeuille		
		-	-	-
FINANCES				
51	216	Direction du Ministère		
52	216	Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement		
53	218	Service de la dette		
		Total du portefeuille		
		-	-	-
FORÊTS, FAUNE ET PARCS				
54	230	Forêts		306 840
55	230	Faune et Parcs		134 548
		Total du portefeuille		441 389
		-	-	
IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION				
56	242	Immigration, Diversité et Inclusion	149 713	
		Total du portefeuille	149 713	-
		-		
JUSTICE				
57	254	Activité judiciaire		
58	254	Administration de la justice		
59	256	Justice administrative		
60	256	Accessibilité à la justice		
61	256	Autres organismes relevant du ministre		
62	258	Poursuites criminelles et pénales		
63	258	Indemnisation et reconnaissance		
64	258	Condition féminine		
		Total du portefeuille		
		-	-	-
RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE				
65	270	Affaires internationales		98 780
		Total du portefeuille		98 780
		-	-	
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX				
66	282	Fonctions de coordination	117 191	
67	282	Services dispensés à la population	22 769 018	
68	286	Office des personnes handicapées du Québec	11 070	
69	286	Régie de l'assurance maladie du Québec	9 847 078	
		Total du portefeuille	32 744 357	-
			-	-

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOUVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2016	TOTAL 2015	
53 220			53 220	52 734	47
2 429 995			2 429 995	2 474 640	48
20 562			20 562	14 869	49
61 923			61 923	57 440	50
2 565 700	-	-	2 565 700	2 599 683	
	75 413		75 413	40 805	51
	51 115		51 115	55 165	52
		7 950 972	7 950 972	8 146 170	53
-	126 527	7 950 972	8 077 499	8 242 140	
			306 840	326 122	54
			134 548	129 848	55
-	-	-	441 389	455 970	
			149 713	155 612	56
-	-	-	149 713	155 612	
	113 165		113 165	111 590	57
	301 674		301 674	287 919	58
	13 499		13 499	13 357	59
174 289			174 289	161 483	60
	23 718		23 718	23 845	61
	127 527		127 527	126 182	62
129 078			129 078	124 621	63
8 551			8 551	9 136	64
311 917	579 583	-	891 500	858 133	
			98 780	96 180	65
-	-	-	98 780	96 180	
			117 191	112 854	66
			22 769 018	22 696 675	67
			11 070	11 387	68
			9 847 078	9 390 566	69
-	-	-	32 744 357	32 211 482	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
	SÉCURITÉ PUBLIQUE			
70	298	Sécurité, prévention et gestion interne		
71	298	Sûreté du Québec		
72	300	Organismes relevant du ministre		
	Total du portefeuille	-	-	-
	TOURISME			
73	308	Promotion et développement du tourisme		122 488
	Total du portefeuille	-	-	122 488
	TRANSPORTS			
74	318	Infrastructures et systèmes de transport		598 711
75	318	Administration et services corporatifs		58 468
	Total du portefeuille	-	-	657 178
	TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE			
76	330	Mesures d'aide à l'emploi		837 603
77	330	Mesures d'aide financière		
78	332	Administration		
79	332	Travail		
80	334	Promotion et développement de la Capitale-Nationale		50 306
	Total du portefeuille	-	-	887 909
	TOTAL AU 31 MARS 2016	32 744 357	17 426 854	4 965 508
	TOTAL AU 31 MARS 2015	32 211 482	17 429 677	5 183 957

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOUVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2016	TOTAL 2015	
	657 044		657 044	667 953	70
	613 359		613 359	633 048	71
	41 375		41 375	38 424	72
-	1 311 778	-	1 311 778	1 339 426	
			122 488	124 030	73
-	-	-	122 488	124 030	
			598 711	595 918	74
			58 468	65 652	75
-	-	-	657 178	661 570	
			837 603	825 144	76
3 004 942			3 004 942	3 013 773	77
454 366			454 366	463 200	78
	30 474		30 474	32 680	79
			50 306	49 998	80
3 459 308	30 474	-	4 377 691	4 384 796	
6 336 926	4 157 412	7 954 606	73 585 663		
6 371 896	4 144 796	8 149 886		73 491 695	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	Détail page		RÉMUNÉRATION +	FONCTIONNEMENT +	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS +
1	52	Assemblée nationale	95 601	34 556	
2	64	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	59 174	17 842	
3	76	Affaires municipales et Occupation du territoire	53 053	24 913	
4	92	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	117 499	66 055	(2 456)
5	104	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	530 418	166 947	
6	120	Conseil exécutif	87 795	16 925	560
7	136	Culture et Communications	44 050	30 045	
8	148	Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	89 674	37 450	(30)
9	160	Économie, Innovation et Exportations	53 770	26 966	13 379
10	172	Éducation, Enseignement supérieur et Recherche	88 620	53 597	11 179
11	192	Énergie et Ressources naturelles	43 024	17 553	61
12	202	Famille	76 125	38 114	250
13	216	Finances	46 426	25 364	34 000
14	230	Forêts, Faune et Parcs	126 862	84 676	3 537
15	242	Immigration, Diversité et Inclusion	72 769	37 851	
16	254	Justice	375 905	184 149	8 066
17	270	Relations internationales et Francophonie	50 555	21 079	
18	282	Santé et Services sociaux	70 219	41 166	
19	298	Sécurité publique	647 254	306 235	7
20	308	Tourisme			
21	318	Transports	91 870	325 707	10
22	330	Travail, Emploi et Solidarité sociale	177 677	85 259	11 695
		Total	2 998 339	1 642 449	80 259
		Crédits votés	2 407 255	1 420 106	38 539
		Crédits permanents	591 969	75 592	78 277
		Total des dépenses nécessitant des crédits	2 999 224	1 495 698	116 816
		Amortissement des immobilisations		146 468	
		Consommation de frais payés d'avance		25	
		Consommation de stocks		258	
		Revenus imputés à l'encontre du service de la dette			
		Variation à la baisse de provisions	(885)		(36 558)
		Total des dépenses ne nécessitant pas de crédits	(885)	146 752	(36 558)
		Total	2 998 339	1 642 449	80 259

TRANSFERT	+	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	+	SERVICE DE LA DETTE	=	TOTAL 2016	TOTAL 2015	
7						130 165	126 114	1
10 793						87 809	122 714	2
1 545 567		102 339				1 725 872	1 800 810	3
685 431						866 529	921 507	4
130 264		30 110				857 738	768 555	5
278 798						384 078	396 441	6
600 209				3 634		677 938	659 510	7
22 366						149 460	149 765	8
266 682		60 090				420 887	551 152	9
16 598 804		25 000				16 777 201	16 792 050	10
4 378		4 896				69 912	74 055	11
82 677		2 368 536				2 565 700	2 599 683	12
20 737				7 950 972		8 077 499	8 242 140	13
40 337		185 977				441 389	455 970	14
39 093						149 713	155 612	15
292 836		30 545				891 500	858 133	16
24 046		3 100				98 780	96 180	17
32 471 812		161 160				32 744 357	32 211 482	18
92 458		265 824				1 311 778	1 339 426	19
70 870		51 618				122 488	124 030	20
239 592						657 178	661 570	21
3 010 014		1 093 047				4 377 691	4 384 796	22
56 527 768		4 382 241		7 954 606		73 585 663	73 491 695	
40 572 029		4 382 232		9 303		48 829 463	49 213 386	
15 947 839		10		7 978 022		24 671 709	24 302 358	
56 519 867		4 382 241		7 987 325		73 501 172	73 515 744	
						146 468	173 632	
						25	25	
7 901						8 159	2 727	
				(32 719)		(32 719)	(24 667)	
						(37 442)	(175 767)	
7 901		-		(32 719)		84 491	(24 050)	
56 527 768		4 382 241		7 954 606		73 585 663	73 491 695	

DÉPENSES DE TRANSFERT DES PORTEFEUILLES PAR BÉNÉFICIAIRES ET PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

BÉNÉFICIAIRES (1)	RÉMUNÉRATION	+	FONCTIONNEMENT	+
Entreprises du secteur privé				
Établissements de santé et de services sociaux	13 567 051		6 263 026	
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	12 736 531		1 538 172	
Municipalités et organismes municipaux				
Organismes à but non lucratif				
Personnes :				
Sécurité du revenu				
Assurance maladie				
Autres				
Organismes et entreprises du gouvernement	8 242 693		559 351	
Total	34 546 275		8 360 549	

RÉPARTITION :

1 Assemblée nationale		
2 Personnes désignées par l'Assemblée nationale		
3 Affaires municipales et Occupation du territoire	21 112	5 931
4 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	32 393	7 099
5 Conseil du trésor et Administration gouvernementale	23 568	80 009
6 Conseil exécutif		2 076
7 Culture et Communications	116 009	72 174
8 Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques		
9 Économie, Innovation et Exportations	7 924	5 828
10 Éducation, Enseignement supérieur et Recherche	12 738 329	1 473 181
11 Énergie et Ressources naturelles		
12 Famille		29 323
13 Finances	9 448	2 822
14 Forêts, Faune et Parcs		
15 Immigration, Diversité et Inclusion		
16 Justice	87 959	18 753
17 Relations internationales et Francophonie		
18 Santé et Services sociaux	21 432 194	6 590 023
19 Sécurité publique		5 905
20 Tourisme	21 214	15 380
21 Transports	45 991	45 961
22 Travail, Emploi et Solidarité sociale	10 134	6 084
Total	34 546 275	8 360 549

- (1) Les bénéficiaires identifiés sont les bénéficiaires ultimes des transferts. Lorsque l'aide financière est versée par un intermédiaire, le bénéficiaire identifié de cette aide financière est cet intermédiaire si le bénéficiaire ultime ne peut être identifié au prix d'un effort raisonnable.
- (2) Les transferts en capital « principal » sont des subventions pour le remboursement d'emprunts contractés pour des dépenses en capital alors que les transferts en capital « autres » concernent les autres dépenses en capital subventionnées.

CAPITAL ⁽²⁾		+	INTÉRÊTS	+	SUPPORT	=	TOTAL 2016	TOTAL 2015
Principal	Autres							
13 306	18 294		3 853		1 081 402		1 116 855	1 170 332
826 896	2 013		311 616		133 268		21 103 870	21 024 393
986 788	50 886		390 855		156 041		15 859 273	15 872 356
319 211	11 520		104 734		1 199 367		1 634 831	1 604 872
62 910	127 011		38 325		1 327 506		1 555 751	1 572 286
					2 931 240		2 931 240	2 972 417
					2 100 726		2 100 726	2 157 539
	1 635		1 604		1 126 061		1 129 301	1 097 100
103 137	33 798		44 038		112 906		9 095 922	8 519 597
2 312 247	245 156		895 025		10 168 518		56 527 768	55 990 891

			7	7	10	1
			10 793	10 793	18 548	2
288 916	126 138	117 566	985 905	1 545 567	1 567 286	3
162	16 931	92	628 754	685 431	737 056	4
			26 687	130 264	42 331	5
10 226	6 341	2 216	257 939	278 798	285 773	6
129 914		39 459	242 653	600 209	578 816	7
6 232		1 693	14 441	22 366	21 330	8
49 561	15 148	6 145	182 076	266 682	293 005	9
947 466	48 162	386 939	1 004 726	16 598 804	16 598 275	10
1 748		482	2 148	4 378	5 672	11
			53 354	82 677	79 675	12
			8 468	20 737	16 944	13
15 640	79	6 051	18 567	40 337	38 662	14
			39 093	39 093	35 765	15
	347		185 777	292 836	273 211	16
			24 046	24 046	19 970	17
826 848	19 220	311 599	3 291 928	32 471 812	31 952 576	18
1 217			85 336	92 458	89 373	19
22 447		11 829		70 870	71 689	20
5 831	12 777	8 364	120 667	239 592	224 677	21
6 038	14	2 589	2 985 155	3 010 014	3 040 247	22
2 312 247	245 156	895 025	10 168 518	56 527 768	55 990 891	

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	RÉMUNÉ- RATION	FONCTION- NEMENT	CAPITAL	INTÉRÊT	SUPPORT	TOTAL 2016	TOTAL 2015
Affaires municipales et Occupation du territoire					102 339	102 339	151 611
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		29 671		440		30 110	(4 246)
Économie, Innovation et Exportations					60 090	60 090	36 227
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche					25 000	25 000	22 000
Énergie et Ressources naturelles	2 081	1 800	37	978		4 896	3 363
Famille			22 668	10 838	2 335 029	2 368 536	2 409 861
Finances							338
Forêts, Faune et Parcs	55 336	77 735		2 400	50 505	185 977	201 672
Justice	9 999	3 446	176		16 923	30 545	31 296
Relations internationales et Francophonie	112	13			2 975	3 100	
Santé et Services sociaux					161 160	161 160	152 626
Sécurité publique	216 614	43 756	5 454			265 824	265 750
Tourisme	11 922	6 277	3 821	576	29 022	51 618	52 341
Travail, Emploi et Solidarité sociale	140 234	65 482	9 954	482	876 894	1 093 047	1 064 311
Total	436 299	228 180	42 110	15 714	3 659 938	4 382 241	4 387 151

IMPUTATION DE LA RÉMUNÉRATION DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	DÉPENSES			+	CAPITALISÉE AUX IMMOBILISATIONS	=	TOTAL
	Rémunération	Transfert	Affectation à un fonds spécial				
Assemblée nationale	95 601				339		95 940
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	59 174				485		59 659
Affaires municipales et Occupation du territoire	53 053	21 112			582		74 747
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	117 499	32 393			164		150 055
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	530 418	23 568			445		554 430
Conseil exécutif	87 795						87 795
Culture et Communications	44 050	116 009			69		160 128
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	89 674				2 845		92 519
Économie, Innovation et Exportations	53 770	7 924			31		61 725
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche	88 620	12 738 329			805		12 827 754
Énergie et Ressources naturelles	43 024		2 081		982		46 088
Famille	76 125				1 292		77 417
Finances	46 426	9 448					55 873
Forêts, Faune et Parcs	126 862		55 336		222		182 421
Immigration, Diversité et Inclusion	72 769				674		73 442
Justice	375 905	87 959	9 999		639		474 501
Relations internationales et Francophonie	50 555		112				50 668
Santé et Services sociaux	70 219	21 432 194			125		21 502 538
Sécurité publique	647 254		216 614		1 762		865 630
Tourisme		21 214	11 922				33 136
Transports	91 870	45 991			674		138 535
Travail, Emploi et Solidarité sociale	177 677	10 134	140 234		46		328 092
Total	2 998 339	34 546 275	436 299		12 180		37 993 093

3. REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES

ASSEMBLÉE NATIONALE**REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Revenus divers		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	<u>371</u>	<u>59</u>
Total des revenus divers	<u>371</u>	<u>59</u>
Total des revenus autonomes	<u>371</u>	<u>59</u>
Total des revenus	<u><u>371</u></u>	<u><u>59</u></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

ASSEMBLÉE NATIONALE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires					
Votés					
Permanents	6 996	6 992		4	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>6 996</u>	<u>6 992</u>	<u>-</u>	<u>4</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale					
Votés					
Permanents	56 500	49 454	5 308	1 737	
Ne nécessitant pas de crédits		5 540			
	<u>56 500</u>	<u>54 995</u>	<u>5 308</u>	<u>1 737</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Services statutaires aux parlementaires					
Votés					
Permanents	68 373	68 179	64	130	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>68 373</u>	<u>68 179</u>	<u>64</u>	<u>130</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>131 868</u>	<u>130 165</u>	<u>5 372</u>	<u>1 871</u>	<u>-</u>
 Votés					
Permanents	131 868	124 624	5 372	1 871	
Ne nécessitant pas de crédits		5 540			
Total	<u>131 868</u>	<u>130 165</u>	<u>5 372</u>	<u>1 871</u>	<u>-</u>
 Dépenses	124 896	130 165		272	
Prêts, placements, avances et autres	120		84	36	
Immobilisations	<u>6 852</u>		<u>5 289</u>	<u>1 563</u>	
Total	<u>131 868</u>	<u>130 165</u>	<u>5 372</u>	<u>1 871</u>	<u>-</u>

ASSEMBLÉE NATIONALE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires			
1. Secrétariat général Permanents(1)	1 248			1 026	221
2. Affaires juridiques et parlementaires Permanents(1)	5 748			5 189	556
Total	6 996	-	-	6 215	777
(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).					
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale			
1. Affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale Permanents(1)	12 536	20		8 830	3 607
2. Affaires administratives et sécurité Permanents(1) Amortissement des immobilisations	43 964		5 289	26 884	10 132
Total	56 500	20	5 289	35 715	13 739
(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périms (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leur rôle de législateur et de contrôleur de l'activité gouvernementale.

							1	
							3	
-	-	-	-	-	-		4	-

Ce programme vise à assurer le soutien nécessaire aux parlementaires et aux unités administratives au regard de la gestion des ressources financières, humaines, matérielles, informationnelles et à la sécurité des personnes et des biens. Il vise également les services reliés à la Bibliothèque, aux communications, aux activités protocolaires et interparlementaires ainsi qu'aux activités pédagogiques.

							78	
							1 659	5 540
-	-	-	-	-	-	1 737		5 540

ASSEMBLÉE NATIONALE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3					
Mission : Gouverne et justice					
Services statutaires aux parlementaires					
1. Indemnités et allocations aux parlementaires					
Permanents(1)	11 724	64		1 197	10 425
Permanents(2)	15 319			15 319	
2. Dépenses du personnel des cabinets et des députés					
Permanents(1)	28 000			24 911	3 017
3. Services de recherche des partis politiques					
Permanents(1)	3 213			2 127	1 057
4. Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale					
Permanents(2)	10 117			10 117	
Total	68 373	64	-	53 672	14 499

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

(2) Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés					
Permanents	131 868	84	5 289	95 601	29 016
Amortissement des immobilisations					
Total	131 868	84	5 289	95 601	29 016

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 6 181 k\$ à l'égard du traitement de 60 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	= Total
Rémunération	95 601		95 601
Fonctionnement	29 016	5 540	34 556
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	7		7
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	124 624	5 540	130 165

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leur fonction.

							38	
	7						64	
							28	
-	7	-	-	-	-	130	-	
	7					1 871	5 540	
-	7	-	-	-	-	1 871	5 540	

ASSEMBLÉE NATIONALE
ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires				
Votés				
Permanents	6 981			
	6 981	-	-	
Programme 2 - Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale				
Votés				
Permanents	56 515			
	56 515	-	-	
Programme 3 - Services statutaires aux parlementaires				
Votés				
Permanents	66 873			
	66 873	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés				
Permanents	130 368			
Total	130 368	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				15				6 996
-	-	-		15		-		6 996
				(15)				56 500
-	-	-		(15)		-		56 500
		1 500						68 373
-	-	1 500		-		-		68 373
		1 500						131 868
-	-	1 500		-		-		131 868

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 3 - Services statutaires aux parlementaires			
Autres	50		
	50	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	50	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
		7			7	10
-	-	7	-	-	7	10
-	-	7	-	-	7	10

ASSEMBLÉE NATIONALE**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Support	<u>50</u>	<u>7</u>	<u>10</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>50</u>	<u>7</u>	<u>10</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location d'espaces de stationnement	58	46
Frais pour la transmission de renseignements de la liste électorale permanente	434	422
Divers	<u>18</u>	<u>26</u>
	510	493
Amendes et confiscations		
Infractions à la Loi électorale	75	464
Contributions non conformes	2	122
Divers	<u>3</u>	<u> </u>
	80	586
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	<u>181</u>	<u>232</u>
	181	232
Total des revenus divers	<u>771</u>	<u>1 311</u>
Total des revenus autonomes	<u>771</u>	<u>1 311</u>
Total des revenus	<u><u>771</u></u>	<u><u>1 311</u></u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Le Protecteur du citoyen					
Votés	16 852	13 891	538	2 423	
Permanents	381	330		51	
Ne nécessitant pas de crédits		219			
	<u>17 233</u>	<u>14 439</u>	<u>538</u>	<u>2 475</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Le Vérificateur général					
Votés	28 889	27 429	307	1 153	
Permanents		286			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>28 889</u>	<u>27 715</u>	<u>307</u>	<u>1 153</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Administration du système électoral					
Votés					
Permanents	49 693	39 759	3 154	6 780	
Ne nécessitant pas de crédits		1 987			
	<u>49 693</u>	<u>41 745</u>	<u>3 154</u>	<u>6 780</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Le Commissaire au lobbyisme					
Votés	3 253	3 175	25	53	
Permanents		48			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>3 253</u>	<u>3 222</u>	<u>25</u>	<u>53</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie					
Votés					
Permanents	1 152	651		501	
Ne nécessitant pas de crédits		37			
	<u>1 152</u>	<u>688</u>	<u>-</u>	<u>501</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>100 220</u>	<u>87 809</u>	<u>4 025</u>	<u>10 961</u>	<u>-</u>
Votés	48 994	44 494	871	3 629	
Permanents	51 226	40 739	3 154	7 332	
Ne nécessitant pas de crédits		2 576			
Total	<u>100 220</u>	<u>87 809</u>	<u>4 025</u>	<u>10 961</u>	<u>-</u>
Dépenses	91 969	87 809		6 736	
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations	<u>8 251</u>		<u>4 025</u>	<u>4 226</u>	
Total	<u>100 220</u>	<u>87 809</u>	<u>4 025</u>	<u>10 961</u>	<u>-</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1					
Mission : Gouverne et justice					
Le Protecteur du citoyen					
1. Le Protecteur du citoyen	16 852		538	11 894	1 996
Permanents(1)	381			330	
Amortissement des immobilisations					
Total	17 233	-	538	12 224	1 996
(1) Loi sur le Protecteur du citoyen (RLRQ, chapitre P-32).					
PROGRAMME 2					
Mission : Gouverne et justice					
Le Vérificateur général					
1. Le Vérificateur général	28 889		307	22 606	4 823
Amortissement des immobilisations					
Total	28 889	-	307	22 606	4 823
PROGRAMME 3					
Mission : Gouverne et justice					
Administration du système électoral					
1. Gestion interne et soutien					
Permanents(1)	31 449		2 768	17 070	5 659
Amortissement des immobilisations					
2. Commission de la représentation électorale					
Permanents(1)	440			25	201
3. Activités électorales					
Permanents(1)	17 804		386	4 229	1 782
Amortissement des immobilisations					
Total	49 693	-	3 154	21 324	7 642
(1) Loi électorale (RLRQ, chapitre E-3.3).					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet au Protecteur du citoyen de veiller à ce que les citoyens soient protégés contre les abus, l'erreur, la négligence, la violation des droits ou l'inaction des services publics en s'assurant qu'ils sont traités avec justice, équité et dans le respect des valeurs démocratiques. Le Protecteur du citoyen recommande les correctifs aux situations préjudiciables constatées.

							2 423	
							51	
								219
-	-	-	-	-	-		2 475	219

L'objectif de ce programme est de permettre au Vérificateur général d'effectuer l'audit des états financiers, la vérification de la conformité des opérations aux lois, règlements, politiques et directives, la vérification de l'optimisation des ressources ainsi que celle se rapportant à l'application de la Loi sur le développement durable (RLRQ, chapitre D-8.1.1). Le champ de compétence du Vérificateur général s'étend aux organismes publics et du gouvernement, aux réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi qu'aux bénéficiaires de subventions. Ce programme vise également à lui donner les moyens de communiquer le résultat de ses travaux à l'Assemblée nationale.

							1 153	
								286
-	-	-	-	-	-		1 153	286

Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et des référendums et le financement des partis politiques.

							5 952	
								1 004
							214	
	10 793						614	
								982
-	10 793	-	-	-	-		6 780	1 987

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4					
Mission : Gouverne et justice					
Le Commissaire au lobbyisme					
1. Le Commissaire au lobbyisme	3 253		25	2 542	633
Amortissement des immobilisations					
Total	3 253	-	25	2 542	633

PROGRAMME 5					
Mission : Gouverne et justice					
Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie					
1. Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie					
Permanents(1)	1 152			478	173
Amortissement des immobilisations					
Total	1 152	-	-	478	173

(1) Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-23.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	48 994		871	37 042	7 452
Permanents	51 226		3 154	22 132	7 815
Amortissement des immobilisations					
Total	100 220	-	4 025	59 174 ⁽¹⁾	15 267

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 8 965 k\$ à l'égard du traitement de 72 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	= Total
Rémunération	59 174		59 174
Fonctionnement	15 267	2 576	17 842
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	10 793		10 793
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	85 233	2 576	87 809

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à permettre au Commissaire au lobbying d'assurer la surveillance et le contrôle des activités de lobbying auprès des titulaires de charges publiques qui oeuvrent au sein des institutions parlementaires, gouvernementales et municipales.

						53	
							48
-	-	-	-	-	-	53	48

Ce programme permet au Commissaire à l'éthique et à la déontologie d'appliquer le Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

						501	
							37
-	-	-	-	-	-	501	37

	10 793					3 629 7 332	
							2 576
-	10 793	-	-	-	-	10 961	2 576

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 - Le Protecteur du citoyen				
Votés	16 852			
Permanents	<u>381</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>17 233</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 - Le Vérificateur général				
Votés	28 889			
Permanents	<u></u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>28 889</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 3 - Administration du système électoral				
Votés				
Permanents	<u>45 665</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>45 665</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 4 - Le Commissaire au lobbyingisme				
Votés	3 255			
Permanents	<u></u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>3 255</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 5 - Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie				
Votés				
Permanents	<u>1 152</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>1 152</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	48 995			
Permanents	<u>47 198</u>	<u></u>	<u></u>	
Total	<u>96 193</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
								16 852
								381
-	-	-		-		-		17 233
								28 889
-	-	-		-		-		28 889
						4 028		49 693
-	-	-		-		4 028		49 693
		(2)						3 253
-	-	(2)		-		-		3 253
								1 152
-	-	-		-		-		1 152
		(2)						48 994
						4 028		51 226
-	-	(2)		-		4 028		100 220

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 3 - Administration du système électoral			
Financement des partis politiques	10 431		
Remboursement des dépenses électorales	362		
	10 793	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	10 793	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
		10 431			10 431	9 884
		362			362	8 663
-	-	10 793	-	-	10 793	18 548
-	-	10 793	-	-	10 793	18 548

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Support	<u>10 793</u>	<u>10 793</u>	<u>18 548</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>10 793</u>	<u>10 793</u>	<u>18 548</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Droits et permis		
Autres		
Frais exigibles par la Régie du logement	<u>4 509</u>	<u>4 627</u>
Total des droits et permis	<u>4 509</u>	<u>4 627</u>
 Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Amortissement revenus reportés – Tiers	871	241
Divers	<u>23</u>	<u>39</u>
	<u>894</u>	<u>280</u>
Intérêts		
Débiteurs	1	101
Assainissement des eaux	1 726	2 809
Divers	<u>3</u>	<u>3</u>
	<u>1 727</u>	<u>2 913</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	292	23
Subventions d'années antérieures	<u>5 491</u>	<u>4 016</u>
	<u>5 782</u>	<u>4 039</u>
Total des revenus divers	<u>8 404</u>	<u>7 231</u>
 Total des revenus autonomes	<u>12 913</u>	<u>11 858</u>
 Total des revenus	<u>12 913</u>	<u>11 858</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Développement des territoires					
Votés	115 463	114 534		928	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>115 463</u>	<u>114 534</u>	<u>-</u>	<u>928</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Modernisation des infrastructures municipales					
Votés	392 925	382 917		10 007	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>392 925</u>	<u>382 917</u>	<u>-</u>	<u>10 007</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités					
Votés	576 580	576 504		76	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>576 580</u>	<u>576 504</u>	<u>-</u>	<u>76</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Administration générale					
Votés	61 575	44 052	3 947	13 576	
Permanents	10	9		1	
Ne nécessitant pas de crédits		4 133			
	<u>61 585</u>	<u>48 194</u>	<u>3 947</u>	<u>13 577</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Promotion et développement de la région métropolitaine					
Votés	119 799	119 558		241	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>119 799</u>	<u>119 558</u>	<u>-</u>	<u>241</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Commission municipale du Québec					
Votés	3 176	2 804		372	
Permanents		11			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>3 176</u>	<u>2 815</u>	<u>-</u>	<u>372</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 7					
Habitation					
Votés	459 603	459 603			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>459 603</u>	<u>459 603</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 8					
Régie du logement					
Votés	22 507	21 191	283	1 033	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		555			
	<u>22 507</u>	<u>21 747</u>	<u>283</u>	<u>1 033</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 751 638</u>	<u>1 725 872</u>	<u>4 230</u>	<u>26 234</u>	<u>-</u>
Votés	1 751 628	1 721 165	4 230	26 233	
Permanents	10	9		1	
Ne nécessitant pas de crédits		4 698			
Total	<u>1 751 638</u>	<u>1 725 872</u>	<u>4 230</u>	<u>26 234</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 740 456	1 725 872		19 282	
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations	<u>11 182</u>		<u>4 230</u>	<u>6 952</u>	
Total	<u>1 751 638</u>	<u>1 725 872</u>	<u>4 230</u>	<u>26 234</u>	<u>-</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1		Développement des territoires			
Mission : Économie et environnement					
1. Soutien au développement des territoires	102 339				
2. Autres programmes d'aide financière aux territoires et à la ruralité	13 124				
Total	115 463	-	-	-	-
PROGRAMME 2		Modernisation des infrastructures municipales			
Mission : Économie et environnement					
1. Programmes d'aide financière en lien avec le Plan québécois des infrastructures	255 890			3 029	1 054
2. Autres programmes d'aide financière aux infrastructures municipales	137 035			34	3
Total	392 925	-	-	3 063	1 057
PROGRAMME 3		Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités			
Mission : Gouverne et justice					
1. Compensations tenant lieu de taxes	379 602				
2. Aide financière aux municipalités	11 967				
3. Mesures financières du partenariat fiscal	185 012				
Total	576 580	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme offre un soutien financier aux organismes oeuvrant au développement local et régional. Il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au développement des territoires.

		102 339						
	12 195						928	
-	12 195	102 339	-	-	-		928	-

Ce programme procure le financement requis pour soutenir les municipalités dans le maintien des actifs, la résorption du déficit cumulé et la mise aux normes des infrastructures municipales d'eau potable. Il procure également du financement pour des travaux similaires dans les infrastructures municipales d'eaux usées et pour les réseaux de conduites d'eau potable et des eaux usées. Il permet d'apporter un soutien financier à la construction d'infrastructures collectives.

	244 808						6 998	
	133 989						3 009	
-	378 797	-	-	-	-		10 007	-

Ce programme englobe des mesures du Pacte fiscal transitoire conclu avec le monde municipal. En outre, il vise à allouer aux municipalités des compensations tenant lieu de taxes sur les immeubles gouvernementaux, sur ceux des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation. Il permet d'accorder diverses aides financières au milieu municipal et soutient les mesures prévues à l'Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James.

	379 602							
	11 890			76				
	185 012							
-	576 504	-	-	76	-	-	-	-

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4					
Mission : Gouverne et justice					
Administration générale					
1. Direction	3 572			2 134	330
Permanents(1)	10				9
2. Gestion	58 004		3 947	28 161	12 724
Amortissement des immobilisations					
Total	61 585	-	3 947	30 295	13 063
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					
PROGRAMME 5 (a)					
Mission : Économie et environnement					
Promotion et développement de la région métropolitaine					
1. Secrétariat à la région métropolitaine	119 799			1 765	28
Total	119 799	-	-	1 765	28
(a) La responsabilité de ce programme est confiée au ministre responsable de la région de Montréal.					
PROGRAMME 6					
Mission : Gouverne et justice					
Commission municipale du Québec					
1. Commission municipale du Québec	3 176			2 073	731
Amortissement des immobilisations					
Total	3 176	-	-	2 073	731

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à allouer les ressources nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble des unités administratives afin d'assurer la gestion des différents programmes, l'élaboration et la mise en œuvre des orientations et politiques gouvernementales touchant le milieu municipal et le développement régional ainsi que le traitement des plaintes. En outre, il comprend les sommes investies en technologies de l'information et l'amortissement des systèmes informatiques.

	703						404 1 13 171	
								4 133
-	703	-	-	-	-	13 577		4 133

Ce programme vise à susciter et à soutenir l'essor économique, culturel et social de la région métropolitaine de Montréal en assurant la cohérence des politiques et la coordination des actions gouvernementales sur ce territoire, en appuyant des initiatives et des projets structurants et en poursuivant des activités de concertation avec les principaux partenaires qui interviennent sur ce territoire.

	117 765					241	
-	117 765	-	-	-	-	241	-

En vertu de ce programme, la Commission municipale du Québec intervient en matière d'enquête sur un manquement d'un élu municipal à son code d'éthique et de déontologie, de promotion de bonnes pratiques d'éthique et de déontologie, de reconnaissance aux fins d'exemption des taxes, d'avis de conformité, de médiation et d'arbitrage, de tutelle, d'administration provisoire, d'enquête publique, d'organisation territoriale et de fixation de tarifs.

						372	11
-	-	-	-	-	-	372	11

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 7 Mission : Économie et environnement		Habitation			
1. Société d'habitation du Québec	459 603				
Total	459 603	-	-	-	-
PROGRAMME 8 Mission : Gouverne et justice		Régie du logement			
1. Régie du logement	22 507		283	15 857	5 335
Amortissement des immobilisations					
Total	22 507	-	283	15 857	5 335
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 751 628		4 230	53 053	20 205
Permanents	10				9
Amortissement des immobilisations					
Total	1 751 638	-	4 230	53 053 ⁽¹⁾	20 214

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 14 544k\$ à l'égard du traitement de 107 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	= Total
Rémunération	53 053		53 053
Fonctionnement	20 214	4 698	24 913
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	1 545 567		1 545 567
Affectation à un fonds spécial	102 339		102 339
Service de la dette			
Total	1 721 174	4 698	1 725 872

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à faciliter l'accès des citoyens du Québec à des conditions adéquates de logement, à favoriser un habitat et un milieu de vie de qualité et à soutenir l'amélioration continue en habitation.

	459 603						
-	459 603	-	-	-	-	-	-

En vertu de ce programme, la Régie du logement dispose des ressources pour décider des litiges qui lui sont soumis par une partie au bail d'un local d'habitation, pour informer les citoyens des droits et obligations découlant d'un bail et pour favoriser la conciliation entre les locataires et les locateurs. En outre, elle veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements et, dans ce cas, assure la protection des droits des locataires.

						1 033	
							555
-	-	-	-	-	-	1 033	555

	1 545 567	102 339		76		26 157 1	
							4 698
-	1 545 567	102 339	-	76	-	26 158	4 698

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Développement des territoires				
Votés	114 024			
Permanents				
	114 024	-	-	
Programme 2 - Modernisation des infrastructures municipales				
Votés	430 972			
Permanents				
	430 972	-	-	
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités				
Votés	551 594			
Permanents				
	551 594	-	-	
Programme 4 - Administration générale				
Votés	62 534			
Permanents	10			
	62 544	-	-	
Programme 5 - Promotion et développement de la région métropolitaine				
Votés	119 531			
Permanents				
	119 531	-	-	
Programme 6 - Commission municipale du Québec				
Votés	3 116			
Permanents				
	3 116	-	-	
Programme 7 - Habitation				
Votés	447 258			
Permanents				
	447 258	-	-	
Programme 8 - Régie du logement				
Votés	20 598			
Permanents				
	20 598	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	1 749 626			
Permanents	10			
Total	1 749 636	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				1 439				115 463
-	-	-		1 439		-		115 463
				(38 047)				392 925
-	-	-		(38 047)		-		392 925
				24 986				576 580
-	-	-		24 986		-		576 580
				(959)				61 575 10
-	-	-		(959)		-		61 585
				268				119 799
-	-	-		268		-		119 799
				60				3 176
-	-	-		60		-		3 176
				12 345				459 603
-	-	-		12 345		-		459 603
1 909								22 507
1 909	-	-		-		-		22 507
1 909				93				1 751 628 10
1 909	-	-		93		-		1 751 638

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Développement des territoires			
Communautés rurales branchées	3 177	1 209	
Fonds conjoncturel de développement	3 033	55	
Villages branchés du Québec	6 040		
Autres	874	50	
	<u>13 124</u>	<u>1 314</u>	<u>-</u>
Programme 2 - Modernisation des infrastructures municipales			
Fonds Chantiers Canada-Québec	42 502		
Infrastructures municipales en milieu nordique	16 289		
Infrastructures Québec-Municipalités	125 087	3 175	
Parachèvement des programmes en infrastructures municipales	120 354	41	
Programmes de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec	33 728		
Programmes issus du Plan d'action économique du Canada	49 599	46	
Autres	355		
	<u>387 914</u>	<u>3 262</u>	<u>-</u>
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités			
Aide aux municipalités reconstituées	507		
Compensation financière pour les équipements antipollution	282		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	349 702		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles gouvernementaux et des organisations internationales	29 900		
Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James	1 621		
Mesures financières du partenariat fiscal	185 012		
Mise en oeuvre du plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Québec	2 500		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Québec	1 533		
Autres	5 523		
	<u>576 580</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 4 - Administration générale			
Autres	725	8	
	<u>725</u>	<u>8</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
	612	1 355			3 177	2 991
	428	1 714			2 197	3 181
	5 407	541			5 947	6 174
	744	80			874	32
-	7 191	3 690	-	-	12 195	12 378
1 356	38 998	2 148			42 502	35 536
	16 289				16 289	16 760
1 962	103 943	9 899			118 979	113 620
31	115 593	1 680			117 345	131 334
	33 728				33 728	25 258
277	48 275	1 001			49 599	49 602
	300	55			355	584
3 626	357 126	14 783	-	-	378 797	372 696
	507				507	792
	282				282	4 071
	349 702				349 702	321 974
79	29 821				29 900	34 303
	1 621				1 621	2 246
	185 012				185 012	252 607
	2 500				2 500	1 975
	1 533				1 533	1 504
	5 022	425			5 447	4 424
79	575 999	425	-	-	576 504	623 896
12	25	658			703	362
12	25	658	-	-	703	362

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)
Année financière terminée le 31 mars 2016

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 5 - Promotion et développement de la région métropolitaine			
Équipements scientifiques - Société de gestion Marie-Victorin	3 051		
Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole	17 331	236	
Grand Montréal Bleu	127		
Mise en oeuvre du plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal	9 873		
Soutien à la Ville de Montréal pour son rôle de métropole	25 000		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Montréal	22 424		
Soutien au développement économique de Montréal	24 000		
Soutien aux célébrations du 375e anniversaire de Montréal	15 500		
Autres	500		
	<u>117 806</u>	<u>236</u>	<u>-</u>
Programme 7 - Habitation			
Aide à l'amélioration de l'habitat	36 360		
Aide au logement social, communautaire et abordable	393 142	185	
Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation	362	259	
Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec	29 739		
	<u>459 603</u>	<u>443</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 555 751</u>	<u>5 264</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
3 051					3 051	8 483
	2 656	14 399			17 290	17 037
	127				127	301
	9 873				9 873	9 475
	25 000				25 000	25 000
	22 424				22 424	22 129
	24 000				24 000	24 000
		15 500			15 500	2 400
		500			500	
3 051	84 079	30 399	-	-	117 765	108 826
	3 860	91	32 410		36 360	63 392
	102 868	159 299	130 790		393 142	356 489
		103			362	422
				29 739	29 739	28 826
-	106 728	159 494	163 199	29 739	459 603	449 129
6 768	1 131 148	209 448	163 199	29 739	1 545 567	1 567 286

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Rémunération	21 112	21 112	22 974
Fonctionnement	5 931	5 931	5 852
Capital	424 180	415 053	366 864
Intérêt	117 644	117 566	124 337
Support	<u>986 883</u>	<u>985 905</u>	<u>1 047 259</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 555 751</u>	<u>1 545 567</u>	<u>1 567 286</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Support	<u>102 339</u>	<u>102 339</u>	<u>151 611</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>102 339</u>	<u>102 339</u>	<u>151 611</u>

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Régie des marchés agricoles	<u>98</u>	<u>50</u>
	<u>98</u>	<u>50</u>
Autres		
Études de dossiers	756	682
Demande d'autorisation – Zone agricole	495	538
Commercialisation des grains	239	238
Mise en marché	103	130
Abattoir et atelier	270	265
Acte déclaratoire – CPTAQ	128	114
Pêche commerciale	73	85
Préparation ou mise en conserve du poisson	55	46
Restauration et ventes au détail d'aliments	13 506	13 273
Propriétaire ou gardien de chats ou chiens	87	38
Divers	<u>82</u>	<u>72</u>
	<u>15 793</u>	<u>15 480</u>
Total des droits et permis	<u>15 891</u>	<u>15 530</u>
 Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Terrains et bâtisses	1	74
Cours	56	53
Location de terrains et bâtisses	296	200
Location de services de personnel	94	
Eau	82	86
Cale de halage	74	77
Cotisations – Surveillance de l'utilisation du lait	537	529
Autres aides à l'agriculteur	1 127	1 006
Divers	<u>155</u>	<u>189</u>
	<u>2 420</u>	<u>2 212</u>
Intérêts		
Divers	<u>43</u>	<u>37</u>
	<u>43</u>	<u>37</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	374	132
Subventions d'années antérieures	3 556	3 855
Divers	<u>21</u>	<u>19</u>
	<u>3 951</u>	<u>4 006</u>
Total des revenus divers	<u>6 414</u>	<u>6 255</u>
 Total des revenus autonomes	<u>22 305</u>	<u>21 785</u>
 Total des revenus	<u>22 305</u>	<u>21 785</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments					
Votés	437 233	389 217	6 044	41 972	
Permanents	204	184		20	
Ne nécessitant pas de crédits		16 700			
	<u>437 437</u>	<u>406 100</u>	<u>6 044</u>	<u>41 992</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Organismes d'État					
Votés	461 454	460 122	262	1 070	
Permanents	2	2			
Ne nécessitant pas de crédits		305			
	<u>461 456</u>	<u>460 429</u>	<u>262</u>	<u>1 070</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>898 893</u>	<u>866 529</u>	<u>6 306</u>	<u>43 062</u>	<u>-</u>
Votés	898 687	849 339	6 306	43 042	
Permanents	206	186		20	
Ne nécessitant pas de crédits		17 004			
Total	<u>898 893</u>	<u>866 529</u>	<u>6 306</u>	<u>43 062</u>	<u>-</u>
Dépenses	874 518	866 529		24 994	
Prêts, placements, avances et autres	500		1	499	
Immobilisations	<u>23 874</u>		<u>6 305</u>	<u>17 569</u>	
Total	<u>898 893</u>	<u>866 529</u>	<u>6 306</u>	<u>43 062</u>	<u>-</u>

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS	—	CRÉDITS UTILISÉS			
				Investissements	Dépenses nécessitant des crédits		
PROGRAMMES				Prêts, placements, avances et autres		Rémunération	Fonctionnement
Éléments				Immobilisations			
PROGRAMME 1				Développement des entreprises bioalimentaires,			
Mission : Économie et environnement				formation et qualité des aliments			
1.	Développement des entreprises agricoles et agroalimentaires, de pêche et aquacoles	283 398		342		41 258	3 634
	Permanents(1)	7					
	Variation à la baisse de provisions						
2.	Institut de technologie agroalimentaire	22 897		259		17 304	2 017
	Permanents(1)	13					
3.	Santé animale et inspection des aliments	59 460		342		24 519	13 341
4.	Direction et services à la gestion	71 478		5 100		24 220	24 846
	Permanents(2)	15					15
	Permanents(3)	169					
	Amortissement des immobilisations						
	Variation à la baisse de provisions						
Total		437 437	1	6 043		107 301	43 852

(1) Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).

(2) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(3) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

PROGRAMME 2
Mission : Économie et environnement

Organismes d'État

1. La Financière agricole du Québec	447 353				
2. Commission de protection du territoire agricole du Québec	9 312		210	7 063	1 486
Amortissement des immobilisations					
3. Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	4 789		52	3 135	1 086
Permanents(1)	2				
Amortissement des immobilisations					
Total	461 456	-	262	10 198	2 572

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
216 233							21 930	
							7	(66)
2 339							978	
							13	
19 506							1 752	
							17 311	
169								
								19 327
								(2 561)
169	238 078	-	-		-	-	41 992	16 700

[illegible]

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	898 687	1	6 305	117 499	46 409
Permanents	206				15
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
Total	898 893	1	6 305	117 499 ⁽¹⁾	46 424

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 13 549 k\$ à l'égard du traitement de 119 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	117 499		117 499
Fonctionnement	46 424	19 631	66 055
Créances douteuses et autres provisions	172	(2 627)	(2 456)
Transfert	685 431		685 431
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	849 525	17 004	866 529

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
172	685 431						43 042 20	19 631 (2 627)
172	685 431	-	-		-	-	43 062	17 004

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments				
Votés	428 831			
Permanents	10			
	428 841	-	-	
Programme 2 - Organismes d'État				
Votés	460 598			
Permanents				
	460 598	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	889 429			
Permanents	10			
Total	889 438	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
8 475	20			(73)		174		437 233
								204
<u>8 475</u>	<u>20</u>	<u>-</u>		<u>(73)</u>		<u>174</u>		<u>437 437</u>
838				19				461 454
						2		2
<u>838</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>19</u>		<u>2</u>		<u>461 456</u>
9 313	20			(54)		177		898 687
								206
<u>9 313</u>	<u>20</u>	<u>-</u>		<u>(54)</u>		<u>177</u>		<u>898 893</u>

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			
Aide à la recherche et au transfert technologique	15 777	2 476	
Amélioration de la santé animale	16 061	15 307	
Appui à la formation	5 396		
Appui au développement des entreprises des pêches et aquacoles	14 435	8 248	
Appui au développement en région	30 275	6 509	
Appui au secteur de la transformation	7 895	1 379	
Prime-Vert	26 835	18 521	
Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles	139 332	139 322	
Traçabilité des aliments	8		
Autres	695	379	
	<u>256 709</u>	<u>192 141</u>	<u>-</u>
Programme 2 - Organismes d'État			
La Financière agricole du Québec	447 353	407 861	
	<u>447 353</u>	<u>407 861</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>704 061</u>	<u>600 002</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
1 547		9 317			13 340	13 632
754					16 061	16 055
4 300		1 082			5 382	5 420
241	206	5 398			14 092	9 651
8	159	10 300			16 976	35 016
25		4 372			5 776	7 254
290		7 652			26 463	31 129
		9			139 332	133 233
5	4	269			656	667
7 169	369	38 399	-	-	238 078	252 056
				39 492	447 353	485 000
-	-	-	-	39 492	447 353	485 000
7 169	369	38 399	-	39 492	685 431	737 056

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Rémunération	32 393	32 393	35 412
Fonctionnement	7 099	7 099	8 001
Capital	17 092	17 092	20 017
Intérêt	92	92	108
Support	<u>647 385</u>	<u>628 754</u>	<u>673 518</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>704 061</u>	<u>685 431</u>	<u>737 056</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Régimes d'assurance – Organismes autonomes et fonds spéciaux	<u>221</u>	<u>48</u>
	<u>221</u>	<u>48</u>
Intérêts		
Divers	<u>2</u>	<u>-</u>
	<u>2</u>	<u>-</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	<u>886</u>	<u>2 874</u>
	<u>886</u>	<u>2 874</u>
Total des revenus divers	<u>1 109</u>	<u>2 922</u>
Total des revenus autonomes	<u>1 109</u>	<u>2 922</u>
Total des revenus	<u><u>1 109</u></u>	<u><u>2 922</u></u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Secrétariat du Conseil du trésor					
Votés	77 056	68 858	1 187	7 010	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		1 918			
	<u>77 066</u>	<u>70 787</u>	<u>1 187</u>	<u>7 010</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Fonctions gouvernementales					
Votés	387 110	387 010		100	
Permanents	3 143	3 137		6	
Ne nécessitant pas de crédits		(885)			
	<u>390 254</u>	<u>389 263</u>	<u>-</u>	<u>106</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Commission de la fonction publique					
Votés	4 167	3 854	22	291	
Permanents		61			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>4 167</u>	<u>3 915</u>	<u>22</u>	<u>291</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Régimes de retraite et d'assurances					
Votés	3 976	2 300		1 676	
Permanents	453 115	391 473		61 642	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>457 091</u>	<u>393 773</u>	<u>-</u>	<u>63 318</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Fonds de suppléance					
Votés	961 495			961 495	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>961 495</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>961 495</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 890 072</u>	<u>857 738</u>	<u>1 209</u>	<u>1 032 220</u>	<u>-</u>
Votés	1 433 804	462 022	1 209	970 572	
Permanents	456 269	394 621		61 647	
Ne nécessitant pas de crédits		1 095			
Total	<u>1 890 072</u>	<u>857 738</u>	<u>1 209</u>	<u>1 032 220</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 159 415	857 738		302 772	
Prêts, placements, avances et autres	700 125		1	700 125	
Immobilisations	30 532		1 208	29 323	
Total	<u>1 890 072</u>	<u>857 738</u>	<u>1 209</u>	<u>1 032 220</u>	<u>-</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1					
Mission : Gouverne et justice					
Secrétariat du Conseil du trésor					
1. Soutien au Conseil du trésor	77 056	1	1 186	45 369	23 490
Permanents(1)	10				10
Amortissement des immobilisations					
Total	77 066	1	1 186	45 369	23 500

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 2					
Mission : Gouverne et justice					
Fonctions gouvernementales					
1. Soutien aux opérations gouvernementales	256 564			110 850	119 027
Variation à la baisse de provisions					
2. Fonds dédié aux sinistres	440				
3. Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction	1 692			143	1 550
Permanents(1)	3 143			1 588	1 549
4. Provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles, conformément aux modalités de gestion approuvées par le Conseil du trésor, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes	100				
5. Passif au titre des sites contaminés	128 314				18 634
Total	390 254	-	-	112 581	140 761

(1) Loi sur les commissions d'enquête (RLRQ, chapitre C-37).

PROGRAMME 3					
Mission : Gouverne et justice					
Commission de la fonction publique					
1. Commission de la fonction publique	4 167		22	3 148	706
Amortissement des immobilisations					
Total	4 167	-	22	3 148	706

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à soutenir le Conseil du trésor dans son rôle de conseiller du gouvernement en matière d'utilisation des ressources financières, humaines, matérielles et informationnelles ainsi qu'en matière de gestion axée sur les résultats. De plus, il encadre la gestion des technologies de l'information et des communications dans la prestation des services gouvernementaux.

				2 500		4 510	
							1 918
-	-	-	-	2 500	-	4 510	1 918

Ce programme vise à offrir des services aux citoyens, aux entreprises ainsi qu'aux organismes publics.

	26 687						(885)
		440					
						6	
						100	
	80 009	29 671					
-	106 696	30 110	-	-	-	106	(885)

Ce programme regroupe les dépenses de la Commission afin de lui permettre de vérifier et d'enquêter en matière de gestion des ressources humaines, d'entendre les recours prévus par la loi, de certifier les moyens d'évaluation, de donner des avis, d'émettre des recommandations aux autorités compétentes et d'en faire rapport directement à l'Assemblée nationale.

						291	
							61
-	-	-	-	-	-	291	61

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
Régimes de retraite et d'assurances					
PROGRAMME 4 Mission : Gouverne et justice					
1. Régime de retraite des fonctionnaires Permanents(1)	32 901			27 580	
2. Régime de retraite de certains enseignants Permanents(2)	22 530				
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents(3)	194 685			158 279	
4. Assurance collective sur la vie des employés publics Permanents(4)	3 976 12			796 12	
5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels Permanents(5)	20 299			20 299	
6. Régime de retraite des juges Permanents(6)	21 343			20 078	
7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec Permanents(7)	45 633			43 396	
8. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents(8)	115 713			99 765	
Total	457 091	-	-	370 205	-

(1) Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12).

(2) Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1).

(3) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(4) Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte (L.Q. 1970, chapitre 6).

(5) Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2).

(6) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

(7) Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1).

(8) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
							5 321	
	22 064						466	
							36 406	
	1 504						1 676	
							1 264	
							2 237	
							15 947	
-	23 568	-	-		-	-	63 318	-

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice		Fonds de suppléance			
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux programmes des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas 25 % du crédit ainsi augmenté	234 863				
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable à la rémunération					
3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice financier	300 000				
4. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement des besoins en investissements	426 632				
5. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement de la condition féminine					
6. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement de l'implantation de la stratégie maritime					
7. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement du passif au titre des sites contaminés					
Total	961 495	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues pouvant survenir dans l'un ou l'autre des programmes gouvernementaux pour un montant de 240 M\$, aux dépenses prévues mais non ventilées dans les portefeuilles ministériels ainsi qu'à certaines mesures qui sont annoncées au Discours sur le budget 2015-2016.

234 863

300 000

426 632

-	-	-	-	-	-	961 495	-
---	---	---	---	---	---	---------	---

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 433 804	1	1 208	160 305	163 407
Permanents	456 269			370 997	1 560
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
Total	1 890 072	1	1 208	531 302 ⁽¹⁾	164 967

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 11 145 k\$ à l'égard du traitement de 90 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	531 302	(885)	530 418
Fonctionnement	164 967	1 980	166 947
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	130 264		130 264
Affectation à un fonds spécial	30 110		30 110
Service de la dette			
Total	856 644	1 095	857 738

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	108 200	30 110			2 500		968 072	
	22 064						61 647	
								1 980
								(885)
-	130 264	30 110	-		2 500	-	1 029 720	1 095

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor				
Votés	86 224			
Permanents	<u>10</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>86 234</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 - Fonctions gouvernementales				
Votés	211 457			
Permanents	<u>3 143</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>214 600</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 3 - Commission de la fonction publique				
Votés	4 167			
Permanents	<u></u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>4 167</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 4 - Régimes de retraite et d'assurances				
Votés	4 418			
Permanents	<u>452 036</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>456 454</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 5 - Fonds de suppléance				
Votés	1 175 840			
Permanents	<u></u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>1 175 840</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	1 482 106			
Permanents	<u>455 189</u>	<u></u>	<u></u>	
Total	<u>1 937 295</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(9 169)				77 056
						1		10
-	-	-		(9 169)		1		77 066
				175 654				387 110
								3 143
-	-	-		175 654		-		390 254
								4 167
-	-	-		-		-		4 167
				(442)				3 976
						1 079		453 115
-	-	-		(442)		1 079		457 091
				(214 345)				961 495
-	-	-		(214 345)		-		961 495
				(48 302)				1 433 804
						1 079		456 269
-	-	-		(48 302)		1 079		1 890 072

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor			
Autres			
	-	-	-
Programme 2 - Fonctions gouvernementales			
Passif au titre des sites contaminés	80 009		5 756
Autres	26 687		
	106 696	-	5 756
Programme 4 - Régimes de retraite et d'assurances			
Assurance collective sur la vie des employés publics	2 907		1 046
Régime de retraite de certains enseignants	22 530		
	25 437	-	1 046
TOTAL DU PORTEFEUILLE	132 133	-	6 802

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
						84
-	-	-	-	-	-	84
74 370				(117)	80 009	7 528
				26 687	26 687	
74 370	-	-	-	26 570	106 696	7 528
458					1 504	2 022
22 064					22 064	32 698
22 522	-	-	-	-	23 568	34 720
96 892	-	-	-	26 570	130 264	42 331

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Rémunération	25 437	23 568	34 720
Fonctionnement	80 009	80 009	7 528
Support	<u>26 687</u>	<u>26 687</u>	<u>84</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>132 133</u>	<u>130 264</u>	<u>42 331</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Fonctionnement	29 671	29 671	(4 816)
Capital			29
Intérêt	<u>440</u>	<u>440</u>	<u>541</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>30 110</u>	<u>30 110</u>	<u>(4 246)</u>

CONSEIL EXÉCUTIF**REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	<u>1</u>	<u>3</u>
	<u>1</u>	<u>3</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	375	273
Subventions d'années antérieures	<u>727</u>	<u>204</u>
	<u>1 102</u>	<u>476</u>
Total des revenus divers	<u>1 103</u>	<u>479</u>
Total des revenus autonomes	<u>1 103</u>	<u>479</u>
Total des revenus	<u>1 103</u>	<u>479</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

CONSEIL EXÉCUTIF
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Cabinet du lieutenant-gouverneur					
Votés	799	798		1	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>799</u>	<u>798</u>	<u>-</u>	<u>1</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif					
Votés	86 305	77 755	242	8 308	
Permanents	2 021	2 021			
Ne nécessitant pas de crédits		519			
	<u>88 326</u>	<u>80 295</u>	<u>242</u>	<u>8 308</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Affaires intergouvernementales canadiennes					
Votés	12 760	11 191		1 569	
Permanents	27	27			
Ne nécessitant pas de crédits		13			
	<u>12 787</u>	<u>11 231</u>	<u>-</u>	<u>1 569</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Affaires autochtones					
Votés	252 565	250 029		2 536	
Permanents	387	387			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>252 952</u>	<u>250 416</u>	<u>-</u>	<u>2 536</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Jeunesse					
Votés	38 528	32 710		5 818	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>38 528</u>	<u>32 710</u>	<u>-</u>	<u>5 818</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques					
Votés	7 909	7 409	37	464	
Permanents	2	2			
Ne nécessitant pas de crédits		144			
	<u>7 911</u>	<u>7 554</u>	<u>37</u>	<u>464</u>	<u>-</u>

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 7					
Implantation de la stratégie maritime					
Votés	1 112	1 075		37	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>1 112</u>	<u>1 075</u>	<u>-</u>	<u>37</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>402 414</u>	<u>384 078</u>	<u>279</u>	<u>18 733</u>	<u>-</u>
Votés	399 978	380 966	279	18 733	
Permanents	2 436	2 436			
Ne nécessitant pas de crédits		676			
Total	<u>402 414</u>	<u>384 078</u>	<u>279</u>	<u>18 733</u>	<u>-</u>
Dépenses	401 541	384 078		18 138	
Prêts, placements, avances et autres	107		1	106	
Immobilisations	<u>767</u>		<u>278</u>	<u>489</u>	
Total	<u>402 414</u>	<u>384 078</u>	<u>279</u>	<u>18 733</u>	<u>-</u>

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1					
Mission : Gouverne et justice					
Cabinet du lieutenant-gouverneur					
1. Cabinet du lieutenant-gouverneur	799			788	10
Total	799	-	-	788	10
PROGRAMME 2					
Mission : Gouverne et justice					
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif					
1. Cabinet du premier ministre	4 969			3 461	425
Permanents(1)	177				177
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	10 376			9 221	559
3. Direction générale de l'administration	23 951	1	241	13 356	8 125
Amortissement des immobilisations					
4. Indemnités de l'exécutif					
Permanents(1)	1 844			1 844	
5. Secrétariat à la communication gouvernementale	46 248			41 390	743
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales	762				
Total	88 326	1	241	69 271	10 030

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.

						1	
-	-	-	-	-	-	1	-

Ce programme vise à fournir au premier ministre, au Conseil exécutif et à ses comités, les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.

	474					608	
				75		521	
				179		2 049	519
						4 115	
				500		262	
-	474	-	-	754	-	7 554	519

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3					
Mission : Gouverne et justice					
Affaires intergouvernementales canadiennes					
1. Cabinet du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques	900			495	191
Permanents(1)	27				27
2. Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes	4 910			2 995	1 085
Amortissement des immobilisations					
3. Représentation du Québec au Canada	1 717			1 071	382
4. Coopération intergouvernementale et francophonie	5 232			734	185
Total	12 787	-	-	5 295	1 870

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 4					
Mission : Gouverne et justice					
Affaires autochtones					
1. Cabinet du ministre responsable des Affaires autochtones	1 010			698	237
Permanents(1)	48				48
2. Secrétariat aux affaires autochtones	251 555			3 074	1 900
Permanents(2)	339				
Total	252 952	-	-	3 772	2 185

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à permettre la défense et la promotion des compétences et des intérêts du Québec dans ses relations avec les autres gouvernements au Canada.

	55						161	
	123			40			667	13
							264	
	3 876						437	
-	4 054	-	-	40	-	1 529		13

Ce programme vise à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière d'affaires autochtones.

	55						21	
221	243 844			1 267		1 248		
339								
560	243 899	-	-	1 267	-	1 269		-

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice		Jeunesse			
1. Secrétariat à la jeunesse	38 528			1 764	675
Total	38 528	-	-	1 764	675
PROGRAMME 6 Mission : Gouverne et justice		Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques			
1. Réforme des institutions démocratiques Permanents(1)	1 252 2			840	166 2
2. Commission d'accès à l'information Amortissement des immobilisations	5 853		37	4 784	903
3. Accès à l'information et protection des renseignements personnels	804			633	83
Total	7 911	-	37	6 256	1 154
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					
PROGRAMME 7 Mission : Gouverne et justice		Implantation de la stratégie maritime			
1. Secrétariat à l'Implantation de la stratégie maritime	1 112			648	327
Total	1 112	-	-	648	327

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques et initiatives en matière de jeunesse et à coordonner des dossiers à portée interministérielle, notamment par la Stratégie d'action jeunesse du gouvernement du Québec.

	30 271			5 200		618	
-	30 271	-	-	5 200	-	618	-

Ce programme vise à améliorer l'efficacité de nos institutions démocratiques et plus particulièrement de notre cadre électoral, à élaborer les orientations gouvernementales, en matière de transparence des institutions, à modifier et bonifier à cet effet les lois et règlements relatifs à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels de même qu'à promouvoir et assurer l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels. Finalement, d'assurer un rôle-conseil pour le gouvernement en ces matières.

				4		243	
						129	144
				3		86	
-	-	-	-	6	-	458	144

Ce programme vise à assurer la coordination des actions gouvernementales en matière d'affaires maritimes. Il facilite la concertation entre les partenaires du domaine maritime et s'assure de l'implantation de la stratégie maritime du Québec.

	100					37	
-	100	-	-	-	-	37	-

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	399 978	1	278	85 951	15 996
Permanents	2 436			1 844	254
Amortissement des immobilisations					
Total	402 414	1	278	87 795 ⁽¹⁾	16 249

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 15 572 k\$ à l'égard du traitement de 119 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	87 795		87 795
Fonctionnement	16 249	676	16 925
Créances douteuses et autres provisions	560		560
Transfert	278 798		278 798
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	383 402	676	384 078

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
221 339	278 798				7 267		11 466	
								676
560	278 798	-	-		7 267	-	11 466	676

CONSEIL EXÉCUTIF
ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Cabinet du lieutenant-gouverneur				
Votés	749			
Permanents				
	749	-	-	
Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif				
Votés	90 093			
Permanents	1 076			
	91 169	-	-	
Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes				
Votés	12 760			
Permanents	10			
	12 770	-	-	
Programme 4 - Affaires autochtones				
Votés	252 665			
Permanents	10			
	252 675	-	-	
Programme 5 - Jeunesse				
Votés	38 600			
Permanents				
	38 600	-	-	
Programme 6 - Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques				
Votés	7 769			
Permanents				
	7 769	-	-	
Programme 7 - Implantation de la stratégie maritime				
Votés	1 000			
Permanents				
	1 000	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	403 636			
Permanents	1 096			
Total	404 731	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				50				799
-	-	-		50		-		799
				(3 788)		945		86 305
-	-	-		(3 788)		945		2 021
								88 326
						17		12 760
-	-	-		-		17		27
								12 787
				(100)		377		252 565
-	-	-		(100)		377		387
								252 952
				(71)				38 528
-	-	-		(71)		-		38 528
				140		2		7 909
-	-	-		140		2		2
								7 911
				112				1 112
-	-	-		112		-		1 112
				(3 658)		1 341		399 978
-	-	-		(3 658)		1 341		2 436
								402 414

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
Mission gouvernementale auprès de l'ÉNAP	75		
Autres	570		
	<u>645</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes			
Appui à la francophonie canadienne	1 299	20	
Centre de la francophonie des Amériques	2 076		
Coopération intergouvernementale	839		
Soutien à la recherche	350		
Autres	55		
	<u>4 618</u>	<u>20</u>	<u>-</u>
Programme 4 - Affaires autochtones			
Entente avec la nation naskapie	2 023		
Entente avec les Inuits (Sanarrutik)	21 733		
Entente sur la gouvernance crie (Eeyou Istchee)	6 250		
Ententes avec la nation crie	115 213	6 994	
Financement global de l'Administration régionale Kativik	65 892		
Financement global des villages nordiques	16 643		
Fonds d'initiatives autochtones	14 362	757	
Fonds de développement pour les autochtones	1 710	80	
Organismes autochtones	1 299	86	
Autres	55		
	<u>245 179</u>	<u>7 916</u>	<u>-</u>
Programme 5 - Jeunesse			
Stratégie d'action jeunesse	35 697		
	<u>35 697</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 7 - Implantation de la stratégie maritime			
Autres	100		
	<u>100</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>286 239</u>	<u>7 936</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
						75
5	9	461			474	313
5	9	461	-	-	474	388
25		951			996	1 163
				2 076	2 076	2 784
35		758	11		805	1 150
116		7			123	60
2		53			55	33
178	-	1 769	11	2 076	4 054	5 191
	1 012	1 012			2 023	1 957
	7 174	14 560			21 733	20 885
	6 250				6 250	6 250
	108 092	127			115 213	121 297
	65 892				65 892	58 753
	16 643				16 643	15 284
	8 173	4 014	141		13 083	14 533
	1 192	439			1 710	2 549
87	195	916	14		1 297	1 590
1	1	53			55	46
88	214 622	21 119	154	-	243 899	243 143
9		30 262			30 271	37 052
9	-	30 262	-	-	30 271	37 052
		100			100	
-	-	100	-	-	100	-
279	214 630	53 712	165	2 076	278 798	285 773

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Fonctionnement	2 076	2 076	2 784
Capital	16 567	16 567	18 148
Intérêt	2 216	2 216	2 370
Support	<u>265 379</u>	<u>257 939</u>	<u>262 471</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>286 239</u>	<u>278 798</u>	<u>285 773</u>

CULTURE ET COMMUNICATIONS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location de terrains et bâtisses		54
Gains sur dispositions d'immobilisations		825
Location de locaux	1 158	1 117
Divers		<u>2</u>
	<u>1 158</u>	<u>1 997</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	2 205	28
Subventions d'années antérieures	<u>149</u>	<u>74</u>
	<u>2 354</u>	<u>102</u>
Total des revenus divers	<u>3 512</u>	<u>2 099</u>
Total des revenus autonomes	<u>3 513</u>	<u>2 099</u>
Total des revenus	<u>3 513</u>	<u>2 099</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec					
Votés	51 904	50 779	1 125		
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		4 801			
	<u>51 913</u>	<u>55 589</u>	<u>1 125</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État					
Votés	597 357	597 357			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>597 357</u>	<u>597 357</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Charte de la langue française					
Votés	27 340	24 891	66	2 383	
Permanents		100			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>27 340</u>	<u>24 992</u>	<u>66</u>	<u>2 383</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>676 611</u>	<u>677 938</u>	<u>1 190</u>	<u>2 383</u>	<u>-</u>
 Votés	676 601	673 028	1 190	2 383	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		4 901			
Total	<u>676 611</u>	<u>677 938</u>	<u>1 190</u>	<u>2 383</u>	<u>-</u>
 Dépenses	675 282	677 938		2 245	
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations	1 329		1 190	138	
Total	<u>676 611</u>	<u>677 938</u>	<u>1 190</u>	<u>2 383</u>	<u>-</u>

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1		Gestion interne, Centre de conservation du Québec et			
Missions : Éducation et culture		Conseil du patrimoine culturel du Québec			
Service de la dette					
1. Gestion interne et soutien	49 006		1 098	24 215	20 059
Permanents(1)	10				10
Amortissement des immobilisations					
Consommation de frais payés d'avance					
2. Centre de conservation du Québec	2 305		26	1 363	916
Amortissement des immobilisations					
3. Conseil du patrimoine culturel du Québec	593			396	197
Total	51 913	-	1 125	25 974	21 181

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 2

Mission : Éducation et culture

Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État

1. Action culturelle et communications	162 465				
2. Musées nationaux	69 950				
3. Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec	21 427				
4. Société de développement des entreprises culturelles	67 169				
5. Société de télédiffusion du Québec	59 204				
6. Conseil des arts et des lettres du Québec	107 443				
7. Bibliothèque et Archives nationales du Québec	72 996				
8. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	36 703				
Total	597 357	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à développer une vue d'ensemble des activités culturelles et de communications au Québec, à élaborer et gérer les politiques, les orientations et les programmes en matière de culture et de communications. Il vise aussi à assurer les services de soutien à la gestion. Ce programme a également pour but d'assurer la restauration de biens culturels, ainsi que l'expertise et la sensibilisation en cette matière. Enfin, par l'action du Conseil du patrimoine culturel du Québec, ce programme permet de fournir des expertises favorisant la protection et la mise en valeur du patrimoine québécois.

				3 634				
								4 737
								25
								38
-	-	-	3 634	-	-	-	4 801	

Ce programme vise à soutenir les activités suivantes : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises, de même que favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique; il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires.

162 465								
69 950								
21 427								
67 169								
59 204								
107 443								
72 996								
36 703								
-	597 357	-	-	-	-	-	-	

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Éducation et culture					
Charte de la langue française					
1. Coordination de la politique linguistique	1 925			842	229
Amortissement des immobilisations					
2. Office québécois de la langue française	23 886		66	16 558	3 409
Amortissement des immobilisations					
3. Conseil supérieur de la langue française	1 173			677	325
Amortissement des immobilisations					
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française	355				
Total	27 340	-	66	18 077	3 964

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	676 601		1 190	44 050	25 135
Permanents	10				10
Amortissement des immobilisations					
Consommation de frais payés d'avance					
Total	676 611	-	1 190	44 050 ⁽¹⁾	25 144

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 6 102 k\$ à l'égard du traitement de 51 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	= Total
Rémunération	44 050		44 050
Fonctionnement	25 144	4 901	30 045
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	600 209		600 209
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette	3 634		3 634
Total	673 038	4 901	677 938

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect et la promotion du français dans tous les secteurs d'activité. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique.

	821						33	
	2 026						1 827	96
	4						167	3
							355	
-	2 851	-	-	-	-	2 383	100	

	600 209		3 634			2 383	4 875 25
-	600 209	-	3 634	-	-	2 383	4 901

CULTURE ET COMMUNICATIONS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec				
Votés	56 613			
Permanents	10			
	56 622	-	-	
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État				
Votés	588 824			
Permanents				
	588 824	-	-	
Programme 3 - Charte de la langue française				
Votés	27 340			
Permanents				
	27 340	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	672 776			
Permanents	10			
Total	672 786	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(4 709)				51 904
								10
-	-	-		(4 709)		-		51 913
				8 534				597 357
-	-	-		8 534		-		597 357
								27 340
-	-	-		-		-		27 340
				3 825				676 601
-	-	-		3 825		-		10
								676 611

CULTURE ET COMMUNICATIONS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État			
Aide au fonctionnement	41 095		
Aide aux immobilisations	98 699		64
Aide aux initiatives de partenariat	13 443	5 967	
Aide aux projets	4 497	12	
Autres interventions particulières en culture et en communications	4 731	50	
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - fonctionnement	71 992		
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - programmes d'aide	1 004		
Conseil des arts et des lettres du Québec - fonctionnement	6 092		
Conseil des arts et des lettres du Québec - programmes d'aide	101 351		
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	36 703		
Musée d'Art contemporain de Montréal	9 505		
Musée de la Civilisation	27 047		
Musée des beaux-arts de Montréal	15 964		
Musée national des beaux-arts du Québec	17 434		
Société de développement des entreprises culturelles - fonctionnement	7 322		
Société de développement des entreprises culturelles - programmes d'aide	59 847	46 172	
Société de la Place des Arts de Montréal	15 343		
Société de télédiffusion du Québec	59 204		
Société du Grand Théâtre de Québec	6 084		
	597 357	52 201	64
Programme 3 - Charte de la langue française			
Promotion et diffusion de la langue française	1 533		
Réussir ensemble en français	2 550	525	
Autres	17		
	4 100	525	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	601 457	52 726	64

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
	60	41 035			41 095	51 258
980	44 899	49 758		2 998	98 699	96 691
913	5 204	1 360			13 443	5 747
	29	4 457			4 497	7 763
55	6	4 432	186	2	4 731	3 343
				71 992	71 992	72 755
	8	996			1 004	1 004
				6 092	6 092	6 464
		91 307	10 044		101 351	88 075
				36 703	36 703	28 954
				9 505	9 505	9 596
				27 047	27 047	24 345
		15 964			15 964	16 548
				17 434	17 434	16 645
				7 322	7 322	7 821
		12 718	958		59 847	55 606
				15 343	15 343	15 609
				59 204	59 204	61 481
				6 084	6 084	6 163
1 949	50 205	222 026	11 187	259 725	597 357	575 869
3	13	990	51		1 057	1 056
		1 265			1 790	1 882
			4		4	9
3	13	2 255	55	-	2 851	2 947
1 952	50 218	224 281	11 242	259 725	600 209	578 816

CULTURE ET COMMUNICATIONS

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Rémunération	116 009	116 009	121 098
Fonctionnement	72 174	72 174	64 001
Capital	129 914	129 914	122 705
Intérêt	39 459	39 459	41 011
Support	<u>243 901</u>	<u>242 653</u>	<u>230 001</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>601 457</u>	<u>600 209</u>	<u>578 816</u>

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Droits et permis		
Ressources hydrauliques		
Accréditation de laboratoires privés et municipaux	862	822
Régimes des eaux	864	1 510
Sécurité des barrages	973	1 010
	<u>2 700</u>	<u>3 342</u>
Autres		
Droits relatifs à la protection de l'environnement	1 058	1 057
Divers	3	4
	<u>1 061</u>	<u>1 061</u>
Total des droits et permis	<u>3 761</u>	<u>4 403</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formulaire, documentation et information	58	63
Terrains et bâtisses	595	363
Location et concessions	1 037	1 021
Gains sur dispositions d'immobilisations	68	249
Gestion des barrages publics	2 699	1 889
Recouvrements de tiers	183	80
Divers	6	12
	<u>4 647</u>	<u>3 678</u>
Intérêts		
Divers	26	29
	<u>26</u>	<u>29</u>
Amendes et confiscations		
Divers		1
	<u>-</u>	<u>1</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	203	252
Divers	35	14
	<u>238</u>	<u>265</u>
Total des revenus divers	<u>4 912</u>	<u>3 973</u>
Total des revenus autonomes	<u>8 673</u>	<u>8 376</u>
Total des revenus	<u>8 673</u>	<u>8 376</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Protection de l'environnement					
Votés	178 472	132 038	21 550	24 884	
Permanents	123	20	2	101	
Ne nécessitant pas de crédits		11 779			
	<u>178 595</u>	<u>143 837</u>	<u>21 552</u>	<u>24 985</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement					
Votés	5 706	5 604	31	72	
Permanents		19			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>5 706</u>	<u>5 623</u>	<u>31</u>	<u>72</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>184 301</u>	<u>149 460</u>	<u>21 582</u>	<u>25 057</u>	<u>-</u>
Votés	184 178	137 641	21 580	24 956	
Permanents	123	20	2	101	
Ne nécessitant pas de crédits		11 799			
Total	<u>184 301</u>	<u>149 460</u>	<u>21 582</u>	<u>25 057</u>	<u>-</u>
Dépenses	139 455	149 460		1 794	
Prêts, placements, avances et autres	15		14		
Immobilisations	<u>44 832</u>		<u>21 568</u>	<u>23 264</u>	
Total	<u>184 301</u>	<u>149 460</u>	<u>21 582</u>	<u>25 057</u>	<u>-</u>

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		Protection de l'environnement			
1. Politiques environnementales	20 715		6	5 918	297
2. Développement durable, évaluations et suivi de l'environnement	16 533		400	11 045	1 562
3. Analyse et expertise régionales	24 136		3	15 484	1 648
4. Centre de contrôle environnemental du Québec	17 824		35	14 910	1 385
Permanents(1)	4				
5. Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec	7 254		859	5 079	246
6. Centre d'expertise hydrique du Québec	39 119	14	14 124	10 271	2 497
7. Direction	4 642		1	3 800	647
Permanents(2)	20				20
8. Services à la gestion	48 249		6 107	18 825	16 059
Permanents(1)	74		2		
Permanents(3)	25				
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
Total	178 595	14	21 537	85 330	24 361
(1) Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).					
(2) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					
(3) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).					

PROGRAMME 2
Mission : Économie et environnement

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	5 706		31	4 343	1 260
Amortissement des immobilisations					
Total	5 706	-	31	4 343	1 260

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement par l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de programmes ayant comme objectifs la prévention ou la réduction de la contamination de l'eau, de l'atmosphère et du sol, la restauration des sites contaminés, la protection des écosystèmes et des ressources, le développement du réseau d'aires protégées, ainsi que la réalisation d'activités de contrôle et d'analyses environnementales. Ce programme vise aussi à assurer l'exploitation sécuritaire et la pérennité des barrages publics sous l'autorité du Ministère ainsi que la gestion foncière du domaine hydrique de l'État et la sécurité des barrages du Québec.

	13 808				627		60	
	1 807				293		1 426	
	6 587				322		92	
					141		1 354	
							4	
					4		1 066	
	8				152		12 053	
	150				17		26	
	6				144		7 107	
							72	
							25	
								11 809
								(30)
-	22 366	-	-	1 699	-	23 286	11 779	

Ce programme vise à assurer la tenue de séances de consultation et d'information de la population prévues dans le processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement et la tenue d'enquêtes et de consultations sur toute question relative à l'environnement.

							72	
								19
-	-	-	-	-	-	72	19	

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	184 178	14	21 566	89 674	25 601
Permanents	123		2		20
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
Total	184 301	14	21 568	89 674 ⁽¹⁾	25 621

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 12 254 k\$ à l'égard du traitement de 105 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	89 674		89 674
Fonctionnement	25 621	11 829	37 450
Créances douteuses et autres provisions		(30)	(30)
Transfert	22 366		22 366
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	137 661	11 799	149 460

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	22 366				1 699		23 257 101	11 829 (30)
-	22 366	-	-		1 699	-	23 358	11 799

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Protection de l'environnement				
Votés	174 363			
Permanents	35			
	174 397	-	-	
Programme 2 - Bureau d'audiences publiques sur l'environnement				
Votés	5 056			
Permanents				
	5 056	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	179 419			
Permanents	35			
Total	179 454	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
4 684	78			(576)		10		178 472
								123
4 684	78	-		(576)		10		178 595
				650				5 706
-	-	-		650		-		5 706
4 684	78			74		10		184 178
								123
4 684	78	-		74		10		184 301

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Protection de l'environnement			
Assainissement de l'air	5 300		
Institut de la statistique du Québec			
Programme ClimatSol	1 604		
Programme de réhabilitation des terrains contaminés	5 205		
Programme de sensibilisation aux algues bleu-vert	770		
Programme partenaires pour la nature	1 538		
Programmes d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent	291		
Soutien aux conseils régionaux en environnement	1 885		
Soutien aux organismes de bassin versant	5 187		
Autres	946	28	
	<u>22 726</u>	<u>28</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>22 726</u>	<u>28</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
<u>Commissions scolaires et établissements d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> =	<u>Total 2016</u>	<u>Total 2015</u>
	5 300				5 300	3 300
						40
	1 410				1 410	1 696
	5 178				5 178	5 799
		770			770	1 000
		1 516	8		1 524	1 786
		291			291	258
		1 885			1 885	200
		5 187			5 187	5 187
8	121	556		110	822	2 063
8	12 008	10 204	8	110	22 366	21 330
8	12 008	10 204	8	110	22 366	21 330

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Capital	6 468	6 232	7 087
Intérêt	1 693	1 693	1 953
Support	<u>14 565</u>	<u>14 441</u>	<u>12 290</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>22 726</u>	<u>22 366</u>	<u>21 330</u>

ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Droits et permis		
Autres		
Remboursement	1 894	1 737
Visa – Crédit d'impôt pour le design	120	128
Divers	<u>26</u>	<u>28</u>
	<u>2 040</u>	<u>1 894</u>
Total des droits et permis	<u>2 040</u>	<u>1 894</u>
 Revenus divers		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	498	20
Subventions d'années antérieures	<u>1 983</u>	<u>1 342</u>
	<u>2 481</u>	<u>1 361</u>
Total des revenus divers	<u>2 481</u>	<u>1 362</u>
 Total des revenus autonomes	<u>4 521</u>	<u>3 255</u>
 Total des revenus	<u><u>4 521</u></u>	<u><u>3 255</u></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Développement de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations					
Votés	360 036	346 344	777	12 914	
Permanents	20	20			
Ne nécessitant pas de crédits		(7 011)			
	<u>360 056</u>	<u>339 353</u>	<u>777</u>	<u>12 914</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Interventions relatives au Fonds du développement économique					
Votés	231 225	98 408		132 817	
Permanents		(16 874)			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>231 225</u>	<u>81 534</u>	<u>-</u>	<u>132 817</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>591 281</u>	<u>420 887</u>	<u>777</u>	<u>145 731</u>	<u>-</u>
Votés	591 261	444 752	777	145 731	
Permanents	20	20			
Ne nécessitant pas de crédits		(23 884)			
Total	<u>591 281</u>	<u>420 887</u>	<u>777</u>	<u>145 731</u>	<u>-</u>
Dépenses	588 676	420 887		143 904	
Prêts, placements, avances et autres	5		1	4	
Immobilisations	<u>2 600</u>		<u>776</u>	<u>1 824</u>	
Total	<u>591 281</u>	<u>420 887</u>	<u>777</u>	<u>145 731</u>	<u>-</u>

ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS (*)

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		Développement de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations			
1. Direction et services à la gestion	31 773	1	776	14 142	13 564
Permanents(1)	20				20
Amortissement des immobilisations					
2. Politiques économiques et aide à l'entrepreneuriat	31 794			6 070	2 452
3. Développement des secteurs industriels stratégiques, des projets économiques majeurs et des sociétés d'État	51 329			7 918	5 015
4. Commerce extérieur et exportations	22 642	1		4 571	2 797
5. Services aux entreprises et affaires territoriales	42 849			14 348	1 639
Variation à la baisse de provisions					
6. Soutien à l'innovation	165 795			6 720	425
7. Centre de recherche industrielle du Québec	13 752				
8. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de développement économique local et régional	100				
Total	360 055	1	776	53 770	25 912

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
692					571		2 028	
								1 054
21 672					1 419		181	
33 493					1 569		3 334	
12 853					1 524		897	
25 697					86		1 079	
								(8 065)
158 523					29		98	
13 752								
							100	
-	266 682	-	-		5 199	-	7 716	(7 011)

ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS (*)

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2		Interventions relatives au Fonds du développement économique			
Mission : Économie et environnement					
1. Mandats gouvernementaux et autres programmes	124 595				
Variation à la baisse de provisions					
2. Programme ESSOR	91 250				
3. Programme Créativité Québec	15 280				
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'interventions de développement économique	100				
Total	231 225	-	-	-	-

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	591 261	1	776	53 770	25 892
Permanents	20				20
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
Total	591 281	1	776	53 770 ⁽¹⁾	25 912

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 8 189 k\$ à l'égard du traitement de 68 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	= Total
Rémunération	53 770		53 770
Fonctionnement	25 912	1 054	26 966
Créances douteuses et autres provisions	38 318	(24 938)	13 379
Transfert	266 682		266 682
Affectation à un fonds spécial	60 090		60 090
Service de la dette			
Total	444 772	(23 884)	420 887

(*) Depuis le 28 janvier 2016, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 31-2016, le ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations est désigné sous le nom de ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme est affecté à l'administration et au versement de toute aide financière prévue par un programme élaboré ou désigné par le gouvernement et de toute aide financière accordée par Investissement Québec dans l'exécution d'un mandat que le gouvernement lui confie. Le Fonds a été institué au sein du Ministère et son administration a été confiée à Investissement Québec.

		36 065					88 530	
								(16 874)
36 681		24 025			2 500		28 044	
1 637					3 000		10 643	
							100	
38 318	-	60 090	-		5 500	-	127 317	(16 874)
38 318	266 682	60 090			10 699		135 033	
								1 054
								(24 938)
38 318	266 682	60 090	-		10 699	-	135 033	(23 884)

ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Développement de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations				
Votés	356 741			
Permanents	19			
	356 760	-	-	
Programme 2 - Interventions relatives au Fonds du développement économique				
Votés	234 495			
Permanents				
	234 495	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	591 236			
Permanents	19			
Total	591 255	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				3 295				360 035
						1		20
-	-	-		3 295		1		360 055
				(3 270)				231 225
-	-	-		(3 270)		-		231 225
				25				591 261
						1		20
-	-	-		25		1		591 281

ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Développement de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations			
Appui à l'innovation	2 649	2 630	
Appui au développement des secteurs stratégiques et des créneaux d'excellence	16 505	890	
Appui au redressement et à la rétention d'entreprises stratégiques et aux territoires en difficulté	4 849	4 236	
Centre de recherche industrielle du Québec	13 752		
Économie sociale	5 159	375	
Exportation	15 088	7 170	
Fonds de partenariat pour un Québec innovant et en santé	15 000		1 107
Infrastructures de recherche et d'innovation	70 000		2 013
Infrastructures en entrepreneuriat collectif	2 196	75	
Projets mobilisateurs : Avion écologique, Autobus électrique, Écolo TIC et autres	17 533		
Soutien à l'entrepreneuriat et aide aux initiatives régionales	20 146	3 077	
Soutien à l'innovation	88 411	8 523	242
Autres	5 298	857	
	<u>276 587</u>	<u>27 833</u>	<u>3 362</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>276 587</u>	<u>27 833</u>	<u>3 362</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
					2 630	8 405
434	154	14 305			15 782	16 875
		394			4 630	5 893
				13 752	13 752	14 339
	150	4 534			5 059	1 560
8		5 675			12 853	7 471
5 965		7 928			15 000	18 137
46 609	1 500	17 379		2 499	70 000	74 021
		831			905	653
		13 283			13 283	37 333
31	1 023	15 937			20 069	20 028
22 453	45	55 779	211	1 157	88 411	79 984
44	12	3 395			4 308	8 306
75 544	2 884	139 440	211	17 409	266 682	293 005
75 544	2 884	139 440	211	17 409	266 682	293 005

ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Rémunération	7 924	7 924	8 511
Fonctionnement	5 828	5 828	5 828
Capital	64 711	64 709	65 818
Intérêt	6 216	6 145	6 999
Support	<u>191 908</u>	<u>182 076</u>	<u>205 849</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>276 587</u>	<u>266 682</u>	<u>293 005</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Support	<u>90 600</u>	<u>60 090</u>	<u>36 227</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>90 600</u>	<u>60 090</u>	<u>36 227</u>

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Droits et permis		
Autres		
Divers	2	2
Total des droits et permis	2	2
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Recouvrements de tiers	6 069	6 473
Divers	4	8
	6 073	6 481
Intérêts		
Prêts aux étudiants	13 890	14 205
	13 890	14 205
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 084	985
Subventions d'années antérieures	1 947	281
Dépenses sous forme d'indemnités	80	8 529
Bourses d'études	8 729	12 231
	11 840	22 026
Total des revenus divers	31 804	42 711
Total des revenus autonomes	31 806	42 713
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Enseignement aux enfants indiens	140 015	133 907
Total des transferts du gouvernement fédéral	140 015	133 907
Total des revenus	171 821	176 619

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES
Année financière terminée le 31 mars 2016

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Administration					
Votés	163 963	138 129	5 171	20 663	
Permanents	13	13			
Ne nécessitant pas de crédits		6 248			
	<u>163 976</u>	<u>144 391</u>	<u>5 171</u>	<u>20 663</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Organismes relevant du ministre					
Votés	32 781	31 875	20	887	
Permanents		13			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>32 781</u>	<u>31 887</u>	<u>20</u>	<u>887</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Aide financière aux études					
Votés	835 805	693 974	74 482	67 349	
Permanents	20 138	20 138			
Ne nécessitant pas de crédits		(8 959)			
	<u>855 943</u>	<u>705 154</u>	<u>74 482</u>	<u>67 349</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire					
Votés	9 302 929	9 122 082		180 846	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>9 302 929</u>	<u>9 122 082</u>	<u>-</u>	<u>180 846</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Enseignement supérieur					
Votés	5 317 575	5 291 008		26 567	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>5 317 575</u>	<u>5 291 008</u>	<u>-</u>	<u>26 567</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Développement du loisir et du sport					
Votés	72 531	71 961		570	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>72 531</u>	<u>71 961</u>	<u>-</u>	<u>570</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 7					
Organismes dédiés à la recherche					
Votés	174 363	174 363			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>174 363</u>	<u>174 363</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 8					
Régimes de retraite					
Votés					
Permanents	1 264 739	1 236 355		28 385	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>1 264 739</u>	<u>1 236 355</u>	<u>-</u>	<u>28 385</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>17 184 837</u>	<u>16 777 201</u>	<u>79 672</u>	<u>325 266</u>	<u>-</u>
Votés	15 899 946	15 523 392	79 672	296 882	
Permanents	1 284 891	1 256 506		28 385	
Ne nécessitant pas de crédits		(2 698)			
Total	<u>17 184 837</u>	<u>16 777 201</u>	<u>79 672</u>	<u>325 266</u>	<u>-</u>
Dépenses	17 039 422	16 777 201		259 524	
Prêts, placements, avances et autres	138 600		74 482	64 118	
Immobilisations	<u>6 815</u>		<u>5 190</u>	<u>1 625</u>	
Total	<u>17 184 837</u>	<u>16 777 201</u>	<u>79 672</u>	<u>325 266</u>	<u>-</u>

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE (*)

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 (a) Mission : Éducation et culture		Administration			
1. Direction	9 052			5 216	318
Permanents(1)	13				13
2. Administration	62 005		5 171	24 766	27 913
Amortissement des immobilisations					
3. Développement pédagogique et soutien aux élèves	23 171			10 547	9 806
4. Soutien aux réseaux	12 012			8 978	682
5. Services aux anglophones, aux autochtones et aux communautés culturelles	3 746			2 946	203
6. Politiques et orientations	11 955			5 340	4 400
7. Loisirs et sports	4 774			2 741	940
8. Enseignement supérieur	13 743			9 893	1 043
9. Aide financière aux études	20 930			12 198	1 187
10. Soutien à l'enseignement supérieur	2 573			1 783	19
Total	163 976	-	5 171	84 407	46 523

(a) Le 28 janvier 2016, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 31-2016, la responsabilité des éléments 1 et 2 de ce programme a été confiée en partie à la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation. Toutefois, ces éléments du programme 1 continuent d'être présentés dans le portefeuille auquel les crédits de 2015-2016 ont été autorisés.

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
							3 079	
					1 000		3 155	6 248
							2 819	
							2 352	
							597	
2 167							48	
97							997	
							2 807	
4 509							3 036	
							772	
-	7 212	-	-		1 000	-	19 663	6 248

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE (*)

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
Organismes relevant du ministre					
PROGRAMME 2 (a) Mission : Éducation et culture					
1. Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	25 878				
2. Institut national des mines	970				
3. Conseil supérieur de l'éducation Amortissement des immobilisations	2 445		14	1 846	336
4. Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études	165			84	23
5. Commission d'évaluation de l'enseignement collégial Amortissement des immobilisations	2 386		6	1 767	362
6. Commission de l'éthique en science et technologie	803			515	79
7. Commission consultative de l'enseignement privé	133				13
Total	32 781	-	20	4 213	813

(a) Le 28 janvier 2016, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 31-2016, la responsabilité de l'élément 6 de ce programme a été confiée à la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation. Toutefois, cet élément du programme 2 continue d'être présenté dans le portefeuille auquel les crédits de 2015-2016 ont été autorisés.

PROGRAMME 3
Mission : Éducation et culture

Aide financière aux études

1. Bourses consécutives aux prêts	635 299				
2. Intérêts et remboursement aux banques	185 459	74 482			
Permanents(1)	20 138				
Variation à la baisse de provisions					
3. Autres bourses	15 046				
Total	855 943	74 482	-	-	-

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à offrir des activités de formation professionnelle, technique et universitaire dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. Il a également pour objectifs de réaliser des activités de coordination des différents acteurs du secteur minier, d'estimer les besoins de formation et d'accroître la diversification de l'offre de formation dans le secteur des mines. De plus, il soutient le fonctionnement des organismes de consultation relevant du ministre.

	25 878							
	970						249	4
							57	
							251	
								9
							209	
							120	
-	26 848	-	-	-	-	887		13

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études secondaires en formation professionnelle et aux études postsecondaires à temps plein ou à temps partiel. Il fournit un soutien financier aux personnes dont les ressources financières sont jugées insuffisantes.

	635 299							
	44 239					66 739		
20 138								(8 959)
	14 436					610		
20 138	693 974	-	-	-	-	67 349		(8 959)

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE (*)

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMMES Éléments					
PROGRAMME 4 Mission : Éducation et culture		Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
1.	Commissions scolaires	7 306 629			
2.	Commissions scolaires à statut particulier	289 003			
3.	Service de la dette des commissions scolaires	827 381			
4.	Enseignement privé	469 072			
5.	Soutien à des partenaires en éducation	41 243			
6.	Aide au transport scolaire	339 542			
7.	Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	30 058			
Total		9 302 929	-	-	-
PROGRAMME 5 Mission : Éducation et culture		Enseignement supérieur			
1.	Cégeps	1 773 174			
2.	Universités	2 795 394			
3.	Enseignement privé au collégial	114 094			
4.	Service de la dette des cégeps	238 794			
5.	Service de la dette des universités	369 475			
6.	Soutien à des partenaires en éducation	1 383			
7.	Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	25 260			
Total		5 317 575	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves, jeunes et adultes, les services d'enseignement en fournissant aux commissions scolaires, aux établissements privés subventionnés et à divers organismes les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut également les subventions pour le transport scolaire.

	7 273 318						33 311	
	289 003							
	723 905						103 476	
	469 072							
	40 895						349	
	325 889			2 200			11 453	
							30 058	
-	9 122 082	-	-	2 200	-	178 646	-	

Ce programme vise à rendre accessibles les services d'enseignement aux étudiantes et aux étudiants des collèges et des universités, en fournissant aux établissements les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.

	1 773 174							
	2 769 093	25 000		1 302				
	114 094							
	238 794							
	369 475							
	1 377						6	
							25 260	
-	5 266 008	25 000	-	1 302	-	25 266	-	

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE (*)

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 6					
Mission : Éducation et culture					
Développement du loisir et du sport					
1. Développement du loisir et du sport	72 531				
Total	72 531	-	-	-	-
PROGRAMME 7 (a)					
Mission : Économie et environnement					
Organismes dédiés à la recherche					
1. Fonds de recherche du Québec - Santé	77 603				
2. Fonds de recherche du Québec - Société et culture	47 417				
3. Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	49 343				
Total	174 363	-	-	-	-
(a) Le 28 janvier 2016, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 31-2016, la responsabilité de ce programme a été confiée à la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation. Toutefois, ce programme continue d'être présenté dans le portefeuille auquel les crédits de 2015-2016 ont été autorisés.					
PROGRAMME 8					
Mission : Éducation et culture					
Régimes de retraite					
1. Régime de retraite des enseignants Permanents(1)	180 325				
2. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents(2)	911 186				
3. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents(3)	173 228				
Total	1 264 739	-	-	-	-
(1) Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11).					
(2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).					
(3) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.

	71 961					570	
-	71 961	-	-	-	-	570	-

Ce programme vise principalement le financement des fonds subventionnaires, dont la mission est de promouvoir et d'appuyer le financement de la recherche, la formation de chercheurs et la diffusion de la connaissance.

	77 603						
	47 417						
	49 343						
-	174 363	-	-	-	-	-	-

Ce programme regroupe le régime de retraite des enseignants, le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et le régime de retraite du personnel d'encadrement applicables au personnel des réseaux.

	151 940					28 385	
	911 186						
	173 228						
-	1 236 355	-	-	-	-	28 385	-

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE (*)

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	15 899 946	74 482	5 190	88 620	47 323
Permanents	1 284 891				13
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
Total	17 184 837	74 482	5 190	88 620 ⁽¹⁾	47 336

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 12 317 k\$ à l'égard du traitement de 96 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	88 620		88 620
Fonctionnement	47 336	6 261	53 597
Créances douteuses et autres provisions	20 138	(8 959)	11 179
Transfert	16 598 804		16 598 804
Affectation à un fonds spécial	25 000		25 000
Service de la dette			
Total	16 779 899	(2 698)	16 777 201

(*) Depuis le 28 janvier 2016, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 28-2016, le ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche est désigné sous le nom de ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	15 362 449	25 000			4 502		292 380	
20 138	1 236 355						28 385	
								6 261 (8 959)
20 138	16 598 804	25 000	-		4 502	-	320 765	(2 698)

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES		CRÉDITS INITIAUX			+
		Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
			Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Administration					
Votés		166 340			
Permanents		10			
		166 349	-	-	
Programme 2 - Organismes relevant du ministre					
Votés		32 781			
Permanents					
		32 781	-	-	
Programme 3 - Aide financière aux études					
Votés		838 205			
Permanents		6 000			
		844 205	-	-	
Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire					
Votés		9 257 969			
Permanents					
		9 257 969	-	-	
Programme 5 - Enseignement supérieur					
Votés		5 282 275			
Permanents					
		5 282 275	-	-	
Programme 6 - Développement du loisir et du sport					
Votés		69 756			
Permanents					
		69 756	-	-	
Programme 7 - Organismes dédiés à la recherche					
Votés		174 363			
Permanents					
		174 363	-	-	
Programme 8 - Régimes de retraite					
Votés					
Permanents		1 238 040			
		1 238 040	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés		15 821 688			
Permanents		1 244 049			
Total		17 065 738	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(2 377)				163 963
						4		13
-	-	-		(2 377)		4		163 976
								32 781
-	-	-		-		-		32 781
				(2 400)				835 805
						14 138		20 138
-	-	-		(2 400)		14 138		855 943
				44 960				9 302 929
-	-	-		44 960		-		9 302 929
				35 300				5 317 575
-	-	-		35 300		-		5 317 575
				2 775				72 531
-	-	-		2 775		-		72 531
								174 363
-	-	-		-		-		174 363
						26 699		1 264 739
-	-	-		-		26 699		1 264 739
				78 258				15 899 946
-	-	-				40 841		1 284 891
				78 258		40 841		17 184 837

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Administration			
Affaires internationales et canadiennes	2 204		
Autres	5 222		
	<u>7 426</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 2 - Organismes relevant du ministre			
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	25 878		
Institut national des mines	970		
	<u>26 848</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 3 - Aide financière aux études			
Bourses consécutives aux prêts	635 299		
Intérêts et remboursements aux banques	46 864		
Autres	15 046		
	<u>697 210</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
Comités patronaux de négociation	8 044		
Fonctionnement			
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	7 587 588		
Enseignement privé	469 072		
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	30 058		
Programme d'action communautaire	19 317		
Service de la dette des commissions scolaires	827 381		
Transport scolaire	339 542		
Autres	21 927		
	<u>9 302 929</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 5 - Enseignement supérieur			
Fonctionnement			
Cégeps	1 773 174		
Enseignement privé au collégial	114 094		
Universités	2 770 394		
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	25 260		
Service de la dette			
Service de la dette des cégeps	238 794		
Service de la dette des universités	369 475		
Autres	1 383		
	<u>5 292 575</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
938		1 140	89		2 167	1 790
3 058	15	1 973			5 046	2 427
3 996	15	3 113	89	-	7 212	4 216
				25 878	25 878	25 710
				970	970	970
-	-	-	-	26 848	26 848	26 680
			635 299		635 299	583 452
			44 239		44 239	47 896
			14 436		14 436	19 167
-	-	-	693 974	-	693 974	650 515
		8 000			8 000	8 044
7 554 321					7 554 321	7 608 251
469 072					469 072	469 294
		19 317			19 317	18 302
723 905					723 905	714 178
325 889					325 889	342 600
		18 358		3 220	21 578	16 189
9 073 188	-	45 675	-	3 220	9 122 082	9 176 858
1 769 824		3 350			1 773 174	1 750 429
114 094					114 094	114 740
2 769 093					2 769 093	2 804 045
20 305					20 305	28 943
218 490					218 490	209 874
369 475					369 475	357 113
373		1 004			1 377	569
5 261 654	-	4 354	-	-	5 266 008	5 265 712

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 6 - Développement du loisir et du sport			
Équipe Québec	5 000		
Kino-Québec	1 575		
Promotion du loisir	15 314	1	
Promotion du sport	26 889		
Soutien aux organismes multidisciplinaires	23 521		
Autres	233		
	<u>72 531</u>	<u>1</u>	<u>-</u>
Programme 7 - Organismes dédiés à la recherche			
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	49 343		
Fonds de recherche du Québec - Santé	77 603		29 128
Fonds de recherche du Québec - Société et Culture	47 417		
	<u>174 363</u>	<u>-</u>	<u>29 128</u>
Programme 8 - Régimes de retraite			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	911 186		
Régime de retraite des enseignants	180 325		
Régime de retraite du personnel d'encadrement	173 228		
	<u>1 264 739</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>16 838 621</u>	<u>1</u>	<u>29 128</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
			4 474		4 474	5 011
		1 575			1 575	1 575
	322	14 965			15 288	15 263
		26 889			26 889	22 733
		23 504			23 504	23 809
		233			233	153
-	322	67 165	4 474	-	71 961	68 544
32 046			13 763	3 534	49 343	49 286
21 838			21 838	4 800	77 603	76 939
30 687			12 959	3 771	47 417	47 552
84 570	-	-	48 560	12 105	174 363	173 777
911 186					911 186	904 152
151 940					151 940	153 145
173 228					173 228	174 676
1 236 355	-	-	-	-	1 236 355	1 231 973
15 659 761	337	120 307	747 097	42 173	16 598 804	16 598 275

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Rémunération	12 978 146	12 738 329	12 704 998
Fonctionnement	1 473 181	1 473 181	1 579 388
Capital	995 629	995 629	953 733
Intérêt	386 939	386 939	410 995
Support	1 004 726	1 004 726	949 161
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>16 838 621</u>	<u>16 598 804</u>	<u>16 598 275</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Support	25 000	25 000	22 000
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>25 000</u>	<u>25 000</u>	<u>22 000</u>

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Droits et permis		
Ressources minières		
Claim		6 268
Exploitation par baux		1 745
Renseignements généraux		75
Exploitation – Sable, gravier et autres		2 588
Exploitation minière	(1)	79 440
Divers		15
	<u>-</u>	<u>90 131</u>
Ressources hydrauliques		
Énergie électrique produite	988	
Régimes des eaux	<u>1 559</u>	<u>1 270</u>
	<u>2 547</u>	<u>1 270</u>
Autres		
Études de dossiers	33	123
Divers		(45)
	<u>33</u>	<u>78</u>
Total des droits et permis	<u>2 580</u>	<u>91 478</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	40	84
Terres de l'État	2 105	2 243
Location de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	253	782
Frais de vente et de location de terrains	621	596
Location et concessions	19 423	18 099
Frais d'administration		109
Frais d'inscription aux tirages au sort	79	170
Gains sur dispositions d'immobilisations	17	202
Dossier éolien – Tarif annuel d'une réserve de superficie	313	242
Divers	<u>27</u>	<u>26</u>
	<u>22 878</u>	<u>22 554</u>
Intérêts		
Autres revenus	943	46
Droits sur les profits d'exploitation minière		2 940
Paiement de redevances hydrauliques	<u>906</u>	
	<u>1 849</u>	<u>2 986</u>
Amendes et confiscations		
Divers	<u>1</u>	<u>42</u>
	<u>1</u>	<u>42</u>

(1) La diminution des revenus de 2016 comparativement à ceux de 2015 s'explique par le transfert des revenus de l'impôt minier au Fonds des générations depuis le 1er avril 2015 en vertu de l'article 4.2 de la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations (RLRQ, chapitre R-2.2.0.1).

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES**REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Revenus divers (suite)		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	<u>299</u>	<u>563</u>
	<u>299</u>	<u>563</u>
Total des revenus divers	<u>25 028</u>	<u>26 146</u>
Total des revenus autonomes	<u>27 607</u>	<u>117 624</u>
Total des revenus	<u>27 607</u>	<u>117 624</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Gestion des ressources naturelles					
Votés	78 547	66 072	1 952	10 523	
Permanents	80	80			
Ne nécessitant pas de crédits		3 760			
	<u>78 628</u>	<u>69 912</u>	<u>1 952</u>	<u>10 523</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>78 628</u>	<u>69 912</u>	<u>1 952</u>	<u>10 523</u>	<u>-</u>
Votés	78 547	66 072	1 952	10 523	
Permanents	80	80			
Ne nécessitant pas de crédits		3 760			
Total	<u>78 628</u>	<u>69 912</u>	<u>1 952</u>	<u>10 523</u>	<u>-</u>
Dépenses	70 356	69 912		4 204	
Prêts, placements, avances et autres	100		1	100	
Immobilisations	<u>8 171</u>		<u>1 951</u>	<u>6 220</u>	
Total	<u>78 628</u>	<u>69 912</u>	<u>1 952</u>	<u>10 523</u>	<u>-</u>

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1					
Mission : Économie et environnement					
Gestion des ressources naturelles					
1. Ressources énergétiques	12 352			3 787	541
Permanents(1)	52				
Amortissement des immobilisations					
2. Ressources minérales	12 475		219	7 044	2 220
Amortissement des immobilisations					
3. Direction du Ministère et services partagés	39 664	1	1 511	23 729	6 831
Permanents(2)	19				19
Amortissement des immobilisations					
4. Territoire	14 056		222	8 464	4 181
Permanents(1)	9				
Amortissement des immobilisations					
Total	78 628	1	1 951	43 024	13 793

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	78 547	1	1 951	43 024	13 774
Permanents	80				19
Amortissement des immobilisations					
Total	78 628	1	1 951	43 024 ⁽¹⁾	13 793

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 6 201 k\$ à l'égard du traitement de 50 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	43 024		43 024
Fonctionnement	13 793	3 760	17 553
Créances douteuses et autres provisions	61		61
Transfert	4 378		4 378
Affectation à un fonds spécial	4 896		4 896
Service de la dette			
Total	66 153	3 760	69 912

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer le développement, la connaissance et la mise en valeur du territoire public ainsi que des ressources énergétiques et minières dans une perspective de développement durable. Il vise également à offrir les services administratifs dans les domaines de la gestion des ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières au ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs depuis sa création le 24 avril 2014.

52	3 630	3 328		307		759	
							3
		1 568		500		923	923
	173			1 315		6 105	
							2 695
	575					615	
9							139
61	4 378	4 896	-	2 122	-	8 401	3 760

61	4 378	4 896		2 122		8 401	
							3 760
61	4 378	4 896	-	2 122	-	8 401	3 760

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 - Gestion des ressources naturelles				
Votés	78 529			
Permanents	<u>19</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>78 548</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	78 529			
Permanents	<u>19</u>	<u></u>	<u></u>	
Total	<u>78 548</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
19						61		78 547
								80
19	-	-		-		61		78 628

19						61		78 547
								80
19	-	-		-		61		78 628

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Gestion des ressources naturelles			
Aide aux bioénergies			
Enfouissement des fils électriques	2 537		
Autres	2 438		
	4 975	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	4 975	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
						1 900
	2 230				2 230	2 226
6	577	1 538	2	25	2 148	1 545
6	2 806	1 538	2	25	4 378	5 672
6	2 806	1 538	2	25	4 378	5 672

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2016	2015
Capital	1 966	1 748	1 616
Intérêt	564	482	610
Support	2 445	2 148	3 445
TOTAL DU PORTEFEUILLE	4 975	4 378	5 672

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2016	2015
Rémunération	2 081	2 081	1 296
Fonctionnement	1 800	1 800	1 083
Capital	37	37	
Intérêt	978	978	983
TOTAL DU PORTEFEUILLE	4 896	4 896	3 363

FAMILLE
REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Droits et permis		
Autres		
Études de dossiers		163
Émission de permis pour les services de garde	263	
Renouvellement de permis pour les services de garde	86	
Honoraires – Dossiers publics	14 558	13 296
Divers	<u>47</u>	<u>39</u>
Total des droits et permis	<u>14 954</u>	<u>13 498</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	<u>1</u>	<u>1</u>
	1	1
Intérêts		
Avances aux comptes sous administration	<u>79</u>	<u>43</u>
	79	43
Amendes et confiscations		
Pénalités	<u>223</u>	<u>18</u>
	223	18
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	37	1 026
Subventions d'années antérieures	<u>2 119</u>	<u>2 142</u>
	2 156	3 168
Total des revenus divers	<u>2 459</u>	<u>3 229</u>
Total des revenus autonomes	<u>17 412</u>	<u>16 728</u>
Total des revenus	<u>17 412</u>	<u>16 728</u>

FAMILLE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Planification, recherche et administration					
Votés	51 988	48 736	3 250	2	
Permanents	58	58			
Ne nécessitant pas de crédits		4 425			
	<u>52 047</u>	<u>53 220</u>	<u>3 250</u>	<u>2</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Mesures d'aide à la famille					
Votés	2 429 820	2 429 820			
Permanents	212	175		37	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>2 430 032</u>	<u>2 429 995</u>	<u>-</u>	<u>37</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Condition des aînés					
Votés	22 151	20 562		1 590	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>22 151</u>	<u>20 562</u>	<u>-</u>	<u>1 590</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Curateur public					
Votés	51 964	40 256	7 039	4 669	
Permanents	14 600	14 527		73	
Ne nécessitant pas de crédits		7 140			
	<u>66 564</u>	<u>61 923</u>	<u>7 039</u>	<u>4 742</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>2 570 794</u>	<u>2 565 700</u>	<u>10 290</u>	<u>6 370</u>	<u>-</u>
Votés	2 555 924	2 539 374	10 290	6 260	
Permanents	14 870	14 761		110	
Ne nécessitant pas de crédits		11 565			
Total	<u>2 570 794</u>	<u>2 565 700</u>	<u>10 290</u>	<u>6 370</u>	<u>-</u>
Dépenses	2 555 944	2 565 700		1 809	
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations	<u>14 850</u>		<u>10 290</u>	<u>4 561</u>	
Total	<u>2 570 794</u>	<u>2 565 700</u>	<u>10 290</u>	<u>6 370</u>	<u>-</u>

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1		Planification, recherche et administration			
Mission : Soutien aux personnes et aux familles					
1. Planification, recherche et administration	51 988		3 250	32 441	12 928
Permanents(1)	11				11
Permanents(2)	47				
Amortissement des immobilisations					
Total	52 047	-	3 250	32 441	12 939
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					
(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).					

PROGRAMME 2		Mesures d'aide à la famille			
Mission : Soutien aux personnes et aux familles					
1. Gestion des services à la famille	13 412				643
2. Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde	2 217 710				
Permanents(1)	100				
3. Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance	33 342				
4. Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	83 745				
5. Soutien aux enfants	29 310				
Permanents(1)	112				
6. Organismes communautaires	18 562				
7. Régime d'assurance collective et de congés de maternité	33 738				
Total	2 430 032	-	-	-	643
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périms (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la réalisation de recherches ainsi que l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement et au mieux-être des familles, des enfants et des aînés, en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux. De plus, ce programme vise à planifier, à diriger et à coordonner les activités administratives essentielles à la gestion des programmes du Ministère.

		3 367					2	
47								4 425
<u>47</u>	<u>3 367</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>2</u>	<u>4 425</u>	

Ce programme permet de favoriser l'accès à des services de garde éducatifs à l'enfance de qualité. Il a comme objectif le financement du fonctionnement des services de garde éducatifs à l'enfance ainsi que celui des infrastructures des centres de la petite enfance (CPE), du régime de retraite et du régime d'assurance collective à l'intention du personnel des CPE, des bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familiale et des garderies subventionnées. De plus, ce programme accorde à des organismes communautaires oeuvrant auprès des familles le financement en lien avec leur mission globale ainsi que le financement des services de haltes-garderies communautaires. Il assure également le soutien aux municipalités et aux municipalités régionales de comté qui désirent mettre en place des politiques familiales municipales. Enfin, il finance l'administration du programme de Soutien aux enfants offert sous forme d'un crédit d'impôt remboursable.

		12 769						
			2 217 710					
63							37	
			33 342					
			83 745					
	29 310							
112								
	18 562							
		33 738						
<u>175</u>	<u>60 642</u>	<u>2 368 536</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>37</u>	<u>-</u>	

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements	Dépenses nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3					
Mission : Soutien aux personnes et aux familles					
Condition des aînés					
1. Secrétariat aux aînés	22 151				1 894
Total	22 151	-	-	-	1 894

PROGRAMME 4					
Mission : Soutien aux personnes et aux familles					
Curateur public					
1. Curateur public	51 964		7 039	30 254	10 001
Permanents(1)	100				
Permanents(2)	14 500			13 429	1 071
Amortissement des immobilisations					
Total	66 564	-	7 039	43 683	11 072
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).					
(2) Loi sur le Curateur public (RLRQ, chapitre C-81).					

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	2 555 924		10 290	62 695	25 466
Permanents	14 870			13 429	1 082
Amortissement des immobilisations					
Total	2 570 794	-	10 290	76 125⁽¹⁾	26 548

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 6 833 k\$ à l'égard du traitement de 58 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	76 125		76 125
Fonctionnement	26 548	11 565	38 114
Créances douteuses et autres provisions	250		250
Transfert	82 677		82 677
Affectation à un fonds spécial	2 368 536		2 368 536
Service de la dette			
Total	2 554 135	11 565	2 565 700

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme a pour objectif de favoriser le vieillissement actif de la société québécoise. Il vise à planifier, conseiller, concerter et soutenir des politiques ou mesures propices à combattre les préjugés, à favoriser la participation, la santé et la sécurité des aînés, et ce, dans une perspective d'équité intergénérationnelle et de respect de la diversité.

	18 668					1 590	
-	18 668	-	-	-	-	1 590	-

Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés inaptes.

						4 669	
27						73	
							7 140
27	-	-	-	-	-	4 742	7 140

	82 677	2 368 536				6 260	
250						110	
							11 565
250	82 677	2 368 536	-	-	-	6 370	11 565

FAMILLE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Planification, recherche et administration				
Votés	56 346			
Permanents	10			
	56 356	-	-	
Programme 2 - Mesures d'aide à la famille				
Votés	2 161 154		230 900	
Permanents	100			
	2 161 254	-	230 900	
Programme 3 - Condition des aînés				
Votés	24 646			
Permanents				
	24 646	-	-	
Programme 4 - Curateur public				
Votés	51 964			
Permanents	100			
	52 064	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	2 294 110		230 900	
Permanents	210			
Total	2 294 319	-	230 900	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(4 358)				51 988
						49		58
-	-	-		(4 358)		49		52 047
				37 767				2 429 820
						112		212
-	-	-		37 767		112		2 430 032
				(2 495)				22 151
-	-	-		(2 495)		-		22 151
		14 500						51 964
-	-	14 500		-		-		14 600
								66 564
				30 914				2 555 924
		14 500				161		14 870
-	-	14 500		30 914		161		2 570 794

FAMILLE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Planification, recherche et administration			
Plan d'action égalité - Conciliation travail famille	958		
Autres	2 409	1	17
	3 367	1	17
Programme 2 - Mesures d'aide à la famille			
Administration du soutien aux enfants par la Régie des rentes du Québec	29 303		
Allocation familiale et allocation pour enfant handicapé	7		
Amélioration de la qualité des services de garde			
Autres mesures pour les employés syndiqués des centres de la petite enfance	4 570		
Autres mesures pour les responsables d'un service de garde en milieu familial	3 042		
Haltes-garderies	3 852		
Organismes communautaires - famille	18 562		
Autres	1 306	314	
	60 642	314	-
Programme 3 - Condition des aînés			
Lutte contre la maltraitance envers les aînés	1 170		
Politique Vieillir chez soi	18 029	358	186
Autres	120	4	
	19 319	362	186
TOTAL DU PORTEFEUILLE	83 328	677	203

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
308		651			958	2 117
58	124	2 189		20	2 409	287
366	124	2 840	-	20	3 367	2 404
				29 303	29 303	30 423
			7		7	10
		4 570			4 570	797
		2 145	897		3 042	4 615
		3 852			3 852	2 128
		18 562			18 562	3 849
	855	137			1 306	19 250
						1 551
-	855	29 266	904	29 303	60 642	62 625
220	100	714			1 034	994
615	4 475	11 880			17 514	13 589
1	2	113			120	62
836	4 577	12 707	-	-	18 668	14 646
1 202	5 556	44 812	904	29 323	82 677	79 675

FAMILLE**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Fonctionnement	29 323	29 323	30 448
Support	<u>54 005</u>	<u>53 354</u>	<u>49 227</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>83 328</u>	<u>82 677</u>	<u>79 675</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Capital	22 668	22 668	21 687
Intérêt	10 838	10 838	10 774
Support	<u>2 335 029</u>	<u>2 335 029</u>	<u>2 377 401</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>2 368 536</u>	<u>2 368 536</u>	<u>2 409 861</u>

FINANCES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Cotisations pour les services de santé		
Cotisations des employeurs – Fonds des services de santé	6 792 962	6 632 264
Cotisations des particuliers – Fonds des services de santé	<u>260 421</u>	<u>245 360</u>
Total de l'impôt sur le revenu et les biens	<u>7 053 383</u>	<u>6 877 624</u>
 Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Garantie de prêts – Sociétés d'état	218 360	204 697
Honoraires sur garantie gouvernementale	10 304	14 350
Divers	<u>1</u>	<u></u>
	<u>228 664</u>	<u>219 047</u>
Intérêts		
Comptes de banque	261	1 443
Prêts		240
Dividendes	<u>6 677</u>	<u>6 677</u>
	<u>6 938</u>	<u>8 360</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	227	6 442
Produits de la criminalité	<u>4 766</u>	<u>3 666</u>
	<u>4 993</u>	<u>10 108</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	<u>16 421</u>	<u>19 708</u>
	<u>16 421</u>	<u>19 708</u>
Total des revenus divers	<u>257 016</u>	<u>257 222</u>

FINANCES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement		
Hydro-Québec	2 262 000	2 464 000
Loto-Québec	1 201 994 ⁽¹⁾	1 025 556
Société des alcools du Québec	1 066 961 ⁽²⁾	1 033 690
Total des revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	4 530 955	4 523 246
Total des revenus autonomes	11 841 354	11 658 092
Transferts du gouvernement fédéral		
Péréquation	9 520 876	9 285 666
Transferts pour la santé	5 108 564 ^(A)	4 852 150
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	1 541 626 ^(B)	1 587 985
Autres programmes	(475 400) ^(C)	(234 917)
Total des transferts du gouvernement fédéral	15 695 666	15 490 884
Total des revenus	27 537 020	27 148 976

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

(1) L'augmentation des revenus de 2016 comparativement à ceux de 2015 s'explique principalement par une augmentation des résultats du secteur des loteries en raison du nombre élevé de lots majeurs offerts.

(2) Aux fins des états financiers consolidés du gouvernement, la quote-part du gouvernement dans les résultats de ses entreprises est de 5 012 970 k\$ en 2015-2016 (5 406 961 k\$ en 2014-2015). Le détail est présenté à l'annexe 8, « Participations dans les entreprises du gouvernement », du volume 1 des Comptes publics 2015-2016. Cette quote-part du gouvernement inclut une somme de 98 000 k\$ en 2015-2016 (71 000 k\$ en 2014-2015) affectée au Fonds des générations.

FINANCES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
A) Transferts pour la santé		
Droits totaux		
Année courante	7 843 977	7 420 294
Révisions des années antérieures	<u>29 555</u>	<u>112 941</u>
	<u>7 873 532</u>	<u>7 533 235</u>
Transferts fiscaux		
Révisions des années antérieures	<u>(28 178)</u>	<u>(96 566)</u>
	<u>(28 178)</u>	<u>(96 566)</u>
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
Année courante	(2 287 678)	(2 134 052)
Révisions des années antérieures	<u>(71 112)</u>	<u>(20 467)</u>
	<u>(2 358 790)</u>	<u>(2 154 519)</u>
	<u>5 486 564</u>	<u>5 282 150</u>
Affectation au Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	<u>(378 000) ⁽³⁾</u>	<u>(430 000)</u>
	<u>5 108 564</u>	<u>4 852 150</u>
B) Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux		
Droits totaux		
Année courante	2 987 468	2 908 406
Révisions des années antérieures	<u>(133)</u>	<u>90</u>
	<u>2 987 335</u>	<u>2 908 496</u>
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
Année courante	(1 402 125)	(1 307 968)
Révisions des années antérieures	<u>(43 584)</u>	<u>(12 543)</u>
	<u>(1 445 709)</u>	<u>(1 320 511)</u>
	<u>1 541 626</u>	<u>1 587 985</u>

(3) La variation des revenus de 2016 comparativement à ceux de 2015 s'explique par la diminution de l'affectation, en 2015-2016, d'une portion des revenus de transferts pour la santé conformément aux orientations du budget 2016-2017.

FINANCES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016

(en milliers de dollars)

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
C) Autres programmes		
Transfert fiscal – Programme d'allocations aux jeunes (remboursement de l'abattement fiscal) (3 points d'impôt sur le revenu des particuliers)	(840 492)	(766 347)
Programme canadien de prêts aux étudiants	242 693 ⁽⁴⁾	331 638
Paielements de stabilisation	⁽⁵⁾	103 400
Part de l'impôt spécial sur les dividendes d'actions privilégiées	54 075	53 156
Autres	<u>68 324</u>	<u>43 236</u>
	<u>(475 400)</u>	<u>(234 917)</u>

(4) La diminution des revenus de 2016 comparativement à ceux de 2015 s'explique principalement par une baisse du paiement compensatoire reçu en 2015-2016 pour l'année de prêt 2014-2015 et une diminution du taux de croissance prévu du montant compensatoire contenu dans le plus récent rapport actuariel du Programme canadien de prêts aux étudiants.

(5) La diminution des revenus de 2016 comparativement à ceux de 2015 s'explique par le règlement, en 2014-2015, du litige avec le gouvernement fédéral concernant le programme de stabilisation des revenus à l'égard de l'année 1991-1992. Ce programme permet à une province d'être admissible à une compensation du gouvernement fédéral lorsqu'elle subit une baisse de ses revenus qui est causée par la conjoncture économique et qui n'est pas liée à des changements dans la structure d'imposition de cette province.

FINANCES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction du Ministère					
Votés	41 397	40 975	422		
Permanents	34 011	34 011			
Ne nécessitant pas de crédits		427			
	<u>75 408</u>	<u>75 413</u>	<u>422</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement					
Votés	64 841	45 636	158	19 047	
Permanents	6 093	5 413		679	
Ne nécessitant pas de crédits		66			
	<u>70 934</u>	<u>51 115</u>	<u>158</u>	<u>19 727</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Service de la dette					
Votés	7 000	5 669		1 331	
Permanents	8 346 000	7 978 022		367 978	
Ne nécessitant pas de crédits		(32 719)			
	<u>8 353 000</u>	<u>7 950 972</u>	<u>-</u>	<u>369 309</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>8 499 342</u>	<u>8 077 499</u>	<u>580</u>	<u>389 036</u>	<u>-</u>
Votés	113 239	92 280	580	20 378	
Permanents	8 386 103	8 017 446		368 657	
Ne nécessitant pas de crédits		(32 227)			
Total	<u>8 499 342</u>	<u>8 077 499</u>	<u>580</u>	<u>389 036</u>	<u>-</u>
Dépenses	8 497 622	8 077 499		387 896	
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations	1 720		580	1 140	
Total	<u>8 499 342</u>	<u>8 077 499</u>	<u>580</u>	<u>389 036</u>	<u>-</u>

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1		Direction du Ministère			
Mission : Gouverne et justice					
1. Direction et services à la gestion	29 128		422	12 785	12 270
Permanents(1)	11				11
Permanents(2)	34 000				
Amortissement des immobilisations					
2. Institut de la statistique du Québec	12 270				
Total	75 408	-	422	12 785	12 281
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					
(2) Loi sur les régimes complémentaires de retraite (RLRQ, chapitre R-15.1).					

PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement			
1. Politiques budgétaires et fiscales, analyses des politiques économiques et institutions financières	15 290			14 671	392
2. Financement, gestion de la dette et opérations financières	6 099		158	5 818	15
3. Frais de services bancaires					
Permanents(1)	6 093				5 413
4. Contrôleur des finances et comptabilité gouvernementale	14 875			13 152	283
Amortissement des immobilisations					
5. Affaires fiscales et financières et recherches institutionnelles	11 405				6 487
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour des initiatives concernant les revenus	7 173				
7. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour moderniser les systèmes d'information dans le secteur de la santé	10 000				
Total	70 934	-	158	33 641	12 591
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périms (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination, d'affaires publiques et de soutien à la gestion. Il vise aussi à fournir des informations statistiques sur la situation du Québec et à assurer le financement des infrastructures.

		3 650						
	34 000							427
	12 270							
34 000	15 920	-	-	-	-	-	-	427

Ce programme vise à assurer la direction des activités financières et comptables du gouvernement, l'élaboration des orientations en matière fiscale et budgétaire et la réalisation d'analyses économiques.

							227	
							108	
							679	
							1 440	
								66
	4 818			100				
				4 805		2 368		
				7 275		2 725		
-	4 818	-	-	12 180	-	7 547	66	

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3		Service de la dette			
Mission : Service de la dette					
1. Service de la dette directe					
Permanents(1)	5 549 000				
2. Intérêts sur le compte des régimes de retraite					
Permanents(2)	2 797 000				
3. Intérêts sur le régime de rentes de survivants	7 000				
4. Intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés					
Revenus imputés à l'encontre du service de la dette					
Total	8 353 000	-	-	-	-

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes : Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16), Loi sur la police, (RLRQ, chapitre P-13.1) et Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(3) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur la dette de 5 931 953 k\$ réduit de revenus de 650 090 k\$ dont 527 362 k\$ proviennent du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement.

(4) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur le compte des régimes de retraite de 5 724 273 k\$ réduit de revenus de 3 028 115 k\$ dont 2 974 239 k\$ proviennent du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR).

(5) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêt sur le régime de rentes de conjoints survivants de 26 478 k\$ réduit de revenus de 20 809 k\$ provenant du Fonds du Régime de rentes de survivants.

(6) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladies accumulés de 32 055 k\$ réduit de revenus de 64 774 k\$ provenant du Fonds des congés de maladie accumulés.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
				5 281 864 ⁽³⁾			267 136	
				2 696 158 ⁽⁴⁾			100 842	
				5 669 ⁽⁵⁾			1 331	
								(32 719) ⁽⁶⁾
-	-	-	7 983 691	-	-	369 309	(32 719)	

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	113 239		580	46 426	19 448
Permanents	8 386 103				5 424
Amortissement des immobilisations					
Revenus imputés à l'encontre du service de la dette					
Total	8 499 342	-	580	46 426 ⁽¹⁾	24 872

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 10 337 k\$ à l'égard du traitement de 84 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	= Total
Rémunération	46 426		46 426
Fonctionnement	24 872	492	25 364
Créances douteuses et autres provisions	34 000		34 000
Transfert	20 737		20 737
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette	7 983 691	(32 719)	7 950 972
Total	8 109 726	(32 227)	8 077 499

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
34 000	20 737		5 669 7 978 022		12 180		8 199 368 657	492 (32 719)
34 000	20 737	-	7 983 691		12 180	-	376 856	(32 227)

FINANCES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Direction du Ministère				
Votés	38 798			
Permanents	10			
	38 808	-	-	
Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement				
Votés	103 424			
Permanents	6 093			
	109 517	-	-	
Programme 3 - Service de la dette				
Votés	7 000			
Permanents	8 346 000			
	8 353 000	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	149 222			
Permanents	8 352 102			
Total	8 501 324	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				2 599				41 397
						34 001		34 011
-	-	-		2 599		34 001		75 408
				(38 583)				64 841
								6 093
-	-	-		(38 583)		-		70 934
								7 000
								8 346 000
-	-	-		-		-		8 353 000
				(35 983)				113 239
						34 001		8 386 103
-	-	-		(35 983)		34 001		8 499 342

FINANCES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Direction du Ministère			
Institut de la statistique du Québec	12 270		
Autres	3 650		
	<u>15 920</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement			
Lutte contre l'évasion fiscale et le travail au noir	1 241		
Modernisation des systèmes d'information dans le secteur de la santé	10 000		
Autres	4 818	1 443	
	<u>16 059</u>	<u>1 443</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>31 979</u>	<u>1 443</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
				12 270	12 270	12 406
				3 650	3 650	2 931
-	-	-	-	15 920	15 920	15 337
1 000		2 375			4 818	1 607
1 000	-	2 375	-	-	4 818	1 607
1 000	-	2 375	-	15 920	20 737	16 944

FINANCES**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Rémunération	9 448	9 448	9 584
Fonctionnement	2 822	2 822	2 822
Support	<u>19 709</u>	<u>8 468</u>	<u>4 538</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>31 979</u>	<u>20 737</u>	<u>16 944</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Support			<u>338</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>338</u>

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Droits et permis		
Ressources forestières		
Usines de transformation du bois	622	608
Bois achetés en vertu des garanties d'approvisionnement	30 319	24 749
Érablières	2 794	2 627
Divers	10	26
	<u>33 745</u>	<u>28 011</u>
Autres		
Permis de chasse, pêche et piégeage	38 944	32 316
Permis commerciaux et particuliers	274	268
Droits pour activités commerciales	1 279	1 288
	<u>40 496</u>	<u>33 872</u>
Total des droits et permis	<u>74 242</u>	<u>61 883</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Protection des forêts	2 025	3 255
Location et concessions	50	
Gains sur dispositions d'immobilisations	444	153
Divers	3	12
	<u>2 522</u>	<u>3 419</u>
Intérêts		
Autres revenus	755	1 161
Divers	44	41
	<u>799</u>	<u>1 202</u>
Amendes et confiscations		
Pénalités	164	50
Divers	2	1
	<u>165</u>	<u>51</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	227	174
	<u>227</u>	<u>174</u>
Total des revenus divers	<u>3 714</u>	<u>4 845</u>
Total des revenus autonomes	<u>77 956</u>	<u>66 728</u>
Total des revenus	<u>77 956</u>	<u>66 728</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

FORÊTS, FAUNE ET PARCS
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Forêts					
Votés	303 727	291 515	2 048	10 164	
Permanents	28 562	11 479		17 083	
Ne nécessitant pas de crédits		3 847			
	<u>332 289</u>	<u>306 840</u>	<u>2 048</u>	<u>27 247</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Faune et Parcs					
Votés	142 384	124 725	4 739	12 920	
Permanents	84	9		75	
Ne nécessitant pas de crédits		9 814			
	<u>142 468</u>	<u>134 548</u>	<u>4 739</u>	<u>12 995</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>474 756</u>	<u>441 389</u>	<u>6 788</u>	<u>40 242</u>	<u>-</u>
Votés	446 111	416 240	6 788	23 084	
Permanents	28 645	11 487		17 158	
Ne nécessitant pas de crédits		13 661			
Total	<u>474 756</u>	<u>441 389</u>	<u>6 788</u>	<u>40 242</u>	<u>-</u>
Dépenses	449 946	441 389		22 219	
Prêts, placements, avances et autres	10		2	8	
Immobilisations	<u>24 800</u>		<u>6 786</u>	<u>18 014</u>	
Total	<u>474 756</u>	<u>441 389</u>	<u>6 788</u>	<u>40 242</u>	<u>-</u>

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		Forêts			
1. Ressources forestières	147 395				
Permanents(1)	3 532				
Permanents(2)	20				
Permanents(3)	25 000				7 917
2. Forestier en chef	4 576		1	3 867	584
Amortissement des immobilisations					
3. Direction du Ministère	17 888	1	27	4 350	12 068
Permanents(4)	10				10
Amortissement des immobilisations					
4. Opérations régionales	133 868		2 020	70 992	13 325
Amortissement des immobilisations					
Total	332 289	1	2 048	79 209	33 903

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Loi sur le crédit forestier (RLRQ, chapitre C-78).

(3) Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (RLRQ, chapitre A-18.1).

(4) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 2
Mission : Économie et environnement

Faune et Parcs

1. Protection et mise en valeur de la ressource faunique	91 361	1	2 874	46 406	23 421
Permanents(1)	75				
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
2. Gestion des parcs	51 023		1 865	1 246	13 687
Permanents(1)	9				
Amortissement des immobilisations					
Total	142 468	1	4 738	47 653	37 108

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
3 532	20	146 511			884			
							17 083	
							124	
								18
	302						1 142	
								2
	50	39 466					8 015	
								3 828
3 532	372	185 977	-		884	-	26 363	3 847

Ce programme a pour objectifs la conservation, la protection, le développement, la connaissance et la mise en valeur des ressources fauniques ainsi que la surveillance et le contrôle de l'utilisation de la ressource faunique et de ses habitats. Il permet également de développer un réseau de parcs nationaux et d'en assurer la gestion et la protection.

	12 063				800		5 796	
							75	
								5 256 (3)
	27 901				1 216		5 108	
9								4 561
9	39 965	-	-		2 016	-	10 979	9 814

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	446 111	2	6 786	126 862	63 084
Permanents	28 645				7 927
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
Total	474 756	2	6 786	126 862 ⁽¹⁾	71 011

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 13 690 k\$ à l'égard du traitement de 136 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	126 862		126 862
Fonctionnement	71 011	13 665	84 676
Créances douteuses et autres provisions	3 541	(3)	3 537
Transfert	40 337		40 337
Affectation à un fonds spécial	185 977		185 977
Service de la dette			
Total	427 727	13 661	441 389

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	40 317	185 977			2 900		20 184	
3 541	20						17 158	
								13 665 (3)
3 541	40 337	185 977	-		2 900	-	37 342	13 661

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES		CRÉDITS INITIAUX			+
		<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
			<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 - Forêts					
Votés		303 801			
Permanents		<u>25 030</u>			
		<u>328 831</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 - Faune et Parcs					
Votés		131 800			
Permanents		<u>75</u>			
		<u>131 875</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés		435 601			
Permanents		<u>25 105</u>			
Total		<u>460 705</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(74)		3 532		303 727
								28 562
-	-	-		(74)		3 532		332 289
10 577				7		9		142 384
								84
10 577	-	-		7		9		142 468
10 577				(67)		3 541		446 111
								28 645
10 577	-	-		(67)		3 541		474 756

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Forêts			
Prêts forestiers	20		
Autres	755		
	<u>775</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 2 - Faune et Parcs			
Société des établissements de plein air du Québec	28 937		
Autres	12 311	44	
	<u>41 249</u>	<u>44</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>42 023</u>	<u>44</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
				20	20	
54	12	235		52	352	475
54	12	235	-	72	372	475
				27 805	27 805	26 287
24	9 804	1 802		485	12 160	11 901
24	9 804	1 802	-	28 290	39 965	38 188
78	9 816	2 037	-	28 362	40 337	38 662

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2016	2015
Capital	15 800	15 719	14 714
Intérêt	6 460	6 051	5 977
Support	19 763	18 567	17 971
TOTAL DU PORTEFEUILLE	42 023	40 337	38 662

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2016	2015
Rémunération	55 336	55 336	36 054
Fonctionnement	77 735	77 735	81 119
Intérêt	2 400	2 400	2 400
Support	51 389	50 505	82 099
TOTAL DU PORTEFEUILLE	186 861	185 977	201 672

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Droits et permis		
Autres		
Demande d'engagement d'un garant – Ressortissants étrangers	2 930	2 172
Demande d'un employeur relative à un emploi	880	1 109
Consultant en immigration	241	164
Certificat de sélection – Ressortissants étrangers	37 968	41 046
Certificat d'acceptation – Travailleurs étrangers	2 900	2 451
Certificat d'acceptation – Étudiants étrangers	4 924	4 473
	49 843	51 415
Total des droits et permis	49 843	51 415
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec	1 211	1 874
Divers	5	7
	1 216	1 881
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	190	182
Subventions d'années antérieures	1 293	75
	1 483	257
Total des revenus divers	2 699	2 138
Total des revenus autonomes	52 542	53 554
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Intégration des immigrants	345 059	340 568
Total des transferts du gouvernement fédéral	345 059	340 568
Total des revenus	397 601	394 122

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Immigration, Diversité et Inclusion					
Votés	168 414	146 893	5 267	16 255	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		2 810			
	<u>168 424</u>	<u>149 713</u>	<u>5 267</u>	<u>16 255</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>168 424</u>	<u>149 713</u>	<u>5 267</u>	<u>16 255</u>	<u>-</u>
Votés	168 414	146 893	5 267	16 255	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		2 810			
Total	<u>168 424</u>	<u>149 713</u>	<u>5 267</u>	<u>16 255</u>	<u>-</u>
Dépenses	156 546	149 713		9 643	
Prêts, placements, avances et autres	86		82	4	
Immobilisations	<u>11 792</u>		<u>5 185</u>	<u>6 607</u>	
Total	<u>168 424</u>	<u>149 713</u>	<u>5 267</u>	<u>16 255</u>	<u>-</u>

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Éducation et culture		Immigration, Diversité et Inclusion			
1. Immigration	28 405			19 704	5 323
2. Francisation, Intégration, Diversité et Inclusion	99 999			36 892	21 711
3. Direction, information et services centralisés	40 011	82	5 185	16 173	7 998
Permanents(1)	10				10
Amortissement des immobilisations					
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants					
Total	168 424	82	5 185	72 769	35 041

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	168 414	82	5 185	72 769	35 031
Permanents	10				10
Amortissement des immobilisations					
Total	168 424	82	5 185	72 769 ⁽¹⁾	35 041

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 4 335 k\$ à l'égard du traitement de 32 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		Total
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits =	
Rémunération	72 769		72 769
Fonctionnement	35 041	2 810	37 851
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	39 093		39 093
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	146 902	2 810	149 713

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection et l'intégration linguistique, sociale et économique des immigrants, de même qu'à favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.

							3 378	
	38 856			583			1 957	
	237						10 337	
								2 810
-	39 093	-	-	583	-	15 671		2 810
	39 093			583		15 671		
								2 810
-	39 093	-	-	583	-	15 671		2 810

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Immigration, Diversité et Inclusion				
Votés	293 201			
Permanents	10			
	293 210	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	293 201			
Permanents	10			
Total	293 210	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
44 921				(169 708)				168 414 10
44 921	-	-		(169 708)		-		168 424
44 921				(169 708)				168 414 10
44 921	-	-		(169 708)		-		168 424

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Immigration, Diversité et Inclusion			
Programme Accès aux ordres professionnels	668		
Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants	14 550		
Programme Mobilisation-Diversité	3 822		
Programme Réussir l'intégration	19 779		
Programme Soutien à la mission	1 344		
Autres	248		
	<u>40 409</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>40 409</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
		626			626	443
			13 691		13 691	13 624
	2 220	1 594			3 814	4 970
	18	15 707	3 672		19 397	15 277
		1 328			1 328	1 306
		237			237	145
-	2 238	19 492	17 363	-	39 093	35 765
-	2 238	19 492	17 363	-	39 093	35 765

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Support	<u>40 409</u>	<u>39 093</u>	<u>35 765</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>40 409</u>	<u>39 093</u>	<u>35 765</u>

JUSTICE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Droits et permis		
Autres		
Vendeurs itinérants	375	372
Studio de santé	133	114
Commerçants – Véhicules routiers	876	
Agences de voyages	609	652
Conseillers en voyage	391	340
Certificat d'exemption	81	66
Divers	50	49
	2 515	1 592
Total des droits et permis	2 515	1 592
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	451	464
Recouvrements de tiers	312	314
Actes judiciaires	38 965	35 534
Actes juridiques	36 271	34 073
Divers	23	39
	76 021	70 423
Intérêts		
Divers	1	1
	1	1
Amendes et confiscations		
Contributions pénales	1 682	
Infractions au Code de la sécurité routière	57 586	50 666
Infractions au Code criminel	13 363	15 900
Infractions à diverses lois	27 974	33 036
Aide aux victimes d'actes criminels	11 782	18 922
Divers	3	
	112 390	118 525
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	413	509
Surplus – Fonds spéciaux et organismes	480	386
Divers	12	6
	905	902
Total des revenus divers	189 316	189 850
Total des revenus autonomes	191 832	191 442

JUSTICE**REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Aide juridique	26 037	26 053
Conseillers juridiques auprès des autochtones	530	530
Informations concernant les sentences	55	58
Enregistrement des actions en divorce	30	28
Mesures québécoises de justice familiale	<u>372</u>	<u>29</u>
Total des transferts du gouvernement fédéral	<u>27 023</u>	<u>26 698</u>
Total des revenus	<u><u>218 855</u></u>	<u><u>218 141</u></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

JUSTICE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Activité judiciaire					
Votés	32 301	31 827	364	110	
Permanents	82 226	81 338		888	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>114 527</u>	<u>113 165</u>	<u>364</u>	<u>998</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Administration de la justice					
Votés	289 438	280 586	8 588	265	
Permanents	13 359	13 359			
Ne nécessitant pas de crédits		<u>7 729</u>			
	<u>302 798</u>	<u>301 674</u>	<u>8 588</u>	<u>265</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Justice administrative					
Votés	13 747	13 499		248	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>13 747</u>	<u>13 499</u>	<u>-</u>	<u>248</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Accessibilité à la justice					
Votés	175 540	174 289		1 252	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>175 540</u>	<u>174 289</u>	<u>-</u>	<u>1 252</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Autres organismes relevant du ministre					
Votés	24 299	23 381	74	844	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		<u>337</u>			
	<u>24 299</u>	<u>23 718</u>	<u>74</u>	<u>844</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Poursuites criminelles et pénales					
Votés	129 582	126 796	1 139	1 646	
Permanents	300	182		118	
Ne nécessitant pas de crédits		<u>549</u>			
	<u>129 882</u>	<u>127 527</u>	<u>1 139</u>	<u>1 764</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 7					
Indemnisation et reconnaissance					
Votés					
Permanents	131 405	129 078		2 327	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>131 405</u>	<u>129 078</u>	<u>-</u>	<u>2 327</u>	<u>-</u>

JUSTICE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 8					
Condition féminine					
Votés	8 540	8 540			
Permanents		11			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>8 540</u>	<u>8 551</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>900 737</u>	<u>891 500</u>	<u>10 164</u>	<u>7 698</u>	<u>-</u>
Votés	673 447	658 918	10 164	4 365	
Permanents	227 290	223 957		3 333	
Ne nécessitant pas de crédits		8 625			
Total	<u>900 737</u>	<u>891 500</u>	<u>10 164</u>	<u>7 698</u>	<u>-</u>
Dépenses	888 487	891 500		5 612	
Prêts, placements, avances et autres	5		1	4	
Immobilisations	<u>12 246</u>		<u>10 164</u>	<u>2 082</u>	
Total	<u>900 737</u>	<u>891 500</u>	<u>10 164</u>	<u>7 698</u>	<u>-</u>

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1		Activité judiciaire			
Mission : Gouverne et justice					
1. Magistrature	3 188		172	2 591	328
Permanents(1)	79 619			76 129	3 223
2. Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges					
Permanents(1)	2 403			382	1 604
3. Soutien à la magistrature	29 112		192	27 394	1 515
4. Comité sur la rémunération des juges					
Permanents(1)	204				
Total	114 527	-	364	106 496	6 669
(1) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).					

PROGRAMME 2		Administration de la justice			
Mission : Gouverne et justice					
1. Soutien administratif à l'activité judiciaire	153 246		2 102	53 618	97 525
2. Affaires juridiques et législatives	44 235			41 809	2 426
3. Direction, planification et services à l'organisation	81 689	1	6 469	38 351	17 370
Permanents(1)	15				15
Permanents(2)	5 279			5 279	
Permanents(3)	8 066				
Amortissement des immobilisations					
4. Traitement des infractions et perception des amendes	10 268		16	7 778	2 474
Total	302 798	1	8 587	146 835	119 811
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					
(2) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).					
(3) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet aux tribunaux des diverses juridictions d'exercer le pouvoir judiciaire et les diverses fonctions juridictionnelles qui y sont rattachées, soit de rendre jugement ou de favoriser le règlement de litiges au moyen de la conciliation judiciaire. Il comprend les activités reliées aux règles déontologiques applicables à la magistrature, au perfectionnement des juges et au soutien administratif nécessaire. Il comprend également le comité mandaté pour évaluer la rémunération des juges de la Cour du Québec, des juges des cours municipales et des juges de paix magistrats ainsi que pour formuler des recommandations au gouvernement.

							97	
							267	
							417	
							12	
							204	
-	-	-	-	-	-	-	998	-

Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice et à la publicité des droits, à fournir un soutien d'ordre juridique, législatif et réglementaire à toutes les activités gouvernementales.

	2 310	16 923		265				
8 066								7 729
8 066	2 310	16 923	-	265	-	-		7 729

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3					
Mission : Gouverne et justice					
Justice administrative					
1. Contribution du ministère de la Justice au fonds du Tribunal administratif du Québec	13 326				
2. Conseil de la justice administrative	422			294	128
Total	13 747	-	-	294	128
PROGRAMME 4					
Mission : Soutien aux personnes et aux familles					
Accessibilité à la justice					
1. Commission des services juridiques	174 080				
2. Fonds d'aide aux actions collectives (1)	417				
3. Autres mesures d'accessibilité à la justice	1 044				
Total	175 540	-	-	-	-
(1) Le 1er janvier 2016, le nom du Fonds d'aide aux recours collectifs a été changé pour celui du Fonds d'aide aux actions collectives à la suite du changement du titre de la Loi sur le recours collectif (RLRQ, chapitre R-2.1) pour celui de Loi sur le Fonds d'aide aux actions collectives (RLRQ, chapitre F-3.2.0.1.1).					
PROGRAMME 5					
Mission : Gouverne et justice					
Autres organismes relevant du ministre					
1. Office de la protection du consommateur	9 296		74	6 984	1 839
Amortissement des immobilisations					
2. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	15 003			11 537	2 906
Amortissement des immobilisations					
Total	24 299	-	74	18 520	4 745

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la part du Ministère au financement du Tribunal administratif du Québec. Celui-ci a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative (RLRQ, chapitre J-3), de statuer sur les recours exercés relatifs à des décisions rendues par une autorité administrative gouvernementale ou une autorité décentralisée. De plus, ce programme inclut le financement du Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique intervenant à l'égard des membres des différents tribunaux administratifs.

			13 078				248	
-	-	13 078	-	-	-	248	-	

Ce programme vise à offrir des services d'aide juridique aux personnes financièrement défavorisées ainsi qu'aux enfants et aux familles aux prises avec certains problèmes sociaux et ayant un rapport avec la justice, de l'aide aux recours collectifs de même que certaines autres mesures visant l'accessibilité à la justice notamment en matière de médiation familiale.

			173 745				335	
							417	
		544				500		
-	173 745	544	-	-	-	1 252	-	

Ce programme comprend deux organismes budgétaires à savoir, l'Office de la protection du consommateur qui vise à assurer la protection des droits des citoyens en regard de l'application de la Loi sur la protection du consommateur (RLRQ, chapitre P-40.1) et la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse qui veille au respect de la Charte des droits et libertés de la personne (RLRQ, chapitre C-12).

			116				284	
							560	164
								173
-	116	-	-	-	-	844	337	

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 6					
Mission : Gouverne et justice					
Poursuites criminelles et pénales					
1. Directeur des poursuites criminelles et pénales	129 582		1 139	99 982	26 814
Amortissement des immobilisations					
2. Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales					
Permanents(1)	300			109	73
Total	129 882	-	1 139	100 091	26 887
(1) Loi sur le processus de détermination de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales et sur leur régime de négociation collective (RLRQ, chapitre P-27.1).					
PROGRAMME 7					
Mission : Soutien aux personnes et aux familles					
Indemnisation et reconnaissance					
1. Indemnisation des victimes d'actes criminels					
Permanents(1)	130 004				15 710
2. Loi sur le civisme					
Permanents(2)	1 401				140
Total	131 405	-	-	-	15 850
(1) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (RLRQ, chapitre I-6).					
(2) Loi visant à favoriser le civisme (RLRQ, chapitre C-20).					
PROGRAMME 8					
Mission : Soutien aux personnes et aux familles					
Condition féminine					
1. Conseil du statut de la femme	2 866			2 172	695
Amortissement des immobilisations					
2. Secrétariat à la condition féminine	5 674			1 496	740
Total	8 540	-	-	3 668	1 434

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet le financement des activités du Directeur des poursuites criminelles et pénales. Ce dernier dirige pour l'État les poursuites criminelles et pénales au Québec. Le programme couvre également le financement du comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales dont le mandat est d'évaluer, tous les quatre ans, la rémunération et certaines conditions de travail à incidences pécuniaires des procureurs aux poursuites criminelles et pénales.

							1 646	
								549
							118	
-	-	-	-	-	-	-	1 764	549

Ce programme vise à assurer une compensation financière aux personnes ayant été blessées en accomplissant un acte de civisme ainsi qu'aux victimes d'actes criminels. Il vise également à reconnaître les personnes ayant accompli un acte de civisme.

	111 967						2 327	
	1 260							
-	113 227	-	-	-	-	-	2 327	-

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et activités gouvernementales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

								11
	3 438							
-	3 438	-	-	-	-	-	-	11

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	673 447	1	10 164	294 006	154 759
Permanents	227 290			81 899	20 765
Amortissement des immobilisations					
Total	900 737	1	10 164	375 905 ⁽¹⁾	175 524

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 15 146 k\$ à l'égard du traitement de 143 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	375 905		375 905
Fonctionnement	175 524	8 625	184 149
Créances douteuses et autres provisions	8 066		8 066
Transfert	292 836		292 836
Affectation à un fonds spécial	30 545		30 545
Service de la dette			
Total	882 875	8 625	891 500

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	179 608	30 545			265		4 100	
8 066	113 227						3 333	
								8 625
8 066	292 836	30 545	-		265	-	7 433	8 625

JUSTICE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES		CRÉDITS INITIAUX			+
		Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
			Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Activité judiciaire					
Votés		32 593			
Permanents		82 226			
		114 820	-	-	
Programme 2 - Administration de la justice					
Votés		288 344			
Permanents		8 284			
		296 628	-	-	
Programme 3 - Justice administrative					
Votés		14 232			
Permanents					
		14 232	-	-	
Programme 4 - Accessibilité à la justice					
Votés		176 305			
Permanents					
		176 305	-	-	
Programme 5 - Autres organismes relevant du ministre					
Votés		23 104			
Permanents					
		23 104	-	-	
Programme 6 - Poursuites criminelles et pénales					
Votés		126 002			
Permanents		300			
		126 302	-	-	
Programme 7 - Indemnisation et reconnaissance					
Votés					
Permanents		131 156			
		131 156	-	-	
Programme 8 - Condition féminine					
Votés		7 707			
Permanents					
		7 707	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés		668 288			
Permanents		221 966			
Total		890 255	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(293)				32 301
								82 226
-	-	-		(293)		-		114 527
				1 094		5 076		289 438
								13 359
-	-	-		1 094		5 076		302 798
				(485)				13 747
-	-	-		(485)		-		13 747
				(765)				175 540
-	-	-		(765)		-		175 540
1 194								24 299
1 194	-	-		-		-		24 299
				3 579				129 582
-	-	-		3 579		-		300
						248		131 405
-	-	-		-		248		131 405
				833				8 540
-	-	-		833		-		8 540
1 194				3 964		5 324		673 447
1 194	-	-		3 964		5 324		227 290
								900 737

JUSTICE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 2 - Administration de la justice			
Autres	2 575	6	
	2 575	6	-
Programme 4 - Accessibilité à la justice			
Aide juridique	67 021		
Commission des services juridiques	107 059		
Fonds d'aide aux recours collectifs - fonctionnement	417		
	174 496	-	-
Programme 5 - Autres organismes relevant du ministre			
Bourse d'études	4		
Projets et partenariats stratégiques	126		
	130	-	-
Programme 7 - Indemnisation et reconnaissance			
Actes de civisme	1 260		
Indemnisation des victimes d'actes criminels	113 783		
	115 043	-	-
Programme 8 - Condition féminine			
Égalité entre les femmes et les hommes	2 608	1	
Programme « À égalité pour décider »	450		
Tables de concertation en matière de condition féminine	360		
Autres	20		
	3 438	1	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	295 683	7	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
3	292	2 009			2 310	1 984
3	292	2 009	-	-	2 310	1 984
			66 686		66 686	63 516
				107 059	107 059	96 151
						417
-	-	-	66 686	107 059	173 745	160 084
4		112			4	1
					112	113
4	-	112	-	-	116	114
			1 260		1 260	1 155
			111 967		111 967	106 890
-	-	-	113 227	-	113 227	108 045
123	138	2 347			2 608	2 098
		450			450	500
		360			360	360
		20			20	27
123	138	3 177	-	-	3 438	2 985
129	429	5 298	179 913	107 059	292 836	273 211

JUSTICE**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Rémunération	88 168	87 959	82 761
Fonctionnement	18 960	18 753	13 460
Capital	347	347	347
Support	<u>188 207</u>	<u>185 777</u>	<u>176 643</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>295 683</u>	<u>292 836</u>	<u>273 211</u>

**DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Rémunération	10 248	9 999	10 513
Fonctionnement	3 946	3 446	3 647
Capital	176	176	176
Support	<u>16 923</u>	<u>16 923</u>	<u>16 960</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>31 293</u>	<u>30 545</u>	<u>31 296</u>

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Gains sur dispositions d'immobilisations	16 577 ⁽¹⁾	14
	<u>16 577</u>	<u>14</u>
Intérêts		
Divers	23	9
	<u>23</u>	<u>9</u>
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	111	133
Divers	38	37
	<u>149</u>	<u>171</u>
Total des revenus divers	<u>16 749</u>	<u>193</u>
Total des revenus autonomes	<u>16 749</u>	<u>193</u>
Total des revenus	<u><u>16 749</u></u>	<u><u>193</u></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

(1) L'augmentation des revenus de 2016 comparativement à ceux de 2015 s'explique principalement par la vente d'immobilisations effectuée dans le cadre du repositionnement du réseau du Québec à l'étranger.

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Affaires internationales					
Votés	106 703	94 720	2 929	9 054	
Permanents	33 778	589	28 911	4 279	
Ne nécessitant pas de crédits		3 472			
	<u>140 481</u>	<u>98 780</u>	<u>31 839</u>	<u>13 333</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>140 481</u>	<u>98 780</u>	<u>31 839</u>	<u>13 333</u>	<u>-</u>
Votés	106 703	94 720	2 929	9 054	
Permanents	33 778	589	28 911	4 279	
Ne nécessitant pas de crédits		3 472			
Total	<u>140 481</u>	<u>98 780</u>	<u>31 839</u>	<u>13 333</u>	<u>-</u>
Dépenses	95 842	98 780		533	
Prêts, placements, avances et autres	1 000		384	616	
Immobilisations	<u>43 639</u>		<u>31 456</u>	<u>12 184</u>	
Total	<u>140 481</u>	<u>98 780</u>	<u>31 839</u>	<u>13 333</u>	<u>-</u>

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1					
Mission : Économie et environnement					
Affaires internationales					
1. Politiques et affaires francophones et multilatérales	23 473			2 850	422
2. Représentation du Québec à l'étranger	51 466	371	1 889	30 325	10 618
Permanents(1)	33 189		28 911		
Amortissement des immobilisations					
3. Affaires bilatérales	11 640	2		4 309	473
4. Protocole et missions	3 080	9		2 258	803
5. Administration	17 044	2	656	10 814	4 703
Permanents(2)	589				589
Amortissement des immobilisations					
Total	140 481	384	31 456	50 555	17 608

(1) Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).

(2) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	106 703	384	2 545	50 555	17 019
Permanents	33 778		28 911		589
Amortissement des immobilisations					
Total	140 481	384	31 456	50 555⁽¹⁾	17 608

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 6 907 k\$ à l'égard du traitement de 52 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	= Total
Rémunération	50 555		50 555
Fonctionnement	17 608	3 472	21 079
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	24 046		24 046
Affectation à un fonds spécial	3 100		3 100
Service de la dette			
Total	95 309	3 472	98 780

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	17 081	3 100					20	
					200		8 064	
							4 279	2 821
	6 852						5	
							9	
	113						757	
								651
-	24 046	3 100	-		200	-	13 133	3 472
	24 046	3 100			200		8 854	
							4 279	3 472
-	24 046	3 100	-		200	-	13 133	3 472

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Affaires internationales				
Votés	102 714			
Permanents	110			
	102 824	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	102 714			
Permanents	110			
Total	102 824	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				3 989				106 703
	33 189					479		33 778
-	33 189	-		3 989		479		140 481
				3 989				106 703
	33 189					479		33 778
-	33 189	-		3 989		479		140 481

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Affaires internationales			
Organismes voués à la jeunesse	4 565		
Politiques et affaires francophones et multilatérales	17 086		
Subventions dans le cadre des affaires bilatérales	2 290	48	60
Autres	113	3	
	<u>24 053</u>	<u>51</u>	<u>60</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>24 053</u>	<u>51</u>	<u>60</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
		2 068		2 497	4 565	4 707
443	15	16 396	226		17 081	12 879
779	6	1 023	48	323	2 287	2 278
11	1	95	1	2	113	107
1 233	22	19 582	275	2 822	24 046	19 970
1 233	22	19 582	275	2 822	24 046	19 970

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Support	24 053	24 046	19 970
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>24 053</u>	<u>24 046</u>	<u>19 970</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Rémunération	112	112	
Fonctionnement	13	13	
Support	2 975	2 975	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>3 100</u>	<u>3 100</u>	<u>-</u>

REVENU

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Impôt sur le revenu et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	21 338 951	20 146 414
Impôt des sociétés	4 641 059 ⁽¹⁾	3 561 805
Total de l'impôt sur le revenu et les biens	25 980 010	23 708 219
Taxes à la consommation		
Ventes	16 263 877	15 697 264
Carburants	15 023	14 606
Tabac	952 435	948 943
Boissons alcooliques	534 386	497 955
Pari mutuel	1 842	1 975
Total des taxes à la consommation	17 767 563	17 160 743
Droits et permis		
Autres		
Création et modification de personnes morales	12 621	11 903
Publicité légale des entreprises	55 075	54 095
Transporteurs internationaux et interprovinciaux	885	843
Droit supplétif – Mutations immobilières	546	170
Divers	30	33
	69 157	67 043
Total des droits et permis	69 157	67 043
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de perception	10 129	9 082
Perception – R.R.Q.	26 716	21 815
Frais de perception – Conseil de gestion (R.Q.A.P.)	4 772	3 790
	41 617	34 688

Note : Le portefeuille Revenu est sous la responsabilité du ministre des Finances.

(1) L'augmentation des revenus de 2016 comparativement à ceux de 2015 s'explique principalement par la hausse constatée du bénéfice net des sociétés.

REVENU**REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Revenus divers (suite)		
Intérêts		
Impôt sur le revenu des particuliers	187 387	196 246
Impôt sur les profits des sociétés et le capital	67 179	(42 868)
Taxe sur la vente	68 846	91 617
Taxe sur les carburants	16 179	8 273
Taxe sur le tabac	(2 683)	3 747
Remise en retard de biens non réclamés	1 795	4 370
Divers	(12)	1
	<u>338 691</u>	<u>261 387</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	2 347	(254)
Infractions aux lois fiscales	682	804
Pénalités	228 027	200 784
Frais – Chèques sans provision	1 378	1 506
Divers	29	19
	<u>232 463</u>	<u>202 860</u>
Recouvrements		
Contributions volontaires	27 360	5 822
	<u>27 360</u>	<u>5 822</u>
Total des revenus divers	<u>640 132</u>	<u>504 756</u>
Total des revenus autonomes	<u>44 456 862</u>	<u>41 440 762</u>
Total des revenus	<u>44 456 862</u>	<u>41 440 762</u>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Droits et permis		
Autres		
Hôpitaux privés et autres institutions	1 943	1 840
	1 943	1 840
Total des droits et permis	1 943	1 840
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Tierces responsabilités – Internes	12 214	8 257
Tierces responsabilités – Externes	2 231	1 516
Assurance-hospitalisation – Étrangers	3 632	230
Divers	2	
	18 079	10 002
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	17 415	36 522
Subventions d'années antérieures	389	13
	17 804	36 535
Transferts et donations de tiers		
Commandites et partenariats – Subventions et contributions tiers non apparentés	32	3
	32	3
Total des revenus divers	35 915	46 540
Total des revenus autonomes	37 858	48 380
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Loi des jeunes contrevenants	29 816	29 793
Services aux personnes ayant été infectées du virus de l'hépatite C		7 600
Total des transferts du gouvernement fédéral	29 816	37 393
Total des revenus	67 674	85 773

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Fonctions de coordination					
Votés	138 763	115 824	1 448	21 491	
Permanents	22	22			
Ne nécessitant pas de crédits		1 345			
	<u>138 785</u>	<u>117 191</u>	<u>1 448</u>	<u>21 491</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Services dispensés à la population					
Votés	18 172 591	18 063 010		109 581	
Permanents	4 702 791	4 698 107		4 683	
Ne nécessitant pas de crédits		7 901			
	<u>22 875 382</u>	<u>22 769 018</u>	<u>-</u>	<u>114 265</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Office des personnes handicapées du Québec					
Votés	12 556	11 015	23	1 518	
Permanents		55			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>12 556</u>	<u>11 070</u>	<u>23</u>	<u>1 518</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Régie de l'assurance maladie du Québec					
Votés					
Permanents	9 955 112	9 847 078		108 035	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>9 955 112</u>	<u>9 847 078</u>	<u>-</u>	<u>108 035</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>32 981 835</u>	<u>32 744 357</u>	<u>1 471</u>	<u>245 308</u>	<u>-</u>
Votés	18 323 910	18 189 849	1 471	132 590	
Permanents	14 657 925	14 545 207		112 718	
Ne nécessitant pas de crédits		9 301			
Total	<u>32 981 835</u>	<u>32 744 357</u>	<u>1 471</u>	<u>245 308</u>	<u>-</u>
Dépenses	32 976 267	32 744 357		241 211	
Prêts, placements, avances et autres	3		3		
Immobilisations	5 565		1 468	4 097	
Total	<u>32 981 835</u>	<u>32 744 357</u>	<u>1 471</u>	<u>245 308</u>	<u>-</u>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements	Dépenses nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1		Fonctions de coordination			
Mission : Santé et services sociaux					
1. Direction et gestion ministérielle	114 104	3	1 445	60 407	35 342
Permanents(1)	22				22
Amortissement des immobilisations					
2. Organisme-conseil	2 895			1 637	793
3. Activités nationales	21 765				1 492
Total	138 785	3	1 445	62 044	37 649

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 2	Services dispensés à la population
Mission : Santé et services sociaux	

1. Santé publique	401 295
Consommation de stocks	
2. Services généraux - Activités cliniques et d'aide	601 063
3. Soutien à l'autonomie des personnes âgées	3 026 114
4. Déficience physique	542 378
5. Déficience intellectuelle et trouble du spectre de l'autisme	946 479
6. Jeunes en difficulté	1 199 027
7. Dépendances	106 595
8. Santé mentale	1 152 710

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à procurer au ministère ainsi qu'à l'organisme-conseil les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en oeuvre et contrôler les programmes de santé et de services sociaux. Il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins et à assurer la coordination nationale du développement et de la prestation des services de santé et des services sociaux.

							16 906	
								1 345
	188					277		
	15 965					4 308		
-	16 153	-	-	-	-	21 491		1 345

Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la politique de la santé et du bien-être qui répondent aux besoins qui touchent l'ensemble de la population ou à des problématiques particulières.

401 295							5 804
601 063							
3 026 114							
542 378							
946 479							
1 199 027							
106 595							
1 152 710							

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2 (suite)					
Mission : Santé et services sociaux					
Services dispensés à la population					
9. Santé physique	3 258 387				
Permanents(1)	3 526 691				
Consommation de stocks					
10. Administration	1 166 082				
11. Soutien aux services	847 303				
12. Gestion des bâtiments et des équipements	1 155 312				
13. Organismes communautaires et autres organismes	545 004				
14. Activités connexes	1 811 826				
Permanents(2)	954 397				
Permanents(3)	221 284				
Permanents(4)	419				
15. Service de la dette	1 376 900				
16. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	36 117				
Total	22 875 382	-	-	-	-

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

(2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(3) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(4) Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2).

(5) Cette somme constitue les dépenses financées par des crédits permanents établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée à ce programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
3 227 098							31 289	
3 526 691 ⁽⁵⁾								2 097
1 166 082								
847 303								
1 155 312								
545 004								
1 608 491		161 160			28 975		13 200	
949 936							4 462	
221 284								
197							222	
1 376 900								
							36 117	
-	22 599 957	161 160	-		28 975	-	85 290	7 901

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3					
Mission : Santé et services sociaux					
Office des personnes handicapées du Québec					
1. Administration et soutien à l'intégration des personnes handicapées	12 556		23	8 175	2 117
Amortissement des immobilisations					
Total	12 556	-	23	8 175	2 117
PROGRAMME 4					
Mission : Santé et services sociaux					
Régie de l'assurance maladie du Québec					
1. Services médicaux					
Permanents(1)	6 891 175				
2. Services optométriques					
Permanents(1)	57 652				
3. Services dentaires					
Permanents(1)	183 212				
4. Services pharmaceutiques et médicaments					
Permanents(1)	2 524 300				
5. Autres services					
Permanents(1)	189 390				
6. Administration					
Permanents(1)	109 383				
Total	9 955 112	-	-	-	-

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

(2) Cette somme inclut des dépenses de 3 526 691 k\$ financées par des crédits permanents établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée au programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la mise en oeuvre de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale (RLRQ, chapitre E-20.1).

	723						1 518	
								55
-	723	-	-	-	-	1 518		55

Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés et les frais d'administration, notamment dans le cadre des régimes d'assurance maladie et d'assurance médicaments.

	6 891 175							
	57 652							
	179 647						3 565	
	2 419 830						104 470	
	189 390							
	109 383							
-	9 847 078 ⁽²⁾	-	-	-	-	108 035		-

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	18 323 910	3	1 468	70 219	39 744
Permanents	14 657 925				22
Amortissement des immobilisations					
Consommation de stocks					
Total	32 981 835	3	1 468	70 219 ⁽¹⁾	39 766

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 12 315 k\$ à l'égard du traitement de 96 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	70 219		70 219
Fonctionnement	39 766	1 400	41 166
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	32 463 911	7 901	32 471 812
Affectation à un fonds spécial	161 160		161 160
Service de la dette			
Total	32 735 056	9 301	32 744 357

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	17 918 726	161 160			28 975		103 615	
	14 545 185						112 718	
								1 400
								7 901
-	32 463 911	161 160	-		28 975	-	216 333	9 301

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Fonctions de coordination				
Votés	138 420			
Permanents	19			
	138 439	-	-	
Programme 2 - Services dispensés à la population				
Votés	18 160 372			
Permanents	4 682 216			
	22 842 587	-	-	
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec				
Votés	12 556			
Permanents				
	12 556	-	-	
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec				
Votés				
Permanents	9 860 983			
	9 860 983	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	18 311 348			
Permanents	14 543 218			
Total	32 854 566	-	-	

(1) Cette somme inclut des crédits permanents évalués à 15 383 k\$ relatifs à l'excédent des revenus de cotisations au Fonds des services de santé par rapport aux prévisions. Ces crédits permanents sont répartis également entre les programmes 2 et 4.

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				343				138 763
						3		22
-	-	-		343		3		138 785
				12 219		20 575		18 172 591
-	-	-		12 219		20 575		4 702 791
								22 875 382
								12 556
-	-	-		-		-		12 556
						94 129		9 955 112
-	-	-		-		94 129		9 955 112
				12 563		114 707 ⁽¹⁾		18 323 910
-	-	-		12 563		114 707		14 657 925
								32 981 835

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Fonctions de coordination			
Autres	19 950	124	1 958
	<u>19 950</u>	<u>124</u>	<u>1 958</u>
Programme 2 - Services dispensés à la population			
Achat de vaccins et de produits biologiques	93 180		92 786
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux	82 584		82 584
Contribution gouvernementale aux régimes de retraite	954 397		949 936
Fonctionnement			
Coordination régionale	21 019		21 019
Établissements privés	563 258		563 258
Établissements publics	16 239 632	4 384	16 143 436
Loyer - établissements du réseau	126 880		126 880
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	208 702		172 585
Organismes communautaires et autres organismes	545 004	341	13 827
Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique	76 045	19 011	
Régime de retraite du personnel d'encadrement	221 284		221 284
Rémunération des résidents en médecine	260 355		260 355
Ressources de type familial	558 262		558 262
Service de la dette	1 077 436		1 076 587
Services hospitaliers hors Québec	216 370		18 099
Services sanitaires aériens	32 746		
Système du sang	392 656		354 944
Transporteurs ambulanciers	495 592	370 058	
Autres	535 547	2 873	406 444
	<u>22 700 947</u>	<u>396 667</u>	<u>21 062 285</u>
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec			
Soutien à l'intégration des personnes handicapées	1 034		8
	<u>1 034</u>	<u>-</u>	<u>8</u>
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec			
Aides techniques	175 090		
Bourses d'études et de recherche	14 300		
Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie	109 383		
Services dentaires	183 212		
Services médicaux	6 891 175		
Services optométriques	57 652		
Services pharmaceutiques et médicaments	2 524 300		
	<u>9 955 112</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>32 677 043</u>	<u>396 791</u>	<u>21 064 251</u>

(1) Ces sommes incluent des dépenses de 7 901 k\$ ne nécessitant pas de crédits. Ces dernières sont liées à la consommation de stocks.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
73	15	9 473	76	4 434	16 153	17 094
73	15	9 473	76	4 434	16 153	17 094
				394	93 180 ⁽¹⁾	74 135
					82 584	104 838
					949 936	941 880
					21 019	92 314
					563 258	515 671
1 613		23 726	3 472	10 493	16 187 122 ⁽¹⁾	16 620 902
					126 880	130 385
					172 585	233 917
	767	530 069			545 004	539 371
			57 034		76 045	78 090
					221 284	224 729
					260 355	257 464
					558 262	411 915
		848			1 077 436	994 393
				198 271	216 370	217 969
				32 746	32 746	32 064
		1 368		36 344	392 656	370 002
348		2 620		122 566	495 592	486 679
4 892	311	51 901		69 124	535 547	217 333
6 853	1 078	610 532	60 506	469 938	22 607 859 ⁽¹⁾	22 544 050
1		714			723	867
1	-	714	-	-	723	867
			175 090		175 090	170 241
			14 300		14 300	14 330
				109 383	109 383	119 216
			11 683	167 964	179 647	178 788
				6 891 175	6 891 175	6 354 898
				57 652	57 652	54 288
			1 839 071	580 759	2 419 830	2 498 805
-	-	-	2 040 144	7 806 933	9 847 078	9 390 566
6 927	1 093	620 719	2 100 726	8 281 305	32 471 812 ⁽¹⁾	31 952 576

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Rémunération	21 578 103	21 432 194	20 952 075
Fonctionnement	6 626 933	6 590 023	6 485 071
Capital	846 068	846 068	874 818
Intérêt	311 599	311 599	295 631
Support	<u>3 314 339</u>	<u>3 291 928</u>	<u>3 344 981</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>32 677 043</u>	<u>32 471 812</u>	<u>31 952 576</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Support	<u>174 435</u>	<u>161 160</u>	<u>152 626</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>174 435</u>	<u>161 160</u>	<u>152 626</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Détaillants	23 104	22 972
Production industrielle de boissons	1 026	962
	24 129	23 933
Concours publicitaires et appareils d'amusement		
Concours publicitaires	4 212	4 202
Appareils d'amusement	1 862	1 912
Bingo	1 231	1 253
Loteries	5 194	5 169
Courses	61	61
	12 559	12 596
Autres		
Études de dossiers	880	737
Organisation – Spectacles sportifs de combat	294	329
Permis d'explosifs	349	401
Divers	32	36
	1 555	1 503
Total des droits et permis	38 244	38 032
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de vérification d'antécédents judiciaires	517	410
Location de chambres et pension	3 121	3 344
Conciliation et enquête – Déontologie policière	920	944
Gains sur dispositions d'immobilisations	28	158
Divers	27	42
	4 613	4 898
Intérêts		
Divers	20	24
	20	24
Amendes et confiscations		
Saisie d'argent – Drogue et stupéfiants	2 987	2 428
Divers	26	20
	3 012	2 447

SÉCURITÉ PUBLIQUE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Revenus divers (suite)		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 773	2 916
Subventions d'années antérieures	372	6 443
Recouvrement – Services policiers – Retraite Québec	335	358
Divers	<u>7</u>	<u>1</u>
	<u>2 488</u>	<u>9 717</u>
Total des revenus divers	<u>10 133</u>	<u>17 086</u>
Total des revenus autonomes	<u>48 377</u>	<u>55 118</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Aide financière – Catastrophes	<u>223</u>	<u>811</u>
Total des transferts du gouvernement fédéral	<u>223</u>	<u>811</u>
Total des revenus	<u><u>48 600</u></u>	<u><u>55 930</u></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Sécurité, prévention et gestion interne					
Votés	654 239	627 718	2 378	24 143	
Permanents	27 714	24 246		3 468	
Ne nécessitant pas de crédits		5 080			
	<u>681 953</u>	<u>657 044</u>	<u>2 378</u>	<u>27 611</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Sûreté du Québec					
Votés	640 686	597 253	8 262	35 171	
Permanents	2 987	2 987			
Ne nécessitant pas de crédits		13 120			
	<u>643 672</u>	<u>613 359</u>	<u>8 262</u>	<u>35 171</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Organismes relevant du ministre					
Votés	46 882	41 240	695	4 946	
Permanents	25	7		18	
Ne nécessitant pas de crédits		128			
	<u>46 907</u>	<u>41 375</u>	<u>695</u>	<u>4 964</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 372 532</u>	<u>1 311 778</u>	<u>11 336</u>	<u>67 746</u>	<u>-</u>
Votés	1 341 806	1 266 211	11 336	64 259	
Permanents	30 725	27 239		3 486	
Ne nécessitant pas de crédits		18 327			
Total	<u>1 372 532</u>	<u>1 311 778</u>	<u>11 336</u>	<u>67 746</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 338 248	1 311 778		44 797	
Prêts, placements, avances et autres	132		76	56	
Immobilisations	<u>34 152</u>		<u>11 259</u>	<u>22 892</u>	
Total	<u>1 372 532</u>	<u>1 311 778</u>	<u>11 336</u>	<u>67 746</u>	<u>-</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1					
Mission : Gouverne et justice					
Sécurité, prévention et gestion interne					
1. Direction et services supports à la gestion	19 455			16 261	2 605
Permanents(1)	10				10
2. Services correctionnels	335 017	1		255 996	76 886
3. Expertises judiciaires	9 503			7 960	1 431
4. Affaires policières et sécurité-protection	97 943	2		27 138	4 566
5. Sécurité civile et sécurité incendie	19 831			9 328	2 814
Permanents(2)	27 704			3 080	968
6. Éléments de gestion centrale	172 489		2 375	43 136	107 326
Amortissement des immobilisations					
Total	681 953	3	2 375	362 900	196 606

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur la sécurité civile (RLRQ, chapitre S-2.3).

PROGRAMME 2

Mission : Gouverne et justice

Sûreté du Québec

1. Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	411 007	73		205 427	8 219
Permanents(1)	2 987			2 987	
2. Gestion interne et soutien	229 678		8 189	44 365	73 418
Amortissement des immobilisations					
Total	643 672	73	8 189	252 778	81 637

(1) Loi sur la confiscation, l'administration et l'affectation des produits et instruments d'activités illégales (RLRQ, chapitre C-52.2).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources requises pour la gestion des programmes. Il vise également à protéger la société en suscitant sa participation à l'administration de la justice et en assurant aux adultes en probation, détention et libération conditionnelle des services pour faciliter leur réinsertion sociale, à fournir des expertises diverses en matière judiciaire, à assurer la sécurité des personnes et de leurs biens de même que de certains édifices gouvernementaux, à assurer l'inspection des services de police et à financer les services policiers autochtones. Il comprend un poste de gestion centrale où sont imputées des dépenses faites au bénéfice des éléments de ce programme et de certains autres programmes du Ministère.

	170						419	
	533						1 601	
							112	
	65 672						566	
	5 896				1 300		493	
	20 188						3 468	
					1 800		17 852	
								5 080
-	92 458	-	-	3 100	-	24 511	5 080	

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens.

		185 920					11 368	
		79 904					23 802	
								13 120
-	-	265 824	-	-	-	35 171	13 120	

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3					
Mission : Gouverne et justice					
Organismes relevant du ministre					
1. Régie des alcools, des courses et des jeux	15 823		623	10 994	2 674
Permanents(1)	22				
Permanents(2)	3				
Amortissement des immobilisations					
2. Commission québécoise des libérations conditionnelles	4 923			3 909	781
3. Bureau du coroner	8 693		54	5 102	3 121
4. Commissaire à la déontologie policière	3 324		4	2 473	412
5. Comité de déontologie policière	1 880			1 300	480
6. Commissaire à la lutte contre la corruption	9 345		15	6 837	1 482
7. Bureau des enquêtes indépendantes	2 894			962	714
Total	46 907	-	695	31 576	9 664

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (RLRQ, chapitre L-6).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	1 341 806	76	11 259	641 187	286 930
Permanents	30 725			6 067	978
Amortissement des immobilisations					
Total	1 372 532	76	11 259	647 254 ⁽¹⁾	287 908

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 64 966 k\$ à l'égard du traitement de 654 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	= Total
Rémunération	647 254		647 254
Fonctionnement	287 908	18 327	306 235
Créances douteuses et autres provisions	7		7
Transfert	92 458		92 458
Affectation à un fonds spécial	265 824		265 824
Service de la dette			
Total	1 293 450	18 327	1 311 778

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à financer des interventions en matière de contrôle dans les secteurs de la vente et de la fabrication d'alcool, des jeux de hasard et d'amusement, des courses de chevaux, de même que des sports de combat. Il vise également à protéger la société tout en favorisant la réinsertion sociale de la personne détenue, à intervenir dans les cas de décès survenus en des circonstances obscures ou violentes et à permettre le traitement des plaintes contre des policiers relatives à leurs fonctions.

							1 532	
7							15	
							3	
								128
							234	
							416	
							435	
							100	
							1 010	
				400			818	
7	-	-	-	400	-	4 564	128	

	72 270	265 824		3 500		60 759	
7	20 188					3 486	
							18 327
7	92 458	265 824	-	3 500	-	64 246	18 327

SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne				
Votés	641 904			
Permanents	<u>27 714</u>			
	<u>669 618</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 - Sûreté du Québec				
Votés	625 705			
Permanents	<u>625 705</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 3 - Organismes relevant du ministre				
Votés	45 563			
Permanents	<u>25</u>			
	<u>45 588</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	1 313 171			
Permanents	<u>27 739</u>			
Total	<u>1 340 910</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				12 335				654 239
								27 714
-	-	-		12 335		-		681 953
417				14 564				640 686
		2 987						2 987
417	-	2 987		14 564		-		643 672
				1 319				46 882
								25
-	-	-		1 319		-		46 907
417				28 218				1 341 806
		2 987						30 725
417	-	2 987		28 218		-		1 372 532

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne			
Cadre pour la prévention de sinistres	2 291		
Formation des policiers et des pompiers	9 787		
Lutte contre le commerce illégal des produits du tabac	7 020		
Plan d'intervention sur les gangs de rue			
Prévention de la criminalité, sécurité et aide aux victimes	19 791		
Schémas de couverture de risques d'incendie			
Sécurité civile	23 124	1 079	
Services policiers en milieu autochtone	31 461		
Autres	3 338		
	<u>96 813</u>	<u>1 079</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>96 813</u>	<u>1 079</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
300	1 112				1 412	300
	3 400			6 282	9 682	7 167
	6 947	15		18	6 980	6 787
						889
	5 460	14 021		23	19 504	18 573
						220
	12 628	33	6 448		20 188	23 290
	31 461				31 461	30 810
5	939	2 286			3 230	1 336
305	61 947	16 355	6 448	6 324	92 458	89 373
305	61 947	16 355	6 448	6 324	92 458	89 373

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Fonctionnement	5 905	5 905	3 761
Capital	1 294	1 217	1 032
Support	<u>89 614</u>	<u>85 336</u>	<u>84 580</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>96 813</u>	<u>92 458</u>	<u>89 373</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Rémunération	224 792	216 614	214 710
Fonctionnement	47 909	43 756	46 079
Capital	6 399	5 454	4 868
Intérêt	<u>107</u>		<u>93</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>279 207</u>	<u>265 824</u>	<u>265 750</u>

TOURISME

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Promotion et développement du tourisme					
Votés	123 478	122 478		1 000	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>123 488</u>	<u>122 488</u>	<u>-</u>	<u>1 000</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>123 488</u>	<u>122 488</u>	<u>-</u>	<u>1 000</u>	<u>-</u>
Votés	123 478	122 478		1 000	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits					
Total	<u>123 488</u>	<u>122 488</u>	<u>-</u>	<u>1 000</u>	<u>-</u>
Dépenses	123 488	122 488		1 000	
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations					
Total	<u>123 488</u>	<u>122 488</u>	<u>-</u>	<u>1 000</u>	<u>-</u>

TOURISME

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1					
Mission : Économie et environnement					
Promotion et développement du tourisme					
1. Tourisme Québec	52 029				
Permanents(1)	10				
2. Société du Centre des congrès de Québec	16 277				
3. Société du Palais des congrès de Montréal	33 723				
4. Régie des installations olympiques	21 449				
Total	123 488	-	-	-	-
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	123 478				
Permanents	10				
Total	123 488	-	-	-	-

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		Total
	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	
Rémunération			
Fonctionnement			
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	70 870		70 870
Affectation à un fonds spécial	51 618		51 618
Service de la dette			
Total	122 488	-	122 488

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en orientant et concertant l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme, en suscitant et soutenant le développement de l'offre, en assurant la promotion du Québec ainsi qu'en aménageant et exploitant des installations publiques à caractère touristique.

		51 608		421			
		10					
	16 145			132			
	33 450			273			
	21 275			174			
-	70 870	51 618	-	1 000	-	-	-

	70 870	51 608		1 000			
		10					
-	70 870	51 618	-	1 000	-	-	-

TOURISME

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 - Promotion et développement du tourisme				
Votés	123 478			
Permanents	<u>10</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>123 488</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	123 478			
Permanents	<u>10</u>	<u></u>	<u></u>	
Total	<u>123 488</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
								123 478
								10
-	-	-		-		-		123 488

								123 478
								10
-	-	-		-		-		123 488

TOURISME

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Promotion et développement du tourisme			
Régie des installations olympiques	21 449		
Société du Centre des congrès de Québec	16 277		
Société du Palais des congrès de Montréal	33 723		
	<u>71 449</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>71 449</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
				21 275	21 275	22 298
				16 145	16 145	16 013
				33 450	33 450	33 378
-	-	-	-	70 870	70 870	71 689
-	-	-	-	70 870	70 870	71 689

TOURISME

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Rémunération	21 793	21 214	20 675
Fonctionnement	15 380	15 380	20 052
Capital	22 447	22 447	15 878
Intérêt	<u>11 829</u>	<u>11 829</u>	<u>15 084</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>71 449</u>	<u>70 870</u>	<u>71 689</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Rémunération	12 082	11 922	13 079
Fonctionnement	6 277	6 277	9 172
Capital	3 821	3 821	1 219
Intérêt	576	576	406
Support	<u>29 283</u>	<u>29 022</u>	<u>28 464</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>52 039</u>	<u>51 618</u>	<u>52 341</u>

TRANSPORTS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Immatriculation – Droits	33 559	33 238
Transport commercial public	341	283
Frais d'inscription et de mise à jour – Catégorie A1	2 628	2 673
Frais d'inscription et de mise à jour – Catégorie A2	2 719	2 737
Frais d'inscription et renouvellement – Intermédiaires en services de transport	176	170
	<u>39 423</u>	<u>39 102</u>
Autres		
Transfert de permis	611	602
	<u>611</u>	<u>602</u>
Total des droits et permis	<u>40 034</u>	<u>39 704</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Terrains et bâtisses	54	(291)
Location de terrains et bâtisses	798	660
Frais de publication – Demandes de permis	128	110
Analyse en laboratoire	25	114
Divers	108	126
	<u>1 113</u>	<u>719</u>
Intérêts		
Divers	1	4
	<u>1</u>	<u>4</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	1	99
Alcofrein	904	735
Divers	1	1
	<u>906</u>	<u>835</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	5 377	1 715
Subventions d'années antérieures	1 745	792
Dépenses sous forme d'indemnités	(333)	119
	<u>6 789</u>	<u>2 626</u>
Total des revenus divers	<u>8 809</u>	<u>4 184</u>
Total des revenus autonomes	<u>48 844</u>	<u>43 887</u>

TRANSPORTS**REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Entretien des chemins fédéraux		<u>247</u>
Total des transferts du gouvernement fédéral	<u>-</u>	<u>247</u>
Total des revenus	<u>48 844</u>	<u>44 134</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

TRANSPORTS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Infrastructures et systèmes de transport					
Votés	630 400	586 326	34 863	9 210	
Permanents		12 384			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>630 400</u>	<u>598 711</u>	<u>34 863</u>	<u>9 210</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Administration et services corporatifs					
Votés	54 404	47 638	4 076	2 690	
Permanents	69	27		42	
Ne nécessitant pas de crédits		10 803			
	<u>54 474</u>	<u>58 468</u>	<u>4 076</u>	<u>2 732</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>684 873</u>	<u>657 178</u>	<u>38 940</u>	<u>11 942</u>	<u>-</u>
Votés	684 804	633 964	38 940	11 900	
Permanents	69	27		42	
Ne nécessitant pas de crédits		23 187			
Total	<u>684 873</u>	<u>657 178</u>	<u>38 940</u>	<u>11 942</u>	<u>-</u>
Dépenses	635 511	657 178		1 520	
Prêts, placements, avances et autres	1 150		1 150		
Immobilisations	<u>48 213</u>		<u>37 790</u>	<u>10 423</u>	
Total	<u>684 873</u>	<u>657 178</u>	<u>38 940</u>	<u>11 942</u>	<u>-</u>

TRANSPORTS (*)

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1					
Mission : Économie et environnement					
Infrastructures et systèmes de transport					
1. Transport terrestre	473 416	1 150 ⁽¹⁾	6 733	46 185	284 717
Amortissement des immobilisations					
Consommation de stocks					
2. Transport maritime	104 528		69	703	26
Amortissement des immobilisations					
3. Transport aérien	41 598		26 851	1 163	4 108
Amortissement des immobilisations					
4. Commission des transports du Québec	10 858		60	8 114	2 047
Amortissement des immobilisations					
Total	630 400	1 150	33 714	56 166	290 897

(1) Cette somme représente les coûts d'acquisition de stocks dans l'année financière.

PROGRAMME 2					
Mission : Économie et environnement					
Administration et services corporatifs					
1. Direction	8 672		5	7 654	716
Permanents(1)	19				18
Amortissement des immobilisations					
2. Services corporatifs	39 329		4 070	22 281	10 341
Permanents(2)	50				
Amortissement des immobilisations					
3. Planification, recherche et développement	6 403		2	5 769	549
Total	54 474	-	4 076	35 704	11 623

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer l'amélioration, la réfection et le maintien en état des infrastructures de transport et à assurer l'exploitation des infrastructures de transport. Il vise aussi à établir les politiques et la réglementation relatives aux systèmes de transport de personnes et de marchandises, à apporter une aide financière aux organismes offrant des services de transport, à délivrer des permis de transport ou de location pour différents modes de transport et à gérer le Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds.

	129 158						5 473	
								2 833
								258
	102 801						928	
								125
	7 305						2 171	
								8 075
							637	
								1 095
-	239 264	-	-	-	-	-	9 210	12 384

Ce programme vise à fournir les divers services de direction, de soutien à la gestion des activités du Ministère. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.

	278						20	
							2	
							2 637	
10							40	
								10 803
	50						33	
10	328	-	-	-	-	-	2 732	10 803

TRANSPORTS (*)

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	684 804	1 150	37 790	91 870	302 502
Permanents	69				18
Amortissement des immobilisations					
Consommation de stocks					
Total	684 873	1 150	37 790	91 870 ⁽¹⁾	302 520

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 9 398 k\$ à l'égard du traitement de 75 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	91 870		91 870
Fonctionnement	302 520	23 187	325 707
Créances douteuses et autres provisions	10		10
Transfert	239 592		239 592
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	633 991	23 187	657 178

(*) Depuis le 28 janvier 2016, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 33-2016, le ministère des Transports est désigné sous le nom de ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
10	239 592						11 900 42	22 929 258
10	239 592	-	-		-	-	11 942	23 187

TRANSPORTS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 - Infrastructures et systèmes de transport				
Votés	626 085			
Permanents				
	<u>626 085</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 - Administration et services corporatifs				
Votés	59 549			
Permanents	69			
	<u>59 618</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	685 634			
Permanents	69			
Total	<u>685 703</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				4 315				630 400
-	-	-		4 315		-		630 400
				(5 145)				54 404 69
-	-	-		(5 145)		-		54 474
				(830)				684 804 69
-	-	-		(830)		-		684 873

TRANSPORTS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Infrastructures et systèmes de transport			
Aide à l'adaptation des taxis et autocars	2 492	782	
Aide à l'adaptation des véhicules pour personnes handicapées	9 106		
Aide aux chemins d'accès isolés	1 062		
Aide financière au réseau routier local			
Aide spécifique pour le transport adapté	108 591		
Société des Traversiers du Québec	97 655		
Soutien au déploiement des autobus électriques	4 125	4 125	
Transport aérien	7 305	5 684	
Transport maritime	5 146	300	
Transport terrestre	3 782		
	<u>239 264</u>	<u>10 891</u>	<u>-</u>
Programme 2 - Administration et services corporatifs			
Aide à la recherche et au développement en transport	50		
Autres	298	6	
	<u>348</u>	<u>6</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>239 612</u>	<u>10 897</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
		75	1 635		2 492	1 490
				9 106	9 106	8 500
	1 062				1 062	733
						18 381
	108 591				108 591	94 014
				97 655	97 655	89 245
					4 125	
	695	102	824		7 305	2 662
	4 724	122			5 146	5 071
3	2 139	1 640			3 782	4 011
3	117 211	1 939	2 459	106 761	239 264	224 109
		50			50	265
12	5	241	14		278	303
12	5	291	14	-	328	569
15	117 215	2 231	2 473	106 761	239 592	224 677

TRANSPORTS

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Rémunération	45 991	45 991	37 046
Fonctionnement	45 961	45 961	42 723
Capital	18 609	18 609	18 658
Intérêt	8 364	8 364	4 238
Support	<u>120 687</u>	<u>120 667</u>	<u>122 012</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>239 612</u>	<u>239 592</u>	<u>224 677</u>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE
REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de perception	1 742	1 992
Divers	<u>10</u>	<u>8</u>
	1 752	2 000
Intérêts		
Aide financière de dernier recours	20 313	19 780
Divers	<u>14</u>	<u>12</u>
	20 326	19 792
Amendes et confiscations		
Frais – Chèques sans provision	<u>215</u>	<u>210</u>
	215	210
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	358	304
Subventions d'années antérieures	70	617
Aide financière de dernier recours	70 320	68 842
Aide financière de dernier recours – R.R.Q.	327	494
Aide financière de dernier recours – Pensions alimentaires	17 013	17 332
Aide financière de dernier recours – Garants défaillants	1 901	2 122
Divers	<u>(4)</u>	<u>21</u>
	89 986	89 732
Total des revenus divers	<u>112 280</u>	<u>111 734</u>
Total des revenus autonomes	<u>112 280</u>	<u>111 734</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Participation des personnes handicapées au marché du travail	45 893	45 893
Entente relative au marché du travail	636 545	638 014
Entente sur le marché du travail – Pacte pour l'emploi	<u>114 901</u>	<u>115 221</u>
Total des transferts du gouvernement fédéral	<u>797 339</u>	<u>799 128</u>
Total des revenus	<u>909 618</u>	<u>910 862</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Mesures d'aide à l'emploi					
Votés	837 636	837 603		33	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>837 636</u>	<u>837 603</u>	<u>-</u>	<u>33</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Mesures d'aide financière					
Votés	2 993 247	2 993 247			
Permanents	11 695	11 695			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>3 004 942</u>	<u>3 004 942</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Administration					
Votés	454 492	454 145	346		
Permanents	30	29		1	
Ne nécessitant pas de crédits		192			
	<u>454 521</u>	<u>454 366</u>	<u>346</u>	<u>1</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Travail					
Votés	33 493	30 364	342	2 788	
Permanents	2	2		1	
Ne nécessitant pas de crédits		109			
	<u>33 495</u>	<u>30 474</u>	<u>342</u>	<u>2 788</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Promotion et développement de la Capitale-Nationale					
Votés	50 306	50 305	1		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		1			
	<u>50 306</u>	<u>50 306</u>	<u>1</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>4 380 900</u>	<u>4 377 691</u>	<u>689</u>	<u>2 822</u>	<u>-</u>
 Votés	 4 369 173	 4 365 663	 689	 2 821	
Permanents	11 727	11 726		2	
Ne nécessitant pas de crédits		303			
Total	<u>4 380 900</u>	<u>4 377 691</u>	<u>689</u>	<u>2 822</u>	<u>-</u>
 Dépenses	 4 379 562	 4 377 691		 2 173	
Prêts, placements, avances et autres	8		7		
Immobilisations	1 331		682	649	
Total	<u>4 380 900</u>	<u>4 377 691</u>	<u>689</u>	<u>2 822</u>	<u>-</u>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1	Mesures d'aide à l'emploi				
Mission : Économie et environnement					
1. Mesures d'aide à l'emploi	837 636				
2. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la mise en oeuvre de l'Entente sur le marché du travail					
Total	837 636	-	-	-	-
PROGRAMME 2	Mesures d'aide financière				
Mission : Soutien aux personnes et aux familles					
1. Aide aux personnes et aux familles	2 942 837				
Permanents(1)	11 695				
2. Action communautaire	24 148				
3. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	26 263				
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi					
Total	3 004 942	-	-	-	-

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à pourvoir au financement des mesures d'aide à l'emploi. Emploi-Québec est le service public d'emploi du Québec responsable de l'information sur le marché du travail, du placement et des mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Il est également responsable de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre (RLRQ, chapitre D-8.3) et de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (RLRQ, chapitre F-5). De plus, ce programme privilégie la mobilisation et l'engagement réciproque de l'ensemble des acteurs concernés par le fonctionnement du marché du travail par le biais de l'Entente sur le marché du travail.

	12 000	825 603		33				
-	12 000	825 603	-	33	-	-	-	-

Ce programme vise à rendre accessible à toutes les personnes, qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier par l'entremise du réseau d'Emploi-Québec. Plus précisément, il permet à des personnes de recevoir une aide financière de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et leurs besoins essentiels qui leur sont reconnus. Les programmes d'aide et d'accompagnement social permettent aux prestataires de recevoir un soutien et un accompagnement personnalisés dans le but d'une préparation adéquate pour participer à une mesure ou à un programme d'aide à l'emploi. En outre, ce programme contribue au financement des organismes communautaires en lien avec leur mission globale et il accorde à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. Il vise également à pourvoir en crédits le Fonds québécois d'initiatives sociales et permet la conversion des prestations d'aide financière en mesures d'aide à l'emploi.

	2 911 362	31 474						
11 695								
	4 331	19 817						
	26 263							
11 695	2 941 956	51 291	-	-	-	-	-	-

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3					
Mission : Soutien aux personnes et aux familles					
		Administration			
1. Direction et services à la gestion	212 076		340	54 916	60 790
Permanents(1)	10				9
Amortissement des immobilisations					
2. Centre de recouvrement	7 937			7 187	750
Permanents(2)	20				20
3. Administration des mesures d'aide à l'emploi et d'aide financière	227 490	7		96 741	18 491
4. Politiques, analyse stratégique et action communautaire	6 989			6 000	325
Total	454 521	7	340	164 844	80 385

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

PROGRAMME 4					
Mission : Gouverne et justice					
		Travail			
1. Relations du travail	17 366	1	330	7 334	3 091
Permanents(1)	2				2
Permanents(2)	1				
Amortissement des immobilisations					
2. Commission de l'équité salariale (3)	7 583		11	4 273	1 188
Amortissement des immobilisations					
3. Contribution financière du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale à la Commission des relations du travail	8 544				
Total	33 495	1	341	11 606	4 281

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(3) Depuis le 1er janvier 2016, le projet de loi n°42 (L.Q. 2015, chapitre 15) regroupe les activités de la Commission de l'équité salariale, de la Commission des normes du travail et de la Commission de la santé et de la sécurité au travail et modifie le nom de cette dernière en celui de Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périms (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise l'administration des mesures d'aide à l'emploi, de la Commission des partenaires du marché du travail, des mesures d'aide financière, du Régime québécois d'assurance parentale ainsi que le développement des politiques d'emploi, de sécurité du revenu et d'assurance parentale. Il vise également à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes. De plus, il permet de verser au fonds du Tribunal administratif du Québec les sommes requises pour soutenir les causes reliées au Ministère. Également, ce programme vise à pourvoir au financement des activités de planification et de coordination ministérielles et de services aux citoyennes et citoyens. Il contribue au financement du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

	1 338	94 693				1	192
		112 251					
		664					
-	1 338	207 608	-	-	-	1	192

Ce programme vise à élaborer, mettre en oeuvre, surveiller l'application et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail, de relations du travail et d'équité salariale.

	5 934					677	
						1	54
						2 110	55
		8 544					
-	5 934	8 544	-	-	-	2 788	109

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5 (a)					
Mission : Économie et environnement					
Promotion et développement de la Capitale-Nationale					
1. Secrétariat à la Capitale-Nationale	34 110		1	1 227	291
Amortissement des immobilisations					
2. Commission de la capitale nationale du Québec	16 196				
Total	50 306	-	1	1 227	291

(a) La responsabilité de ce programme est confiée au ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale.

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	4 369 173	7	682	177 677	84 926
Permanents	11 727				30
Amortissement des immobilisations					
Total	4 380 900	7	682	177 677 ⁽¹⁾	84 956

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 34 477 k\$ à l'égard du traitement de 314 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	= Total
Rémunération	177 677		177 677
Fonctionnement	84 956	303	85 259
Créances douteuses et autres provisions	11 695		11 695
Transfert	3 010 014		3 010 014
Affectation à un fonds spécial	1 093 047		1 093 047
Service de la dette			
Total	4 377 389	303	4 377 691

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme a pour objet le soutien et la promotion de la région de la Capitale-Nationale en renforçant le rôle de Québec comme capitale nationale, en contribuant à la mise en valeur de ses sites, ses monuments et ses activités, en responsabilisant les milieux locaux et régionaux dans la prise en main de leur développement social, culturel, touristique ainsi qu'économique.

	32 591							1
	16 196							
-	48 786	-	-	-	-	-	-	1
11 695	3 010 014	1 093 047		33		2 788		303
						2		
11 695	3 010 014	1 093 047	-	33	-	2 789		303

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi				
Votés	787 692			
Permanents				
	<u>787 692</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 - Mesures d'aide financière				
Votés	2 941 379			
Permanents	5 500			
	<u>2 946 879</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 3 - Administration				
Votés	454 688			
Permanents	10			
	<u>454 698</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 4 - Travail				
Votés	30 705			
Permanents	1			
	<u>30 705</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 5 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale				
Votés	50 780			
Permanents				
	<u>50 780</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	4 265 244			
Permanents	5 510			
Total	<u>4 270 755</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+ ,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				49 944				837 636
-	-	-		49 944		-		837 636
				51 868		6 195		2 993 247
-	-	-		51 868		6 195		11 695
								3 004 942
7 250				(7 447)		20		454 492
7 250	-	-		(7 447)		20		30
				2 788		2		454 521
-	-	-		2 788		2		33 493
				(474)				2
-	-	-		(474)		-		33 495
								50 306
7 250				96 679		6 217		4 369 173
7 250	-	-		96 679		6 217		11 727
								4 380 900

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE
DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi			
Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main- d'oeuvre	12 000	12 000	
	<u>12 000</u>	<u>12 000</u>	<u>-</u>
Programme 2 - Mesures d'aide financière			
Action communautaire	3 849		
Aide aux personnes et aux familles	2 911 362	64	
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	26 263		
Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires	482		
	<u>2 941 956</u>	<u>64</u>	<u>-</u>
Programme 3 - Administration			
Autres	1 338		
	<u>1 338</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 4 - Travail			
Autres	5 934		
	<u>5 934</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 5 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale			
Aide à la Ville de Québec	26 800		
Commission de la capitale nationale du Québec	16 196		
Fonds de développement économique de la région de la Capitale-Nationale	5 791	14	
	<u>48 786</u>	<u>14</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>3 010 014</u>	<u>12 078</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
					12 000	
-	-	-	-	-	12 000	-
		3 849			3 849	3 802
	2	4 515	2 906 782		2 911 362	2 953 746
			24 458	1 804	26 263	26 425
		482			482	296
-	2	8 846	2 931 240	1 804	2 941 956	2 984 270
		338		1 000	1 338	1 780
-	-	338	-	1 000	1 338	1 780
		75		5 859	5 934	6 032
-	-	75	-	5 859	5 934	6 032
	21 800			5 000	26 800	25 100
				16 196	16 196	17 275
4	311	5 462			5 791	5 791
4	22 111	5 462	-	21 196	48 786	48 166
4	22 112	14 720	2 931 240	29 859	3 010 014	3 040 247

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Rémunération	10 134	10 134	10 813
Fonctionnement	6 084	6 084	6 508
Capital	6 052	6 052	5 315
Intérêt	2 589	2 589	3 928
Support	<u>2 985 155</u>	<u>2 985 155</u>	<u>3 013 683</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>3 010 014</u>	<u>3 010 014</u>	<u>3 040 247</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Rémunération	140 234	140 234	137 389
Fonctionnement	65 482	65 482	65 331
Capital	9 954	9 954	12 111
Intérêt	482	482	343
Support	<u>876 928</u>	<u>876 894</u>	<u>849 137</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 093 080</u>	<u>1 093 047</u>	<u>1 064 311</u>

4. COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	REVENUS DIVERS	+	TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL 2016	TOTAL 2015
ASSEMBLÉE NATIONALE						
Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	4 116				4 116	956
Total du portefeuille	4 116		-		4 116	956
AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE						
Fonds de stimulation de l'infrastructure						9
Infrastructures 2005						547
Infrastructures 2008			68 803		68 803	64 473
Programme d'infrastructures 2015			27		27	
Total du portefeuille	-		68 830		68 830	65 029
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION						
Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	1 603				1 603	5 233
Financement des programmes de gestion des risques agricoles			96 762		96 762	98 360
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 127				2 127	2 359
Total du portefeuille	3 731		96 762		100 493	105 953
CONSEIL EXÉCUTIF						
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	11 106				11 106 ⁽¹⁾	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux						86
Total du portefeuille	11 106		-		11 106	86
CULTURE ET COMMUNICATIONS						
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	905				905	1 500
Financement des unités autonomes de service	1 118				1 118	1 363
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	7				7	888
Infrastructures 2008			16 523		16 523	17 709
Soutien à l'orchestre symphonique de Montréal						8 500
Total du portefeuille	2 030		16 523		18 553	29 960
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES						
Financement des unités autonomes de service						3 314
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3 046		641		3 687	1 621
Total du portefeuille	3 046		641		3 687	4 936
ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS						
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 036				1 036	874
Programme d'infrastructure du savoir			730		730	5 222
Total du portefeuille	1 036		730		1 767	6 095

(1) L'augmentation des revenus de 2016 comparativement à ceux de 2015 s'explique par la création du compte à fin déterminée en 2015-2016.

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	REVENUS DIVERS	+	TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL 2016	TOTAL 2015
ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE						
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde			21 839		21 839	26 730
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	8 449				8 449	
Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis			37 739		37 739 ⁽²⁾	10 537
Formation dans les pénitenciers fédéraux			3 973		3 973	3 835
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	210		62		272	1 028
Total du portefeuille	8 660		63 613		72 272	42 130
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES						
Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	23				23	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	456				456	390
Total du portefeuille	479		-		479	390
FINANCES						
Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence			458 219		458 219	458 219
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux						12
Total du portefeuille	-		458 219		458 219	458 231
FORÊTS, FAUNE ET PARCS						
Accessibilité aux terres de l'État à vocations faunique et multiressources			1 797		1 797	1 997
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	4 589				4 589	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	387				387	727
Total du portefeuille	4 976		1 797		6 773	2 724
IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION						
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	6 141				6 141	4 663
Total du portefeuille	6 141		-		6 141	4 663
JUSTICE						
Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions			567		567	433
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	380				380	
Total du portefeuille	380		567		947	433
RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE						
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	11				11	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	27				27	
Total du portefeuille	38		-		38	-

(2) L'augmentation des revenus de 2016 comparativement à ceux de 2015 s'explique principalement par des investissements en immobilisations plus importants en 2015-2016.

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	REVENUS DIVERS	+	TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL 2016	TOTAL 2015
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX						
Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	106 211				106 211	107 969
Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	736				736 ⁽³⁾	30 043
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	20 597				20 597	21 122
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	690		3 721		4 411	8 285
Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	50 127				50 127 ⁽⁴⁾	8 826
Total du portefeuille	178 360		3 721		182 081	176 245
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Administration de la Loi sur les armes à feu			4 463		4 463	4 948
Financement des unités autonomes de service	3 617				3 617	3 653
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	2 567				2 567	3 062
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	761		15 353		16 114 ⁽⁵⁾	81 926
Total du portefeuille	6 946		19 816		26 762	93 589
TRANSPORTS						
Financement des infrastructures ferroviaires			12 790		12 790 ⁽⁶⁾	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux			133		133	383
Total du portefeuille	-		12 924		12 924	383
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE						
Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés			3 608		3 608	5 232
Financement du bureau d'évaluation médicale	3 457				3 457	2 794
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 606				1 606	572
Total du portefeuille	5 063		3 608		8 671	8 597
TOTAL	236 109		747 751		983 860	1 000 400

(3) La diminution des revenus de 2016 comparativement à ceux de 2015 s'explique par la cessation, au 1er avril 2015, de la contribution de Loto-Québec. Ce financement est maintenant assumé par le ministère.

(4) L'augmentation des revenus de 2016 comparativement à ceux de 2015 s'explique principalement par la hausse des dépenses admissibles relatives à la poursuite de l'informatisation du réseau de la santé et par l'attribution de dépenses admissibles relatives au Programme québécois d'adoption de dossiers médicaux électroniques.

(5) La diminution des revenus de 2016 comparativement à ceux de 2015 s'explique principalement par une diminution des coûts de décontamination liés à la tragédie survenue le 6 juillet 2013 à Lac-Mégantic ainsi que par la baisse des dépenses de transferts dans le cadre du programme d'indemnisation des sinistrés.

(6) L'augmentation des revenus de 2016 comparativement à ceux de 2015 s'explique par des réclamations importantes soumises en 2015-2016 compte tenu de la fin de l'entente 2013-2016 pour le projet de réhabilitation des infrastructures ferroviaires des chemins de fer d'intérêt local.

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
ASSEMBLÉE NATIONALE		
1 Revenus autonomes de l'Assemblée nationale		
Total du portefeuille	-	-
AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE		
2 Fonds de stimulation de l'infrastructure		
3 Infrastructures 2005		
4 Infrastructures 2008		
5 Programme d'infrastructures 2015		
Total du portefeuille	-	-
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION		
6 Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches		
7 Financement des programmes de gestion des risques agricoles		
8 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
CONSEIL EXÉCUTIF		
9 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
10 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
CULTURE ET COMMUNICATIONS		
11 Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics		905
12 Financement des unités autonomes de service		1 118
13 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		7
14 Infrastructures 2008		16 523
15 Soutien à l'orchestre symphonique de Montréal		
Total du portefeuille	-	18 553
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES		
16 Financement des unités autonomes de service		
17 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS		
18 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
19 Programme d'infrastructure du savoir		
Total du portefeuille	-	-

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2016	TOTAL 2015	
				4 116		4 116	956	1
-		-		4 116		4 116	956	
							9	2
							547	3
68 803						68 803	64 473	4
27						27		5
68 830		-		-		68 830	65 029	
1 603						1 603	5 233	6
96 762						96 762	98 360	7
2 127						2 127	2 359	8
100 493		-		-		100 493	105 953	
				11 106		11 106		9
							86	10
-		-		11 106		11 106	86	
						905	1 500	11
						1 118	1 363	12
						7	888	13
						16 523	17 709	14
							8 500	15
-		-		-		18 553	29 960	
3 687						3 687	3 314	16
							1 621	17
3 687		-		-		3 687	4 936	
1 036						1 036	874	18
730						730	5 222	19
1 767		-		-		1 767	6 095	

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE		
20 Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde		21 839
21 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
22 Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis		37 739
23 Formation dans les pénitenciers fédéraux		3 973
24 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		272
Total du portefeuille	-	63 823
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES		
25 Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers		
26 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
FINANCES		
27 Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence		
28 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
FORÊTS, FAUNE ET PARCS		
29 Accessibilité aux terres de l'État à vocations faunique et multiresources		
30 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
31 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION		
32 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		6 141
Total du portefeuille	-	6 141
JUSTICE		
33 Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions		
34 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE		
35 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
36 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2016	TOTAL 2015	
						21 839	26 730	20
8 449						8 449		21
						37 739	10 537	22
						3 973	3 835	23
						272	1 028	24
8 449		-		-		72 272	42 130	
23						23		25
456						456	390	26
479		-		-		479	390	
458 219						458 219	458 219	27
							12	28
458 219		-		-		458 219	458 231	
1 797						1 797	1 997	29
4 589						4 589		30
387						387	727	31
6 773		-		-		6 773	2 724	
						6 141	4 663	32
-		-		-		6 141	4 663	
				567		567	433	33
				380		380		34
-		-		947		947	433	
11						11		35
27						27		36
38		-		-		38	-	

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX		
37 Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	106 211	
38 Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	736	
39 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	20 597	
40 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	4 411	
41 Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	50 127	
Total du portefeuille	182 081	-
SÉCURITÉ PUBLIQUE		
42 Administration de la Loi sur les armes à feu		
43 Financement des unités autonomes de service		
44 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques		
45 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
TRANSPORTS		
46 Financement des infrastructures ferroviaires		
47 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE		
48 Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés		
49 Financement du bureau d'évaluation médicale		
50 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
TOTAL	182 081	88 517

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2016	TOTAL 2015	
						106 211	107 969	37
						736	30 043	38
						20 597	21 122	39
						4 411	8 285	40
						50 127	8 826	41
-		-		-		182 081	176 245	
				4 463		4 463	4 948	42
				3 617		3 617	3 653	43
				2 567		2 567	3 062	44
				16 114		16 114	81 926	45
-		-		26 762		26 762	93 589	
12 790						12 790		46
133						133	383	47
12 924		-		-		12 924	383	
		3 608				3 608	5 232	48
				3 457		3 457	2 794	49
67				1 539		1 606	572	50
67		3 608		4 996		8 671	8 597	
661 727		3 608		47 927		983 860	1 000 400	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	TRANSFERT +
ASSEMBLÉE NATIONALE	
1 Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	
Total du portefeuille	-
AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE	
2 Fonds de stimulation de l'infrastructure	
3 Infrastructures 2005	
4 Infrastructures 2008	67 877
5 Programme d'infrastructures 2015	
Total du portefeuille	67 877
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION	
6 Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	1 603
7 Financement des programmes de gestion des risques agricoles	95 483
8 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	961
Total du portefeuille	98 047
CONSEIL EXÉCUTIF	
9 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	11 000
10 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	11 000
CULTURE ET COMMUNICATIONS	
11 Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	
12 Financement des unités autonomes de service	
13 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
14 Infrastructures 2008	16 523
15 Soutien à l'orchestre symphonique de Montréal	
Total du portefeuille	16 523
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	
16 Financement des unités autonomes de service	
17 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	203
Total du portefeuille	203
ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS	
18 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
19 Programme d'infrastructure du savoir	730
Total du portefeuille	730

RÉMUNÉRATION	+	FONCTIONNEMENT	=	TOTAL 2016	TOTAL 2015	
334		3 782		4 116	956	1
334		3 782		4 116	956	
					9	2
					547	3
256		670		68 803	64 473	4
24		3		27		5
280		673		68 830	65 029	
				1 603	5 233	6
230		1 049		96 762	98 360	7
103		1 064		2 127	2 359	8
333		2 113		100 493	105 953	
		106		11 106		9
					86	10
-		106		11 106	86	
		905		905	1 500	11
440		678		1 118	1 363	12
		7		7	888	13
				16 523	17 709	14
					8 500	15
440		1 590		18 553	29 960	
					3 314	16
1 431		2 054		3 687	1 621	17
1 431		2 054		3 687	4 936	
		1 036		1 036	874	18
				730	5 222	19
-		1 036		1 767	6 095	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	TRANSFERT +
ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE	
20 Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	18 301
21 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	8 449
22 Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis	37 739
23 Formation dans les pénitenciers fédéraux	3 973
24 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	184
Total du portefeuille	68 647
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES	
25 Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	
26 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
FINANCES	
27 Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence	458 219
28 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	458 219
FORÊTS, FAUNE ET PARCS	
29 Accessibilité aux terres de l'État à vocations faunique et multiresources	
30 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
31 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	
32 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
JUSTICE	
33 Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions	
34 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE	
35 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
36 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-

RÉMUNÉRATION + FONCTIONNEMENT =		TOTAL 2016	TOTAL 2015	
138	3 400	21 839	26 730	20
		8 449		21
		37 739	10 537	22
		3 973	3 835	23
	88	272	1 028	24
138	3 488	72 272	42 130	
8	15	23		25
108	347	456	390	26
117	362	479	390	
		458 219	458 219	27
			12	28
-	-	458 219	458 231	
	1 797	1 797	1 997	29
90	4 499	4 589		30
224	163	387	727	31
314	6 460	6 773	2 724	
2 324	3 817	6 141	4 663	32
2 324	3 817	6 141	4 663	
	567	567	433	33
179	201	380		34
179	768	947	433	
	11	11		35
	27	27		36
-	38	38	-	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	TRANSFERT +
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	
37 Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	106 211
38 Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	736
39 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	19 099
40 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	4 154
41 Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	50 087
Total du portefeuille	180 287
SÉCURITÉ PUBLIQUE	
42 Administration de la Loi sur les armes à feu	
43 Financement des unités autonomes de service	
44 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	
45 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	7 316
Total du portefeuille	7 316
TRANSPORTS	
46 Financement des infrastructures ferroviaires	12 790
47 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	12 790
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE	
48 Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	3 608
49 Financement du bureau d'évaluation médicale	
50 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	3 608
TOTAL	925 248

RÉMUNÉRATION + FONCTIONNEMENT =		TOTAL 2016	TOTAL 2015	
		106 211	107 969	37
		736	30 043	38
239	1 259	20 597	21 122	39
	256	4 411	8 285	40
	40	50 127	8 826	41
239	1 555	182 081	176 245	
3 803	660	4 463	4 948	42
2 532	1 085	3 617	3 653	43
2 238	329	2 567	3 062	44
1 217	7 580	16 114	81 926	45
9 790	9 655	26 762	93 589	
		12 790		46
133		133	383	47
133	-	12 924	383	
		3 608	5 232	48
1 701	1 756	3 457	2 794	49
423	1 183	1 606	572	50
2 124	2 939	8 671	8 597	
18 176	40 436	983 860	1 000 400	



FONDS SPÉCIAUX

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPRouvÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016

Le Parlement autorise le ministre ou l'organisme responsable d'un fonds spécial, par l'approbation des prévisions annuelles de dépenses et d'investissements du fonds spécial conformément à l'article 48 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), à effectuer des dépenses et des investissements à même les sommes portées au crédit du fonds spécial. Cette approbation se fait dans le cadre de l'adoption de lois sur les crédits ou de lois particulières, notamment lors de la constitution d'un fonds spécial. Quand l'Assemblée nationale ne siège pas, un mandat spécial, émis en vertu de l'article 51 de la Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01), peut autoriser que des dépenses et des investissements soient portés au crédit des fonds spéciaux. Ces autorisations ne valent que pour l'année financière sur laquelle portent les prévisions.

À la fin de l'année financière, pour chacun des fonds spéciaux, les dépenses et les investissements réellement effectués sont comparés aux sommes approuvées par le Parlement pour cette année financière. Chacun des excédents constatés doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière. Tout solde inutilisé d'une somme approuvée de dépenses ou d'investissements est périmé. Toute somme excédentaire de dépenses ou d'investissements d'un fonds spécial sur les prévisions approuvées à cet égard est soumise à l'approbation du Parlement, lors de l'adoption des prévisions de ce fonds pour l'année financière suivant celle où cet excédent a été constaté.

Pour l'année financière terminée le 31 mars 2016, des excédents de dépenses et d'investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées ont été constatés pour les fonds suivants :

Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux (en milliers de dollars)	Excédents des dépenses	Excédents des investissements
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		
Fonds relatif à certains sinistres	—	2 644
Économie, Innovation et Exportations		
Capital Mines Hydrocarbures	2 994	—
Famille		
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	43 300	—
Forêts, Faune et Parcs		
Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable territoire forestier	—	233

Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux
(en milliers de dollars)

**Excédents des
dépenses**

**Excédents des
investissements**

Justice

Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels

—

70

Santé et Services sociaux

Fonds des ressources informationnelles du secteur
de la santé et des services sociaux

—

1 528

Tourisme

Fonds de partenariat touristique

2 203

—

Travail, Emploi et Solidarité sociale

Fonds québécois d'initiatives sociales

8 969

—

Le sous-ministre des Finances,



Luc Monty

Québec, le 19 octobre 2016

Le contrôleur des finances,



Simon-Pierre Falardeau, CPA, CA

2. RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2016</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de développement des territoires	<u>100 000</u>	<u>83 238</u>	<u>-</u>
	<u>100 000</u>	<u>83 238</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds de développement des territoires	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

FONDS DE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2016</u>	<u>RÉELS 2015</u>
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	100 000	102 515	41 994
Autres revenus	-	-	2 244
Total des revenus	<u>100 000</u>	<u>102 515</u>	<u>44 238</u>
Dépenses			
Dépenses	100 000	83 238	44 238
Total des dépenses	<u>100 000</u>	<u>83 238</u>	<u>44 238</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	-	19 277	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>-</u>	<u>19 277</u>	<u>-</u>
Investissements	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2016</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds relatif à certains sinistres	<u>1 665</u>	<u>1 455</u>	<u>-</u>
	<u>1 665</u>	<u>1 455</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds relatif à certains sinistres	<u>3 243</u>	<u>5 888</u>	<u>(2 644)</u>
	<u>3 243</u>	<u>5 888</u>	<u>(2 644)</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

FONDS RELATIF À CERTAINS SINISTRES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	650	440	570
Autres revenus	1 015	1 015	983
Total des revenus	1 665	1 455	1 554
Dépenses			
Dépenses	1 665	1 455	1 554
Total des dépenses	1 665	1 455	1 554
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements avant redressements	3 243	5 888	4 322
Redressements des années antérieures	-	-	(5)
Investissements redressés	3 243	5 888	4 317

CULTURE ET COMMUNICATIONS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2016</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds Avenir Mécénat Culture	5 000	4 273	-
Fonds du patrimoine culturel québécois	<u>17 877</u>	<u>15 579</u>	<u>-</u>
	<u>22 877</u>	<u>19 852</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds Avenir Mécénat Culture	-	-	-
Fonds du patrimoine culturel québécois	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CULTURE ET COMMUNICATIONS

FONDS AVENIR MÉCÉNAT CULTURE

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	5 000	5 033 ⁽¹⁾	-
Total des revenus	5 000	5 033	-
Dépenses			
Dépenses	5 000	4 273	-
Total des dépenses	5 000	4 273	-
Surplus (déficit) de l'exercice	-	760	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	760	-
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 5 000 k\$ provenant de la taxe sur le tabac.

CULTURE ET COMMUNICATIONS

FONDS DU PATRIMOINE CULTUREL QUÉBÉCOIS

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2016</u>	<u>RÉELS 2015</u>
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	<u>15 709</u>	<u>15 689⁽¹⁾</u>	<u>15 757</u>
Total des revenus	<u>15 709</u>	<u>15 689</u>	<u>15 757</u>
Dépenses			
Dépenses	<u>17 877</u>	<u>15 579</u>	<u>12 662</u>
Total des dépenses	<u>17 877</u>	<u>15 579</u>	<u>12 662</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	(2 168)	110	3 095
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>24 678</u>	<u>27 431</u>	<u>24 336</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>22 511</u>	<u>27 541</u>	<u>27 431</u>
Investissements	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

(1) Cette somme inclut 15 500 k\$ provenant de la taxe sur le tabac (15 500 k\$ en 2015).

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2016</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds vert	<u>795 868</u>	<u>488 984</u>	<u>-</u>
	<u>795 868</u>	<u>488 984</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds vert	<u>14 539</u>	<u>3 606</u>	<u>-</u>
	<u>14 539</u>	<u>3 606</u>	<u>-</u>

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FONDS VERT

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	795 295	996 672 ⁽¹⁾	544 574
Total des revenus	795 295	996 672	544 574
Dépenses			
Dépenses	795 868	488 984	395 016
Total des dépenses	795 868	488 984	395 016
Surplus (déficit) de l'exercice	(573)	507 688	149 558
Surplus (déficit) cumulé au début	586 183	660 851	511 293
Surplus (déficit) cumulé à la fin	585 610	1 168 538	660 851
Investissements avant redressements	14 539	3 606	3 209
Redressements des années antérieures	-	-	(504)
Investissements redressés	14 539	3 606	2 705

(1) Cette somme inclut 857 712 k\$ provenant de droits d'émission de gaz à effet de serre (402 124 k\$ en 2015), 121 849 k\$ provenant d'autres droits et de permis (123 115 k\$ en 2015) et 5 566 k\$ provenant de transferts du gouvernement fédéral (5 182 k\$ en 2015).

ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2016</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Capital Mines Hydrocarbures	-	2 994 ⁽¹⁾	(2 994)
Fonds du développement économique	<u>359 981</u>	<u>251 616</u>	<u>-</u>
	<u>359 981</u>	<u>254 610</u>	<u>(2 994)</u>
Investissements			
Capital Mines Hydrocarbures	-	-	-
Fonds du développement économique	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

(1) Ces dépenses excluent celles liées aux quotes-parts des participations. Les prévisions des dépenses liées aux quotes-parts des participations ne sont pas soumises à l'approbation du Parlement.

ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS

CAPITAL MINES HYDROCARBURES

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS ⁽¹⁾ 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus liés aux quotes-parts des participations	-	-	-
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	-	17	-
Total des revenus	-	17	-
Dépenses			
Dépenses	-	2 994	-
Dépenses liées aux quotes-parts des participations	-	1 274	-
Total des dépenses	-	4 268	-
Surplus (déficit) de l'exercice	-	(4 251)	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	-	14 183 ⁽²⁾	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	-	9 932	-
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s	-	29 752	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	39 684	-
Investissements	- ⁽³⁾	-	-

(1) Ces informations sont sur la base des résultats préliminaires du fonds.

(2) Le fonds a commencé ses activités le 14 juillet 2015. Le surplus cumulé au début provient de l'intégration des actifs et passifs transférés par le Fonds du développement économique.

(3) La loi qui institue le fonds Capital Mines Hydrocarbures (L.Q. 2015, chapitre 8) prévoit des investissements de 250 000 k\$ constitués de participations reliées à l'objet du fonds. Au 31 mars 2016, la valeur comptable de ces participations s'élève à 191 444 k\$ dont 185 984 k\$ provient des interventions transférées par le Fonds du développement économique lors de la création du présent fonds.

ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS

FONDS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	234 495	109 657	183 430
Autres revenus	125 486	141 959	129 426
Total des revenus	359 981	251 616	312 856
Dépenses			
Dépenses	359 981	251 616	312 856
Total des dépenses	359 981	251 616	312 856
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	(2 823)	82 984	82 984
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	(2 823)	82 984	82 984
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s	-	(79 031)	(87 981)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(2 823)	3 953	(4 997)
Investissements	-	-	-

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2016</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	67 042	60 194	-
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	<u>29 489</u>	<u>25 000</u>	<u>-</u>
	<u>96 531</u>	<u>85 194</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	-	-	-
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SPORT ET DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTSAnnée financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2016</u>	<u>RÉELS 2015</u>
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	<u>64 472</u>	<u>64 911⁽¹⁾</u>	<u>56 850</u>
Total des revenus	<u>64 472</u>	<u>64 911</u>	<u>56 850</u>
Dépenses			
Dépenses	<u>67 042</u>	<u>60 194</u>	<u>55 293</u>
Total des dépenses	<u>67 042</u>	<u>60 194</u>	<u>55 293</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	(2 570)	4 717	1 558
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>173 558</u>	<u>177 200</u>	<u>175 643</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u><u>170 988</u></u>	<u><u>181 917</u></u>	<u><u>177 200</u></u>
Investissements	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

(1) Cette somme inclut 60 000 k\$ provenant de la taxe sur le tabac (55 000 k\$ en 2015) et 2 736 k\$ provenant de transferts du gouvernement fédéral.

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

FONDS POUR L'EXCELLENCE ET LA PERFORMANCE UNIVERSITAIRES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	25 000	25 000	22 000
Autres revenus	-	-	-
Total des revenus	25 000	25 000	22 000
Dépenses			
Dépenses	29 489	25 000	27 002
Total des dépenses	29 489	25 000	27 002
Surplus (déficit) de l'exercice	(4 489)	-	(5 002)
Surplus (déficit) cumulé au début	4 489	5 758	10 760
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	5 758	5 758
Investissements	-	-	-

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2016</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds des ressources naturelles	251 289	157 324	-
Fonds d'information sur le territoire	<u>119 622</u>	<u>114 793</u>	<u>-</u>
	<u>370 911</u>	<u>272 117</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds des ressources naturelles	892	291	-
Fonds d'information sur le territoire	<u>47 377</u>	<u>39 897</u>	<u>-</u>
	<u>48 269</u>	<u>40 189</u>	<u>-</u>

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

FONDS DES RESSOURCES NATURELLES RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	2 380	3 881	2 380
Autres revenus	239 124	146 583 ⁽¹⁾	147 740
Total des revenus	241 504	150 464	150 120
Dépenses			
Dépenses	251 289	157 324	152 430
Total des dépenses	251 289	157 324	152 430
Surplus (déficit) de l'exercice	(9 786)	(6 860)	(2 310)
Surplus (déficit) cumulé au début	40 668	50 694	53 004
Surplus (déficit) cumulé à la fin	30 883	43 834	50 694
Investissements	892	291	1 092

Note : Le Fonds des ressources naturelles, institué par la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2), est composé de différents volets d'activités. Les données financières de tous ces volets sont cumulées et présentées dans le portefeuille Énergie et Ressources naturelles, à l'exception des données financières du volet « Aménagement durable du territoire forestier » qui sont présentées, depuis 2014-2015, dans le portefeuille Forêts, Faune et Parcs.

(1) Cette somme inclut 13 900 k\$ provenant de droits et permis de ressources minières (20 000 k\$ en 2015) et 997 k\$ provenant de droits et permis sur les hydrocarbures (1 031 k\$ en 2015).

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

FONDS D'INFORMATION SUR LE TERRITOIRE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	141 850	138 242	132 321
Total des revenus	141 850	138 242	132 321
Dépenses			
Dépenses	119 622	114 793	113 039
Total des dépenses	119 622	114 793	113 039
Surplus (déficit) de l'exercice	22 228	23 449	19 282
Surplus (déficit) cumulé au début	440 167	443 877	424 595
Surplus (déficit) cumulé à la fin	462 395	467 326	443 877
Investissements	47 377	39 897	45 142

FAMILLE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2016</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de soutien aux proches aidants	-	-	-
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	2 325 236	2 368 536	(43 300)
Fonds pour le développement des jeunes enfants	<u>21 250</u>	<u>21 250</u>	<u>-</u>
	<u>2 346 486</u>	<u>2 389 786</u>	<u>(43 300)</u>
Investissements			
Fonds de soutien aux proches aidants	-	-	-
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	1 000	-	-
Fonds pour le développement des jeunes enfants	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>1 000</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

FAMILLE

**FONDS DE SOUTIEN AUX PROCHES AIDANTS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	15 249	15 119 ⁽¹⁾	15 162
Total des revenus	15 249	15 119	15 162
Dépenses			
Dépenses	-	-	-
Total des dépenses	-	-	-
Surplus (déficit) de l'exercice	15 249	15 119	15 162
Surplus (déficit) cumulé au début	42 061	42 051	26 889
Surplus (déficit) cumulé à la fin	57 310	57 170	42 051
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 15 000 k\$ provenant de la taxe sur le tabac (15 000 k\$ en 2015).

FAMILLE

FONDS DES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L'ENFANCE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2016</u>	<u>RÉELS 2015</u>
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	2 325 236	2 368 536	-
Autres revenus	-	-	-
Total des revenus	<u>2 325 236</u>	<u>2 368 536</u>	<u>-</u>
Dépenses			
Dépenses	2 325 236	2 368 536	-
Total des dépenses	<u>2 325 236</u>	<u>2 368 536</u>	<u>-</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Investissements	<u>1 000</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

FAMILLE

**FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES JEUNES ENFANTS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	15 139	15 068 ⁽¹⁾	15 137
Total des revenus	15 139	15 068	15 137
Dépenses			
Dépenses	21 250	21 250	10 000
Total des dépenses	21 250	21 250	10 000
Surplus (déficit) de l'exercice	(6 111)	(6 182)	5 137
Surplus (déficit) cumulé au début	32 856	32 848	27 711
Surplus (déficit) cumulé à la fin	26 745	26 666	32 848
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 15 000 k\$ provenant de la taxe sur le tabac (15 000 k\$ en 2015).

FINANCES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2016</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de financement	2 181	2 077 ⁽¹⁾	-
Fonds des générations	-	-	-
Fonds du Bureau de décision et de révision	2 441	2 213	-
Fonds du centre financier de Montréal	1 310	983	-
Fonds du Plan Nord	81 537	77 119	-
Fonds relatif à l'administration fiscale	891 782	854 222	-
	<u>979 250</u>	<u>936 615</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds de financement	-	-	-
Fonds des générations	-	-	-
Fonds du Bureau de décision et de révision	74	57	-
Fonds du centre financier de Montréal	-	-	-
Fonds du Plan Nord	-	-	-
Fonds relatif à l'administration fiscale	-	-	-
	<u>74</u>	<u>57</u>	<u>-</u>

(1) Ces dépenses excluent celles relatives au service de la dette. Les prévisions du service de la dette ne sont pas soumises à l'approbation du Parlement.

FINANCES

FONDS DE FINANCEMENT RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS ⁽¹⁾ 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	1 349 711	1 327 803	1 292 194
Total des revenus	1 349 711	1 327 803	1 292 194
Dépenses			
Dépenses	2 181	2 077	1 887
Service de la dette	1 334 043	1 308 140	1 271 869
Total des dépenses	1 336 224	1 310 217	1 273 757
Surplus (déficit) de l'exercice	13 487	17 585	18 437
Surplus (déficit) cumulé au début	447 424	444 650	431 039
Redressements des années antérieures			
Revenus	-	4 827	-
Dépenses	-	-	-
Total des redressements des années antérieures	-	4 827	-
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	447 424	449 477	431 039
Surplus (déficit) cumulé à la fin	460 912	467 062	449 477
Investissements	-	-	-

(1) Les données de l'année financière 2015 ont été retraitées pour tenir compte du redressement des années antérieures établi en 2016.

FINANCES

FONDS DES GÉNÉRATIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	1 586 000	1 452 222	1 279 354
Total des revenus	1 586 000	1 452 222	1 279 354
Dépenses			
Dépenses	-	-	-
Total des dépenses	-	-	-
Surplus (déficit) de l'exercice	1 586 000	1 452 222	1 279 354
Surplus (déficit) cumulé au début	6 912 388	6 938 742	5 659 388
Affectation des surplus cumulés de la Commission des normes du travail	89 000	131 231	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	8 587 388	8 522 196	6 938 742
Investissements	-	-	-

FINANCES

FONDS DU BUREAU DE DÉCISION ET DE RÉVISION RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2016</u>	<u>RÉELS 2015</u>
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	<u>2 241</u>	<u>2 217⁽¹⁾</u>	<u>1 642</u>
Total des revenus	<u>2 241</u>	<u>2 217</u>	<u>1 642</u>
Dépenses			
Dépenses	<u>2 441</u>	<u>2 213</u>	<u>2 119</u>
Total des dépenses	<u>2 441</u>	<u>2 213</u>	<u>2 119</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	(200)	3	(477)
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>2 754</u>	<u>2 670</u>	<u>3 147</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>2 554</u>	<u>2 674</u>	<u>2 670</u>
Investissements	<u>74</u>	<u>57</u>	<u>19</u>

(1) Cette somme inclut 8 k\$ provenant de la tarification de droits, d'honoraires et d'autres frais afférents aux demandes entendues par le Bureau (5 k\$ en 2015).

FINANCES

FONDS DU CENTRE FINANCIER DE MONTRÉAL RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2016</u>	<u>RÉELS 2015</u>
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	338
Autres revenus	<u>667</u>	<u>818⁽¹⁾</u>	<u>699</u>
Total des revenus	<u>667</u>	<u>818</u>	<u>1 037</u>
Dépenses			
Dépenses	<u>1 310</u>	<u>983</u>	<u>1 430</u>
Total des dépenses	<u>1 310</u>	<u>983</u>	<u>1 430</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	(643)	(164)	(393)
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>2 968</u>	<u>3 058</u>	<u>3 451</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>2 326</u>	<u>2 893</u>	<u>3 058</u>
Investissements	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

(1) Cette somme provient de la tarification des frais pour l'examen de demandes de certificat ou d'attestation (699 k\$ en 2015).

FINANCES

FONDS DU PLAN NORD RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2016</u>	<u>RÉELS 2015</u>
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	<u>88 722</u>	<u>89 156⁽¹⁾</u>	<u>74 387</u>
Total des revenus	<u>88 722</u>	<u>89 156</u>	<u>74 387</u>
Dépenses			
Dépenses	<u>81 537</u>	<u>77 119</u>	<u>48 524</u>
Total des dépenses	<u>81 537</u>	<u>77 119</u>	<u>48 524</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	7 185	12 037	25 863
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>85 869</u>	<u>111 403</u>	<u>85 539</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u><u>93 054</u></u>	<u><u>123 440</u></u>	<u><u>111 403</u></u>
Investissements	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

(1) Cette somme inclut 57 921 k\$ provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers (44 131 k\$ en 2015) et 19 509 k\$ provenant de l'impôt des sociétés (18 904 k\$ en 2015).

FINANCES

FONDS RELATIF À L'ADMINISTRATION FISCALE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2016</u>	<u>RÉELS 2015</u>
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	<u>891 782</u>	<u>854 222⁽¹⁾</u>	<u>917 329</u>
Total des revenus	<u>891 782</u>	<u>854 222</u>	<u>917 329</u>
Dépenses			
Dépenses	<u>891 782</u>	<u>854 222</u>	<u>917 329</u>
Total des dépenses	<u>891 782</u>	<u>854 222</u>	<u>917 329</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Investissements	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

(1) Cette somme inclut 683 378 k\$ provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers (733 863 k\$ en 2015) et 170 844 k\$ provenant de l'impôt des sociétés (183 466 k\$ en 2015).

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2016</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds des ressources naturelles –			
Volet aménagement durable du territoire forestier	459 950	435 235	-
	<u>459 950</u>	<u>435 235</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds des ressources naturelles –			
Volet aménagement durable du territoire forestier	10 000	10 233	(233)
	<u>10 000</u>	<u>10 233</u>	<u>(233)</u>

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

FONDS DES RESSOURCES NATURELLES - VOLET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE FORESTIER RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	186 861	187 353	201 696
Autres revenus	258 071 ⁽¹⁾	246 664 ⁽²⁾	247 287
Total des revenus	444 932	434 017	448 983
Dépenses			
Dépenses	459 950	435 235	437 194
Total des dépenses	459 950	435 235	437 194
Surplus (déficit) de l'exercice	(15 018)	(1 219)	11 789
Surplus (déficit) cumulé au début	18 152	34 063	22 274
Surplus (déficit) cumulé à la fin	3 134	32 845	34 063
Investissements	10 000	10 233	4 048

Note : Le Fonds des ressources naturelles, institué par la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2), est composé de différents volets d'activités. Les données financières du volet « Aménagement durable du territoire forestier » sont présentées, depuis 2014-2015, dans le portefeuille Forêts, Faune et Parcs. Les données financières de tous les autres volets sont cumulées et présentées dans le portefeuille Énergie et Ressources naturelles.

(1) Ce montant inclut 12 628 k\$ financé par le portefeuille ministériel.

(2) Cette somme inclut 239 000 k\$ provenant de droits et permis de ressources forestières (239 000 k\$ en 2015).

JUSTICE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2016</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds Accès Justice	10 397	8 821	-
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	22 771	20 798	-
Fonds des registres du ministère de la Justice	33 690	29 048	-
Fonds du Tribunal administratif du Québec	<u>40 007</u>	<u>36 462</u>	<u>-</u>
	<u>106 865</u>	<u>95 129</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds Accès Justice	3	-	-
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	5	75	(70)
Fonds des registres du ministère de la Justice	4 895	2 230	-
Fonds du Tribunal administratif du Québec	<u>1 166</u>	<u>680</u>	<u>-</u>
	<u>6 068</u>	<u>2 984</u>	<u>(70)</u>

JUSTICE

FONDS ACCÈS JUSTICE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	1 044	544	1 399
Autres revenus	9 450	10 869 ⁽¹⁾	9 888
Total des revenus	10 494	11 413	11 287
Dépenses			
Dépenses	10 397	8 821	9 048
Total des dépenses	10 397	8 821	9 048
Surplus (déficit) de l'exercice	98	2 593	2 239
Surplus (déficit) cumulé au début	4 364	5 329	3 090
Surplus (déficit) cumulé à la fin	4 462	7 922	5 329
Investissements	3	-	-

(1) Cette somme inclut 2 370 k\$ provenant de transferts du gouvernement fédéral (2 713 k\$ en 2015).

JUSTICE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	16 708	16 745
Autres revenus	23 973	16 422 ⁽¹⁾	6 262
Total des revenus	23 973	33 131	23 007
Dépenses			
Dépenses	22 771	20 798	19 520
Total des dépenses	22 771	20 798	19 520
Surplus (déficit) de l'exercice	1 202	12 333	3 487
Surplus (déficit) cumulé au début	24 182	25 814	22 326
Surplus (déficit) cumulé à la fin	25 385	38 146	25 814
Investissements	5	75	7

(1) Cette somme inclut 224 k\$ provenant de transferts du gouvernement fédéral.

JUSTICE

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	32 075	35 461	32 875
Total des revenus	32 075	35 461	32 875
Dépenses			
Dépenses	33 690	29 048	29 315
Total des dépenses	33 690	29 048	29 315
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 616)	6 413	3 561
Surplus (déficit) cumulé au début	98 117	101 084	97 524
Surplus (déficit) cumulé à la fin	96 501	107 497	101 084
Investissements	4 895	2 230	1 016

JUSTICE

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	13 777	13 078	12 937
Autres revenus	26 224	24 793	24 469
Total des revenus	40 001	37 871	37 406
Dépenses			
Dépenses	40 007	36 462	36 572
Total des dépenses	40 007	36 462	36 572
Surplus (déficit) de l'exercice	(6)	1 409	834
Surplus (déficit) cumulé au début	8 474	10 772	10 282
Redressements des années antérieures			
Revenus	-	-	-
Dépenses	-	-	(344)
Total des redressements des années antérieures	-	-	(344)
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	8 474	10 772	9 937
Surplus (déficit) cumulé à la fin	8 468	12 181	10 772
Investissements	1 166	680	408

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2016</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	1 537 000	1 506 285	-
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	215 419	190 324	-
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	<u>20 000</u>	<u>20 000</u>	<u>-</u>
	<u>1 772 419</u>	<u>1 716 608</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	-	-	-
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	1 796	3 325	(1 528)
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>1 796</u>	<u>3 325</u>	<u>(1 528)</u>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2016</u>	<u>RÉELS 2015</u>
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	<u>1 537 000</u>	<u>1 508 800⁽¹⁾</u>	<u>1 559 568</u>
Total des revenus	<u>1 537 000</u>	<u>1 508 800</u>	<u>1 559 568</u>
Dépenses			
Dépenses	<u>1 537 000</u>	<u>1 506 285</u>	<u>1 535 677</u>
Total des dépenses	<u>1 537 000</u>	<u>1 506 285</u>	<u>1 535 677</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	-	2 515	23 891
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>(122 073)</u>	<u>(98 182)</u>	<u>(122 073)</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>(122 073)</u>	<u>(95 667)</u>	<u>(98 182)</u>
Investissements	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

(1) Cette somme inclut 428 800 k\$ provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers (394 000 k\$ en 2015), 702 000 k\$ provenant de la contribution santé (733 324 k\$ en 2015) et 378 000 k\$ provenant d'une affectation d'une partie des transferts du gouvernement fédéral (430 000 k\$ en 2015).

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DU SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS ⁽¹⁾ 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	174 435	161 583	137 652
Autres revenus	40 984	32 009	32 952
Total des revenus	215 419	193 592	170 603
Dépenses			
Dépenses	215 419	190 324	166 946
Total des dépenses	215 419	190 324	166 946
Surplus (déficit) de l'exercice	-	3 268	3 657
Surplus (déficit) cumulé au début	8 568	16 107	12 476
Redressements des années antérieures			
Revenus	-	26	-
Dépenses	-	-	-
Total des redressements des années antérieures	-	26	-
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	8 568	16 133	12 476
Surplus (déficit) cumulé à la fin	8 568	19 401	16 133
Investissements	1 796	3 325	1 453

(1) Les données de l'année financière 2015 ont été retraitées pour tenir compte du redressement des années antérieures établi en 2016.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS POUR LA PROMOTION DES SAINES HABITUDES DE VIE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2016</u>	<u>RÉELS 2015</u>
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	<u>20 102</u>	<u>20 049⁽¹⁾</u>	<u>20 083</u>
Total des revenus	<u>20 102</u>	<u>20 049</u>	<u>20 083</u>
Dépenses			
Dépenses	<u>20 000</u>	<u>20 000</u>	<u>10 000</u>
Total des dépenses	<u>20 000</u>	<u>20 000</u>	<u>10 000</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	102	49	10 083
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>20 118</u>	<u>20 112</u>	<u>10 029</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>20 220</u>	<u>20 161</u>	<u>20 112</u>
Investissements	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

(1) Cette somme inclut 20 000 k\$ provenant de la taxe sur le tabac (20 000 k\$ en 2015).

SÉCURITÉ PUBLIQUE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2016</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds des services de police	<u>584 697</u>	<u>567 484</u>	<u>-</u>
	<u>584 697</u>	<u>567 484</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds des services de police	<u>19 150</u>	<u>6 705</u>	<u>-</u>
	<u>19 150</u>	<u>6 705</u>	<u>-</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

FONDS DES SERVICES DE POLICE

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	279 207	265 824	265 750
Autres revenus	305 490	301 660	304 718
Total des revenus	584 697	567 484	570 468
Dépenses			
Dépenses	584 697	567 484	570 468
Total des dépenses	584 697	567 484	570 468
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements	19 150	6 705	16 117

TOURISME

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2016</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de partenariat touristique	<u>133 774</u>	<u>135 977</u>	<u>(2 203)</u>
	<u>133 774</u>	<u>135 977</u>	<u>(2 203)</u>
Investissements			
Fonds de partenariat touristique	<u>2 631</u>	<u>418</u>	<u>-</u>
	<u>2 631</u>	<u>418</u>	<u>-</u>

TOURISME

**FONDS DE PARTENARIAT TOURISTIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	52 039	49 760	53 345
Autres revenus	81 735	85 800 ⁽¹⁾	83 338
Total des revenus	133 774	135 560	136 684
Dépenses			
Dépenses	133 774	135 977	138 065
Total des dépenses	133 774	135 977	138 065
Surplus (déficit) de l'exercice	-	(417)	(1 382)
Surplus (déficit) cumulé au début	(2 145)	10 669	12 051
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(2 145)	10 253	10 669
Investissements	2 631	418	1 273

(1) Cette somme inclut 53 731 k\$ provenant de la taxe sur l'hébergement (50 363 k\$ en 2015) et 26 500 k\$ provenant de la taxe de vente du Québec (26 500 k\$ en 2015).

TRANSPORTS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2016</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds aérien	74 646	15 704	-
Fonds de gestion de l'équipement roulant	117 118	105 014	-
Fonds de la sécurité routière	32 617	13 982	-
Fonds des réseaux de transport terrestre	<u>3 480 298</u>	<u>3 421 364</u>	<u>-</u>
	<u>3 704 680</u>	<u>3 556 063</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds aérien	21 329	914	-
Fonds de gestion de l'équipement roulant	44 989	32 288	-
Fonds de la sécurité routière	12 879	5 998	-
Fonds des réseaux de transport terrestre	<u>2 359 431</u>	<u>1 870 740</u>	<u>-</u>
	<u>2 438 628</u>	<u>1 909 940</u>	<u>-</u>

TRANSPORTS

FONDS AÉRIEN

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS ⁽¹⁾ 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	74 946	16 084	-
Total des revenus	74 946	16 084	-
Dépenses			
Dépenses	74 646	15 704	-
Total des dépenses	74 646	15 704	-
Surplus (déficit) de l'exercice	300	380	-
Surplus (déficit) cumulé au début	57 100	57 617⁽²⁾	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	57 400	57 997	-
Investissements	21 329	914	-

(1) Ces informations sont sur la base des résultats préliminaires du fonds.

(2) Le fonds a commencé ses activités le 1er janvier 2016. Le surplus cumulé au début provient de l'intégration des actifs et passifs du service aérien du Centre de services partagés du Québec.

TRANSPORTS

FONDS DE GESTION DE L'ÉQUIPEMENT ROULANT RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2016</u>	<u>RÉELS 2015</u>
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	<u>117 118</u>	<u>106 006</u>	<u>111 620</u>
Total des revenus	<u>117 118</u>	<u>106 006</u>	<u>111 620</u>
Dépenses			
Dépenses	<u>117 118</u>	<u>105 014</u>	<u>109 699</u>
Total des dépenses	<u>117 118</u>	<u>105 014</u>	<u>109 699</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	-	992	1 920
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>8 401</u>	<u>10 322</u>	<u>8 401</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>8 401</u>	<u>11 314</u>	<u>10 322</u>
Investissements	<u>44 989</u>	<u>32 288</u>	<u>54 304</u>

TRANSPORTS

FONDS DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2016</u>	<u>RÉELS 2015</u>
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	<u>39 617</u>	<u>13 267</u>	<u>21 462</u>
Total des revenus	<u>39 617</u>	<u>13 267</u>	<u>21 462</u>
Dépenses			
Dépenses	<u>32 617</u>	<u>13 982</u>	<u>10 746</u>
Total des dépenses	<u>32 617</u>	<u>13 982</u>	<u>10 746</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	7 000	(715)	10 716
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>29 225</u>	<u>29 623</u>	<u>18 908</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u><u>36 225</u></u>	<u><u>28 908</u></u>	<u><u>29 623</u></u>
Investissements	<u><u>12 879</u></u>	<u><u>5 998</u></u>	<u><u>264</u></u>

TRANSPORTS

FONDS DES RÉSEAUX DE TRANSPORT TERRESTRE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	3 778 956	3 636 881 ⁽¹⁾	3 556 516
Total des revenus	3 778 956	3 636 881	3 556 516
Dépenses			
Dépenses	3 480 298	3 421 364	3 197 435
Total des dépenses	3 480 298	3 421 364	3 197 435
Surplus (déficit) de l'exercice	298 657	215 517	359 081
Surplus (déficit) cumulé au début	2 595 342	2 389 490	2 089 226
Redressements des années antérieures			
Revenus	-	-	(67 130)
Dépenses	-	-	8 313
Total des redressements des années antérieures	-	-	(58 817)
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	2 595 342	2 389 490	2 030 409
Surplus (déficit) cumulé à la fin	2 893 999	2 605 007	2 389 490
Investissements avant redressements	2 359 431	1 870 740	1 908 882
Redressements des années antérieures	-	-	(67 265)
Investissements redressés	2 359 431	1 870 740	1 841 617

(1) Cette somme inclut 2 190 966 k\$ provenant de la taxe sur les carburants (2 105 621 k\$ en 2015), 986 795 k\$ provenant de droits et permis relatifs aux véhicules automobiles (962 957 k\$ en 2015) et 52 751 k\$ provenant de transferts du gouvernement fédéral (75 192 k\$ en 2015).

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2016</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	23 319	22 816	-
Fonds de développement du marché du travail	1 039 322	981 204	-
Fonds de la Commission des lésions professionnelles	45 383 ⁽¹⁾	45 383	-
Fonds de la Commission des relations du travail	13 410 ⁽¹⁾	13 410	-
Fonds des biens et des services	83 477	64 605	-
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	24 854	13 713	-
Fonds du Tribunal administratif du travail	25 739 ⁽¹⁾	19 197	-
Fonds québécois d'initiatives sociales	22 407	31 376	(8 969)
	<u>1 277 910</u>	<u>1 191 704</u>	<u>(8 969)</u>
Investissements			
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	-	-	-
Fonds de développement du marché du travail	-	-	-
Fonds de la Commission des lésions professionnelles	1 644 ⁽¹⁾	1 644	-
Fonds de la Commission des relations du travail	664 ⁽¹⁾	664	-
Fonds des biens et des services	-	-	-
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	22 000	17 843	-
Fonds du Tribunal administratif du travail	232 ⁽¹⁾	112	-
Fonds québécois d'initiatives sociales	-	-	-
	<u>24 539</u>	<u>20 263</u>	<u>-</u>

(1) Le 1er janvier 2016, le fonds du Tribunal administratif du travail (FTAT) a été institué et substitué au fonds de la Commission des lésions professionnelles (FCLP) et au fonds de la Commission des relations du travail (FCRT) en vertu de la Loi regroupant la Commission de l'équité salariale, la Commission des normes du travail et la Commission de la santé et de la sécurité du travail et instituant le Tribunal administratif du travail (L.Q. 2015, chapitre 15). Selon l'article 257 de cette loi, les prévisions de dépenses et d'investissements qui sont approuvées par le Parlement pour le FTAT pour l'exercice 2015-2016 correspondent à la somme des soldes disponibles des dépenses et investissements approuvés, pour cette même année financière, du FCLP et du FCRT. Par conséquent, les prévisions approuvées de dépenses et d'investissements du FCLP et du FCRT sont diminuées respectivement de ces soldes disponibles.

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2016</u>	<u>RÉELS 2015</u>
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	19 817	19 817	3 618
Autres revenus	<u>3 100</u>	<u>3 315</u>	<u>19 641</u>
Total des revenus	<u>22 917</u>	<u>23 132</u>	<u>23 259</u>
Dépenses			
Dépenses	<u>23 319</u>	<u>22 816</u>	<u>22 722</u>
Total des dépenses	<u>23 319</u>	<u>22 816</u>	<u>22 722</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	(402)	316	537
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>2 392</u>	<u>2 732</u>	<u>2 195</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>1 990</u>	<u>3 048</u>	<u>2 732</u>
Investissements	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2016</u>	<u>RÉELS 2015</u>
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	912 972	989 175	992 171
Autres revenus	<u>91 450</u>	<u>10 609⁽¹⁾</u>	<u>13 241</u>
Total des revenus	<u>1 004 422</u>	<u>999 784</u>	<u>1 005 412</u>
Dépenses			
Dépenses	<u>1 039 322</u>	<u>981 204</u>	<u>1 002 899</u>
Total des dépenses	<u>1 039 322</u>	<u>981 204</u>	<u>1 002 899</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	(34 900)	18 580	2 512
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>56 938</u>	<u>32 663</u>	<u>30 151</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>22 038</u>	<u>51 243</u>	<u>32 663</u>
Investissements	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

(1) Cette somme inclut 1 297 k\$ provenant de permis de qualification (1 115 k\$ en 2015) et 3 608 k\$ provenant de transferts du gouvernement fédéral (5 563 k\$ en 2015).

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DE LA COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS ⁽¹⁾	31 décembre 2015 RÉELS (9 mois)	31 mars 2015 RÉELS (12 mois)
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	48 117	48 117	65 723
Total des revenus	48 117	48 117	65 723
Dépenses			
Dépenses	45 383	45 383	65 763
Total des dépenses	45 383	45 383	65 763
Surplus (déficit) de l'exercice	2 734	2 734	(40)
Surplus (déficit) cumulé au début	1 339	1 339	1 379
Transferts des actifs et des passifs au Fonds du Tribunal administratif du travail	(4 072)	(4 072)	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	1 339
Investissements	1 644	1 644	572

(1) Le 1er janvier 2016, le fonds du Tribunal administratif du travail (FTAT) a été institué et substitué au fonds de la Commission des lésions professionnelles (FCLP) et au fonds de la Commission des relations du travail (FCRT) en vertu de la Loi regroupant la Commission de l'équité salariale, la Commission des normes du travail et la Commission de la santé et de la sécurité du travail et instituant le Tribunal administratif du travail (L.Q. 2015, chapitre 15). Selon l'article 257 de cette loi, les prévisions de dépenses et d'investissements qui sont approuvées par le Parlement pour le FTAT pour l'exercice 2015-2016 correspondent à la somme des soldes disponibles des dépenses et investissements approuvés, pour cette même année financière, du FCLP et du FCRT. Par conséquent, les prévisions approuvées de dépenses et d'investissements du FCLP sont diminuées respectivement de ces soldes disponibles. Quant à la prévision des revenus, elle a été diminuée de l'écart entre la prévision approuvée et les revenus réels au 31 décembre 2015.

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DE LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS ⁽¹⁾	31 décembre 2015 RÉELS (9 mois)	31 mars 2015 RÉELS (12 mois)
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	6 220	6 220	6 290
Autres revenus	7 424	7 424	9 971
Total des revenus	13 644	13 644	16 261
Dépenses			
Dépenses	13 410	13 410	19 070
Total des dépenses	13 410	13 410	19 070
Surplus (déficit) de l'exercice	234	234	(2 809)
Surplus (déficit) cumulé au début	797	797	3 605
Transferts des actifs et des passifs au Fonds du Tribunal administratif du travail	(1 031)	(1 031)	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	797
Investissements	664	664	907

(1) Le 1er janvier 2016, le fonds du Tribunal administratif du travail (FTAT) a été institué et substitué au fonds de la Commission des lésions professionnelles (FCLP) et au fonds de la Commission des relations du travail (FCRT) en vertu de la Loi regroupant la Commission de l'équité salariale, la Commission des normes du travail et la Commission de la santé et de la sécurité du travail et instituant le Tribunal administratif du travail (L.Q. 2015, chapitre 15). Selon l'article 257 de cette loi, les prévisions de dépenses et d'investissements qui sont approuvées par le Parlement pour le FTAT pour l'exercice 2015-2016 correspondent à la somme des soldes disponibles des dépenses et investissements approuvés, pour cette même année financière, du FCLP et du FCRT. Par conséquent, les prévisions approuvées de dépenses et d'investissements du FCRT sont diminuées respectivement de ces soldes disponibles. Quant à la prévision des revenus, elle a été diminuée de l'écart entre la prévision approuvée et les revenus réels au 31 décembre 2015.

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DES BIENS ET DES SERVICES

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	40 403	26 316	27 839
Autres revenus	43 074	42 377	42 260
Total des revenus	83 477	68 693	70 100
Dépenses			
Dépenses	83 477	64 605	70 012
Total des dépenses	83 477	64 605	70 012
Surplus (déficit) de l'exercice	-	4 088	87
Surplus (déficit) cumulé au début	10 270	17 358	17 270
Surplus (déficit) cumulé à la fin	10 270	21 446	17 358
Investissements	-	-	365

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2016</u>	<u>RÉELS 2015</u>
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	17 626	10 371	12 295
Autres revenus	<u>7 228</u>	<u>3 343</u>	<u>597</u>
Total des revenus	<u>24 854</u>	<u>13 713</u>	<u>12 892</u>
Dépenses			
Dépenses	<u>24 854</u>	<u>13 713</u>	<u>12 892</u>
Total des dépenses	<u>24 854</u>	<u>13 713</u>	<u>12 892</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Investissements	<u>22 000</u>	<u>17 843</u>	<u>12 213</u>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS ⁽¹⁾	RÉELS 2016 (3 mois)	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	2 724	2 324	-
Autres revenus	18 019	18 150	-
Total des revenus	20 743	20 474	-
Dépenses			
Dépenses	25 739	19 197	-
Total des dépenses	25 739	19 197	-
Surplus (déficit) de l'exercice	(4 996)	1 276	-
Surplus (déficit) cumulé au début	5 803	5 103⁽²⁾	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	807	6 380	-
Investissements	232	112	-

(1) Le 1er janvier 2016, le fonds du Tribunal administratif du travail (FTAT) a été institué et substitué au fonds de la Commission des lésions professionnelles (FCLP) et au fonds de la Commission des relations du travail (FCRT) en vertu de la Loi regroupant la Commission de l'équité salariale, la Commission des normes du travail et la Commission de la santé et de la sécurité du travail et instituant le Tribunal administratif du travail (L.Q. 2015, chapitre 15). Selon l'article 257 de cette loi, les prévisions de dépenses et d'investissements qui sont approuvées par le Parlement pour le FTAT pour l'exercice 2015-2016 correspondent à la somme des soldes disponibles des dépenses et investissements approuvés, pour cette même année financière, du FCLP et du FCRT. Quant à la prévision des revenus, elle correspond à l'écart entre les prévisions de revenus approuvées du FCLP et du FCRT et leurs revenus réels au 31 décembre 2015.

(2) Le surplus cumulé au début provient de l'intégration des actifs et des passifs du FCLP et du FCRT.

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	21 474	31 474	20 385
Autres revenus	-	52	51
Total des revenus	21 474	31 527	20 437
Dépenses			
Dépenses	22 407	31 376	20 359
Total des dépenses	22 407	31 376	20 359
Surplus (déficit) de l'exercice	(933)	151	78
Surplus (déficit) cumulé au début	933	1 114	1 037
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	1 265	1 114
Investissements	-	-	-

3. SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

FONDS SPÉCIAUX	Revenus	Dépenses	=
AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE			
1 Fonds de développement des territoires	102 515	83 238	
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE			
2 Fonds relatif à certains sinistres	1 455	1 455	
CULTURE ET COMMUNICATIONS			
3 Fonds Avenir Mécénat Culture	5 033	4 273	
4 Fonds du patrimoine culturel québécois	15 689	15 579	
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES			
5 Fonds vert	996 672	488 984	
ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS			
6 Capital Mines Hydrocarbures (*)	17	4 268	
7 Fonds du développement économique	251 616	251 616	
ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE			
8 Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	64 911	60 194	
9 Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	25 000	25 000	
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES			
10 Fonds des ressources naturelles	150 464	157 324	
11 Fonds d'information sur le territoire	138 242	114 793	
FAMILLE			
12 Fonds de soutien aux proches aidants	15 119		
13 Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	2 368 536	2 368 536	
14 Fonds pour le développement des jeunes enfants	15 068	21 250	
FINANCES			
15 Fonds de financement	1 327 803	1 310 217	
16 Fonds des générations	1 452 222		
17 Fonds du Bureau de décision et de révision	2 217	2 213	
18 Fonds du centre financier de Montréal	818	983	
19 Fonds du Plan Nord	89 156	77 119	
20 Fonds relatif à l'administration fiscale	854 222	854 222	
FORÊTS, FAUNE ET PARCS			
21 Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable du territoire forestier	434 017	435 235	
JUSTICE			
22 Fonds Accès Justice	11 413	8 821	
23 Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	33 131	20 798	
24 Fonds des registres du ministère de la Justice	35 461	29 048	
25 Fonds du Tribunal administratif du Québec	37 871	36 462	

(*) Ces informations sont sur la base de résultats préliminaires du fonds.

- (1) Ces montants incluent des avances du fonds général liées à des transferts d'actifs nets lors de la constitution du fonds spécial :
- Avance de 102 k\$ au Fonds des ressources naturelles;
 - Avance de 448 k\$ au Fonds d'information sur le territoire;
 - Avance de 18 114 k\$ au Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable du territoire forestier.
- Ces avances ne font pas partie des prévisions annoncées dans le Budget de dépenses 2015-2016.

Excédent des revenus sur les dépenses	ACTIFS		PASSIFS		Solde du fonds	
	Avances au Fonds général	Autres actifs	Emprunts au Fonds de financement et avances du Fonds général	Autres passifs		
19 277	32 324			13 048	19 277	1
		88 816	88 718	98		2
760	762			2	760	3
110	30 023	23		2 505	27 541	4
507 688	349 034	985 556		166 052	1 168 538	5
(4 251)	331 605	210 552	500 000	2 472	39 684	6
		3 021 215	2 398 746	618 516	3 953	7
4 717	10 694	173 994		2 771	181 917	8
	5 758	25 000		25 000	5 758	9
(6 860)	48 889	28 503	102 (1)	33 457	43 834	10
23 449	868	498 503	448 (1)	31 597	467 326	11
15 119	57 142	28			57 170	12
		228 968	215 772	13 196		13
(6 182)	26 652	14			26 666	14
17 585		46 506 970	45 680 544	359 364	467 062	15
1 452 222		8 522 196			8 522 196	16
3		3 316		642	2 674	17
(164)	2 893				2 893	18
12 037	202 494	42 783	77 069	44 769	123 440	19
		1 892	1 892			20
(1 219)	56 939	68 385	18 114 (1)	74 366	32 845	21
2 593	5 864	4 980		2 922	7 922	22
12 333	21 509	17 027		390	38 146	23
6 413	118 357	4 989		15 849	107 497	24
1 409		19 928		7 747	12 181	25

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

FONDS SPÉCIAUX		Revenus	-	Dépenses	=
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX					
26	Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	1 508 800		1 506 285	
27	Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	193 592		190 324	
28	Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	20 049		20 000	
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
29	Fonds des services de police	567 484		567 484	
TOURISME					
30	Fonds de partenariat touristique	135 560		135 977	
TRANSPORTS					
31	Fonds aérien (*)	16 084		15 704	
32	Fonds de gestion de l'équipement roulant	106 006		105 014	
33	Fonds de la sécurité routière	13 267		13 982	
34	Fonds des réseaux de transport terrestre	3 636 881		3 421 364	
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE					
35	Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	23 132		22 816	
36	Fonds de développement du marché du travail	999 784		981 204	
37	Fonds de la Commission des lésions professionnelles (2)	48 117		45 383	
38	Fonds de la Commission des relations du travail (2)	13 644		13 410	
39	Fonds des biens et des services	68 693		64 605	
40	Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	13 713		13 713	
41	Fonds du Tribunal administratif du travail (2)	20 474		19 197	
42	Fonds québécois d'initiatives sociales	31 527		31 376	
Total fonds spéciaux		15 845 474		13 539 465	
Conciliation des états financiers des fonds spéciaux avec l'annexe 2, « Informations par secteurs de reddition de comptes », présentée à la section 1, « Analyse des états financiers consolidés », du volume 1 des Comptes publics 2015-2016					
	Éliminations des opérations et des soldes réciproques entre les fonds spéciaux	(1 048 362)		(1 048 362)	
	Fonds des générations (présenté distinctement dans les informations par secteurs de reddition de comptes)	(1 452 222)			
	Harmonisations des conventions comptables de certains fonds spéciaux avec celles adoptées par le Conseil du trésor	55 830		40 297	
Informations par secteurs de reddition de comptes - fonds spéciaux		13 400 721		12 531 400	

(*) Ces informations sont sur la base de résultats préliminaires des fonds.

(1) Ces montants incluent des avances du fonds général liées à des transferts d'actifs nets lors de la constitution du fonds spécial :

- Avance de 9 382 k\$ au Fonds des services de police;

- Avance de 43 033 k\$ au Fonds aérien.

Ces avances ne font pas partie des prévisions annoncées dans le Budget de dépenses 2015-2016.

(2) Le 1er janvier 2016, le fonds du Tribunal administratif du travail (FTAT) a été institué et substitué au fonds de la Commission des lésions professionnelles (FCLP) et au fonds de la Commission des relations du travail (FCRT) en vertu de la Loi regroupant la Commission de l'équité salariale, la Commission des normes du travail et la Commission de la santé et de la sécurité du travail et instituant le Tribunal administratif du travail (L.Q. 2015, chapitre 15). Selon l'article 257 de cette loi, les actifs et les passifs du FCLP et du FCRT sont transférés au fonds du Tribunal administratif du travail.

Excédent des revenus sur les dépenses	ACTIFS		PASSIFS		Solde du fonds	
	Avances au Fonds général	Autres actifs	Emprunts au Fonds de financement et avances du Fonds général	Autres passifs		
	+	-	-	=		
2 515		157 795	212 032	41 429	(95 667)	26
3 268	19 855	66 907		67 361	19 401	27
49	20 152	10			20 161	28
		129 139	104 573 ⁽¹⁾	24 566		29
(417)	19 657	17 049	1 667	24 787	10 253	30
380	13 985	153 678	104 290 ⁽¹⁾	5 376	57 997	31
992	205	223 935	198 753	14 072	11 314	32
(715)	19 442	15 827	2 419	3 941	28 908	33
215 517	133 824	24 877 604	17 602 828	4 803 593	2 605 007	34
316	3 638	36		625	3 048	35
18 580	97 873	58 097		104 727	51 243	36
2 734						37
234						38
4 088	11 465	33 351	4 564	18 805	21 446	39
	1 704	54 364	52 000	4 067		40
1 276	16 942 ⁽²⁾	23 945 ⁽²⁾		34 508 ⁽²⁾	6 380	41
151	262	10 023		9 020	1 265	42
2 306 009	1 660 810	86 275 398	67 264 533	6 571 639	14 100 036	
(1 452 222)						
15 533						
869 320						

**LES COMPTES PUBLICS 2015-2016 PRÉSENTENT
LES RÉSULTATS ET LA SITUATION FINANCIÈRE DU
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.**

.....

VOLUME 2

Le volume 2 présente des renseignements financiers sur le fonds consolidé du revenu, lequel est constitué du fonds général et des fonds spéciaux. Ce volume se divise en deux parties. La première partie expose les revenus des ministères et des organismes budgétaires, leurs crédits autorisés ainsi que les dépenses et les autres coûts imputés sur chacun de ces crédits et, finalement, les opérations financières des comptes à fin déterminée qu'ils administrent. La deuxième partie présente les revenus des fonds spéciaux, leurs dépenses approuvées et celles réalisées ainsi que leurs investissements approuvés et ceux réalisés.